



Nuages à Moscou

APRÈS Edouard Chevardnadze, Alexandre Iakovlev. Tout comme l'ancien ministre des affaires étrangères avait quitté ses fonctions en décembre dernier en dénonçant « la dictature qui s'approche », l'homme que l'on a surnommé le « père de la glasnost », le principal idéologue de la réforme et de la « nouvelle pensée » vient de démissionner du Parti communiste, devant une procédure d'exclusion qui venait d'être déclenchée contre lui. Lui aussi met en garde contre des tentatives de « coup d'Etat » et de « revanche sociale ». Et M. Gorbatchev, qui voit partir en huit mois ses deux principaux alliés de l'ancien bureau politique (M. Iakovlev avait abandonné à la fin juillet son poste de conseiller présidentiel), se trouve à nouveau bien isolé.

La ressemblance pourtant s'arrête là. En décembre dernier, M. Chevardnadze entendait protester contre un suraut conservateur que la fusillade de Vilnius, quelques jours plus tard, devait illustrer de manière dramatique. Aujourd'hui, au contraire, M. Gorbatchev semble bien ancré dans son nouveau virage « libéral », marqué par son alliance avec Boris Eltsine, ses concessions aux Républiques et ses promesses au sommet de Londres. Malgré toutes ses ambiguïtés, la signature du traité d'union, mardi prochain, doit être une étape en ce sens. De même, la constitution prochaine du Parti des réformes démocratiques - créé à l'initiative de MM. Chevardnadze et Iakovlev précisément - est apparue de nature à conforter le président soviétique plutôt qu'à lui nuire.

POURQUOI donc M. Iakovlev a-t-il choisi ce moment pour quitter le navire ? Sans doute y a-t-il été poussé par les « durs » d'un parti dont il reconnaît - et c'est là sa différence avec celui qui en reste le secrétaire général - qu'il n'est pas réformable. Mais l'ancien conseiller présidentiel doit avoir d'autres bonnes raisons, notamment de solides informations sur le « groupuscule stalinien influent » dont il dénonçait la constitution au sein même de la direction du PC. Dans un récent entretien à la presse, il voyait le danger moins dans un putsch militaire que dans une sorte de coup d'Etat légal, qui changerait la direction à la fois du PC et de l'Etat, avec l'appui des forces armées.

De fait, le camp conservateur semble vouloir sortir de la tradition de soumission qui lui avait fait avaler des poisons de plus en plus amers toutes ces dernières années. Renouçant à tirer à lui M. Gorbatchev, il le dénonce de plus en plus ouvertement comme un « traître » et prépare dans cet esprit le prochain congrès du PC. Les communistes de l'armée, qui composent en principe 90 % du corps des officiers, viennent de lancer un appel au ton catastrophique, sur le thème de « la patrie en danger ».

EN Russie, écrit récemment un de ces « super-patriotes » dans la presse de Moscou, « les événements qui font l'histoire ont lieu à l'automne. L'automne 1991 ne fera pas exception ». Sans préjuger des combats politiques à venir, c'est un fait que le climat s'épaissit à nouveau au sommet de ce qui reste d'Union soviétique.

Lire nos informations page 14

M0146 - 0819 0 - 6,00 F

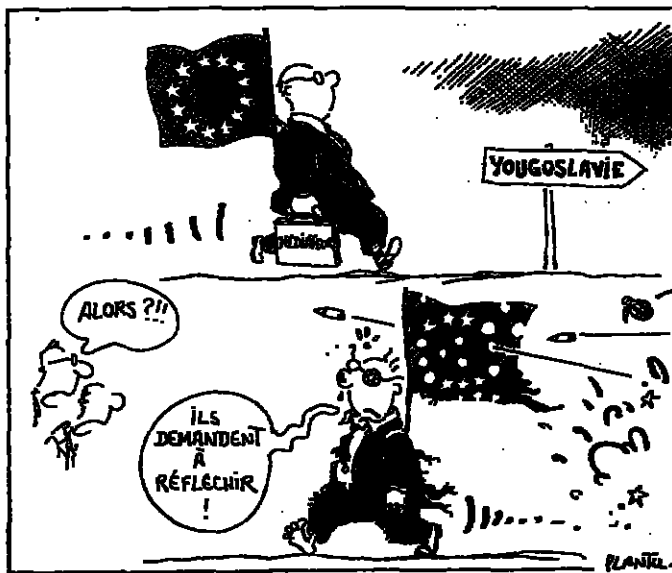


Le cessez-le-feu en Yougoslavie à nouveau rompu

Violents affrontements en Slavonie entre Serbes et Croates

Le cessez-le-feu, entré en vigueur le 7 août dernier en Yougoslavie, a été de nouveau rompu. En Slavonie occidentale, de violents affrontements entre Serbes et Croates ont fait, le 16 août, au moins deux morts et une dizaine de blessés.

C'est à Okucani, village de Croatie, que des combats ont opposé la police et la garde nationale croates à des groupes d'autonomistes serbes. Deux gardes nationaux auraient trouvé la mort dans ces accrochages qui se poursuivaient, sporadiquement, samedi matin. La minorité serbe de Slavonie occidentale a proclamé, le 16 août, son « autonomie ». Le même jour, un hélicoptère transportant des observateurs européens a été touché, au-dessus de la Croatie, par des tirs d'origine indéterminée.



Lire page 3 les articles de CHRISTIAN CHARTIER et de MARIE-PIERRE SUBTIL

Les dirigeants de Salomon Brothers démissionnent

Les dirigeants de l'une des principales banques d'investissement américaines, Salomon Brothers, MM. John Gutfreund (PDG) et Thomas Strauss (directeur général), ont annoncé leur intention de démissionner, dimanche 18 août à la suite d'irrégularités commises par leur banque sur le marché des fonds d'Etat. L'un des principaux actionnaires individuels de Salomon, M. Warren Buffett, devrait en prendre provisoirement la présidence. Ces démissions interviennent deux jours après celles des dirigeants de la First American Bankshares.

Lire page 11 le billet d'ERIK IZRAELWICZ et l'article de HENRI PIERRE

Les Albanais en France : la fin du rêve

Les réfugiés arrivés dans l'Hexagone il y a treize mois sont surpris par les conditions de vie à l'Ouest

par Anne Chemin

Assises sur des chaises d'écoliers, les familles albanaises contemplent en silence la table blanche dressée au milieu de la salle. De petits verres à pied ont été rangés en enfilade, les assiettes de boudoirs sont pleines, le kir est en préparation : pour ce premier rendez-vous avec les réfugiés albanais depuis la fin du dispositif national d'accueil (1), la mairie de Sainte-Menuehould (Marne) a bien fait les choses. « Les mesures prises par le gouvernement lors de votre arrivée sont maintenant terminées, explique le maire socialiste de Sainte-Menuehould, M. Robert Gautier. Vous ne bénéficiez plus de

mesures spéciales, comme avant. Vous êtes comme tous les Français. Ce sera un peu plus dur, un peu plus compliqué, mais aujourd'hui vous connaissez mieux la France ».

Contacté par la préfecture de la Marne, le maire de Sainte-Menuehould avait accepté au mois d'août d'accueillir trente-huit Albanais hébergés au camp militaire de Mourmelon (Marne). La commune s'y prêtait : elle disposait de quatre-vingts logements sociaux vides, dont certains étaient en cours de rénovation.

Muebles à la hâte grâce aux associations caritatives de la région, les appartements avaient été répartis entre les familles albanaises avec un seul souci : ne pas regrouper les nouveaux arri-

vants dans les mêmes cages d'escalier. La mairie a ensuite déployé ses efforts en direction de la formation et de l'apprentissage du français. Les dix enfants de moins de seize ans ont, eux, bénéficié de l'aide d'une institutrice de Châlons-sur-Marne détachée dans le cadre des « classes d'initiation au français langue étrangère » (CLINE).

Lire la suite page 7

(1) Le dispositif national d'accueil mis en place par les autorités françaises après l'arrivée des Albanais à Marseille, le 15 juillet 1990, comportait notamment des mesures concernant l'hébergement, l'apprentissage du français, la formation professionnelle et la scolarisation des enfants. Il a pris fin le 28 février 1991.

LE MONDE diplomatique

Août 1991

- **ÉLECTRONIQUE** : Les enjeux de la télévision de haute définition, par Henry Bakis.
- **TERRITOIRES OCCUPÉS** : Israël en pays conquis, par Micheline Pautet.
- **ALLEMAGNE** : Les sinistres de l'unification, par Margaret Manale. - Berlin et la « querelle de la capitale », par André Gisselbrecht.
- **MAROC** : Qui possède le pays ? par ****
- **UNION SOVIÉTIQUE** : Quand les Allemands retournent à Königsberg, par Erlend Calabrig.
- **CUBA** : La grogne des artistes dans l'« Ile des merveilles », par Francis Pisan. - Une économie en état comateux, par Christophe Guibeleiguet.
- **JAPON** : Que pensent les intellectuels ?, par Alain Jouffroy. - La mémoire retrouvée des crimes de Nankin, par Antoine Halff.
- **PORTUGAL** : L'adieu aux larmes, par Vincent Jacq.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F

La Nouvelle-Calédonie inédite

Trois ans après les accords de Matignon les Canaques s'installent au centre de la scène

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

Cette rubrique-là est un véritable filon, source inépuisable de titres, clichés et de légendes. Deux fois par semaine, l'unique quotidien du territoire, les *Nouvelles calédonniennes*, propriété de M. Robert Hénaut, consacre une pleine page aux « arrivées et départs » de l'aéroport international de la Tontouta.

On y voit se croiser des haut fonctionnaires en mission, des stagiaires en formation, des élus en quête de subventions... C'est la Nouvelle-Calédonie éternelle : celle du cordon ombilical avec Paris, capitale toujours brocardée mais objet de toutes les attentions. Car l'attachisme, ici, est une seconde nature.

L'œil rivé aux prochaines échéances - 1992, 1995, 1998... On n'en finit pas d'attendre. Quoi ? On ne le sait trop. On

s'est définitivement installé dans le provisoire. Il y a bel et bien une Nouvelle-Calédonie éternelle. Elle affleure, ici et là, dans ces lancinantes impressions de déjà-vu qui replongeraient un visiteur, de retour après une longue absence, dans une familiarité intime.

Cette « Calédonie » de tous les jours, c'est l'opinion calédoise qui se remet à « bouillonner », selon la formule d'un vieux routier de la politique locale, en voyant affiner une nouvelle vague de métropolitains drainés par les grands chantiers des accords de Matignon, comme au bon vieux temps du boom du nickel des années 1968-1972.

Parmi eux s'est glissée l'inévitable poignée d'écrocs dûment condamnés dans l'Hexagone et pressés de se refaire une virginité sous le soleil du Pacifique.

FREDERIC BOBIN

Lire la suite page 6

Surabondance d'indices et maladresses policières

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar piétine

Dix jours après la découverte du corps de l'ancien premier ministre du chah, Chapour Bakhtiar, ses assassins présumés, Ali Rad Vakili, Mohammad Azadi, qui étaient arrivés de Téhéran, et Farquodm Boyer Ahmadi, qui résidait en France, ont laissé aux enquêteurs de nombreuses traces dans la région Rhône-Alpes et en Suisse. Toutefois les services de police n'étaient pas encore parvenus à les localiser avec précision, en dépit des appels à témoignage et du renforcement des contrôles aux frontières.

par Erich Inciyan

De maladresses policières en incroyables bêtises des fuyards, la traque des trois meurtriers présumés de Chapour Bakhtiar n'a toujours rien donné, dix jours après l'assassinat de l'ancien premier ministre du chah. Pour la première fois, Farquodm Boyer Ahmadi, le proche de la famille Bakhtiar qui avait permis aux deux Iranais venus de Téhéran de s'introduire dans la villa de Surènes, a toutefois donné signe de vie. Dans la nuit de mercredi

à jeudi, M. Boyer Ahmadi a téléphoné à une jeune femme demeurant dans un foyer de jeunes travailleurs à Paris. La police a été prévenue de cet appel par la famille de Farquodm Boyer Ahmadi. Dans la voiture de celui-ci, abandonnée dans une rue de Paris, les policiers avaient trouvé des traces de sang, ce qui avait pu donner à penser que cet Iranien résidant en France depuis 1983 avait été assassiné (l'expertise du sang n'est pas encore terminée).

Lire la suite page 4

La normalisation en Afrique du Sud

Pretoria et le Haut Commissariat aux réfugiés ont paraphé l'accord sur le retour des exilés

page 5

La conférence sur le sida n'aura pas lieu aux Etats-Unis

Ses organisateurs entendent protester contre les restrictions américaines à l'entrée des séropositifs

page 7

CHEZ LES PEINTRES

François Rouan dans le labyrinthe

Après Balhaus et Gérard Garouste, François Rouan nous reçoit dans son atelier, près de Chantilly. Il raconte sa rencontre avec Balhaus qui lui a appris, dit-il, que « celui qui entre dans l'expérience du tableau s'aventure dans une expérience labyrinthique ». Attaché à son indépendance, il dénonce les institutions culturelles françaises qui, selon lui, alimenteraient les artistes « morts » ou « en culottes courtes ».

Lire page 9 l'article de PHILIPPE DAGEN

Voyage avec Colomb

18. - Un drapeau de trop
Etat associé aux Etats-Unis ou cinquante et unième Etat ? A Porto-Rico, les annexionnistes progressent. Les partisans du statu quo font face en s'appuyant sur Colomb et l'Espagne.

Lire page 2 le dix-huitième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

La semaine de cours en page 14

Voyage avec Colomb

SAN-JUAN. — « Ils ont créé Frankenstein, et maintenant la créature leur échappe. » En changeant d'île, le voyage s'offre un détour en science-fiction. Après Cuba, Haïti, Saint-Domingue, après la pénurie et la misère, cette pause dominicale à Porto Rico brouille les pistes. Où sommes-nous ? Dans le même monde, la Caraïbe ? Ou dans un autre univers, diablement semblable au nôtre ? A l'arrivée, la veille, on s'était heurté aux contrôles d'immigration, copie conforme de ceux des aéroports new-yorkais, plus tatillons même puisqu'on eut beaucoup de peine à faire admettre à une femme officier plutôt revêche l'absence d'un mystérieux « visa de journaliste ». Le soir, déambulant sous les néons d'un quartier touristique, on avait choisi un casino parmi d'autres qui, tout comme ses concurrents, ne désemplissent pas dans l'excitation d'une liberté opulente. Et ce matin, visitant San-Juan, la capitale, puis filant vers Ponce, au sud, on passe de l'autre côté du miroir, brusquement plongé dans une société sans pauvreté apparente, aux supermarchés remplis, aux services publics en état de marche, aux routes lisses et entretenues, aux voitures rutilantes, entraînées dans d'ordinaires migrations de week-end.

« Frankenstein », pour Victor Garcia, — qui confond dans un même nom le créateur et sa créature, — c'est cet ailleurs apprivoisé au regard occidental, son pays. Dans le jeu de l'oeil du voyageur pressé, le dimanche est la mauvaise case, jour de repos des interlocuteurs, moment des rendez-vous impossibles. Par chance, Garcia était libre, proposant de s'improviser guide obligeant et amical. Comme si un malin hasard voulait nous obliger au pari pris. Car ce juriste est un spécimen non représentatif : un indépendantiste, l'un de ceux qui ne veulent plus du « Commonwealth », ce pacte qui, depuis 1952, fait de Porto Rico un Etat associé aux Etats-Unis, cette Constitution intervenue après un demi-siècle de colonisation directe. En 1898, le traité de Paris mit fin à la guerre hispano-américaine où l'Espagne perdit ses dernières colonies dont Cuba, les Philippines et Porto Rico. Cette dernière fut tout simplement achetée par Washington, qui, après avoir imposé une classique administration coloniale, s'orienta vers un statut d'autonomie.

Dès 1917, les Portoricains obtenaient la citoyenneté américaine, ce qui pour 200 000 d'entre eux signifiait d'abord le droit d'être soldats. Pour autant, ils n'avaient pas leur mot à dire sur le choix de leurs dirigeants. Au lendemain de la seconde guerre mondiale eurent lieu des élections partielles. Depuis, Porto Rico a à sa tête un gouverneur élu au suffrage universel, le pouvoir législatif est aux mains d'un Parlement composé d'un Sénat et d'une Chambre des représentants, mais les Portoricains n'étaient aucun délégué au Congrès de Washington et ne prenaient part aux élections américaines, sauf s'ils résidaient dans un des cinquante Etats de la bananière étoilée. En somme, ils sont Américains sans l'être tout à fait, intégrés et tentés en lisière, partagés entre une nationalité impériale et une citoyenneté partielle, déchirés entre deux drapeaux.

A première vue, ils s'en accommodent, sans cesse plus nombreux sur le continent. Les 3,5 millions d'habitants de l'île sont taillés par les près de 2,5 millions de Portoricains émigrés, résidant pour la plupart dans les grandes villes de la côte est. Les assauts réitérés de Cuba, pour qui Porto Rico symbolise ce qu'elle aurait pu ou ce qu'elle pourrait devenir, n'ont pas réussi à ébranler le comité de décolonisation de l'ONU. La position des Etats-Unis n'est guère menacée, au point que Jane Kirkpatrick, représentant l'administration Reagan aux Nations unies, put le résumer avec son habituelle franchise : « Porto Rico est un bastion géopolitique, stratégique et militaire non négociable. Poste au milieu de l'arc caraïbe, entre grandes et petites Antilles, à la même longitude que Caracas, la capitale du Venezuela, cette île en forme de rectangle vaut tous les porte-avions de la Navy... »

Rien d'étonnant dès lors à ce que les Portoricains de l'espèce de Victor Garcia, quoique nombreux parmi les intellectuels, soient en diminution constante. Loin de le nier, il le reconnaît volontiers, retournant ce déclin en argument favorable : « Ils nous ont réduits en cendres. En 1952, le Parti indépendantiste, mal parti, obtenait 25 % aux élections. Aujourd'hui, c'est tout juste si nous sommes à 6 %. Etre



« Nous avons été envahis par les Américains, nous avons été brutalement colonisés, nous avons ensuite été américanisés... » (Porto-Rico, 1991.)

18. Un drapeau de trop

par Edwy Plenel

indépendantiste, à Porto Rico, c'est presque grotesque. Mais le paradoxe, c'est que cette évolution nous donne raison. Nous avons été envahis par les Américains, nous avons été brutalement colonisés, nous avons ensuite été américanisés. Le résultat, c'est que la majorité des Portoricains veulent maintenant être totalement Américains. Pas à moitié, pas au quart ! Ils veulent devenir le cinquante et unième Etat. Et les Etats-Unis s'y refusent. C'est l'impasse. Cinquante ans de statut qui ont produit de plus en plus d'annexionnistes. Un drame, une tragédie. C'est ça, Frankenstein : une colonie qui en redemande. Voilà pourquoi je suis devenu indépendantiste, parce qu'un ne s'en sortira pas autrement. »

Victor est en effet un rare parmi les rares : « l'avant-garde de l'arrière-garde », dit-il en riant. Il y a quinze ans, il était un virulent « state ruler », un partisan de l'annexion. Aussi place-t-il son évolution sous le signe du réalisme. Conseiller des dirigeants du PIP, le parti indépendantiste affilié à l'Internationale socialiste, il a participé ces dernières années aux discussions sur le statut de l'île à Washington. Républicains et démocrates sont divisés, mais il en a retiré la conviction qu'une majorité n'est pas contre l'annexion, pour des raisons économiques et électorales. « Ce pays va droit dans le mur. S'il y a un référendum, le cinquante et unième Etat l'emportera. Parce que les gens ont beau ne pas parler l'anglais, ne pas savoir comment ils feraient leur vie aux Etats-Unis, se douter qu'ils y seront discriminés, ils s'imaginent Américains. Notre économie est artificiellement maintenue par les transferts de fonds fédéraux, nous ne produisons pas ce que nous consommons, nous ne consommons pas ce que nous produisons. Et notre société s'est américanisée pour le pire, la criminalité, le chômage, la drogue, etc. »

A la sortie du vieux San-Juan, le quartier général de la police présente une façade aux fenêtres condamnées, recouvertes de plaques de fonte percées de minuscules meurtrières. « A cause des justilades avec les gangs », commente Victor. Avant de traverser les quartiers modernes, cousins caraïbes de Miami, nous avons visité la vieille ville, petite île d'Espagne, fortifiée et tranquille, rues en damier, teintes pastel. Entre la cathédrale, rare exemple d'architecture gothique du Nouveau Monde, et la Casa Blanca, construite

par Ponce de Leon, qui explora l'île en 1508 après que Colomb l'eut juste effleurée en 1493 à l'aller de son deuxième voyage, nous sommes tombés sur l'Amiral, toujours prêt à jouer des coudes pour rester au centre de l'Histoire universelle. A l'instar de Santo-Domingo, San-Juan est en effet une ville en chantier, en rénovation et en travaux, sous le label du cinquième centenaire. Evidemment touristique — le tour rivalise avec Hongkong comme escalade de croisières, — l'explication est aussi, sinon d'abord, politique.

Afin de contrer la montée des annexionnistes, l'héritage hispanique est l'argument des partisans du statu quo, revenus au pouvoir en 1984 en la personne de l'actuel gouverneur, homonyme de l'Amiral, Rafael Hernandez Colon. Il y a quelques mois, l'espagnol a été symboliquement proclamé langue officielle. L'hispanité est l'étendard d'une identité, la revendication d'une différence face aux Etats-Unis, le plaidoyer d'un statut à mi-chemin de l'intégration et de la sécession. Colomb est au cœur de la mêlée : les prochaines élections générales auront lieu le 6 novembre 1992, un mois après le début des festivités commémorant la découverte de l'Amérique. « Si nous étions indépendants, nous regarderions de façon plus critique la colonisation espagnole », explique Garcia. Mais l'Espagne permet aujourd'hui de compléter le jeu, avec sa volonté d'étendre sa sphère d'influence. Et 1992 sera l'heure de vérité.

Arrivant enfin à Ponce, après avoir traversé un paysage montagneux mais assagi, de tropiques en deuil d'exubérance, le pessimisme de notre compagnon se fait plus discret. Presque méditerranéenne, garnie de lampadaires bisonnés, parsemée de maisons basses, la seconde ville de l'île invite aux flâneries alanguies de fin d'après-midi. Mais Victor s'entête, montrant l'endroit du « massacre de 1937 » dont fut témoin son père et où vingt nationalistes trouvèrent la mort, nous emmenant au Musée d'art, fondé par un milliardaire partisan de l'annexion, où l'on découvre une collection de tableaux rien moins qu'exotique, un rêve conformiste qui s'honore d'un Poussin et d'un Rubens. « Un rêve d'Américain », précise notre indépendantiste, qui cependant cotise à l'association du musée.

Pourtant, à suivre la polémique suscitée aux Etats-Unis par le cinquième centenaire, les rêves américains ne semblent guère uniformes. Reléguée au second plan par une commémoration tendanciellement hispanique et latine, l'Amérique anglophone s'acharne sur l'Amiral, dans l'une de ces disputes entières et tranchées qu'elle affectionne. Kirkpatrick Sale est le premier à avoir déclenché les hostilités, en 1990, en publiant un gros livre intitulé *La Conquête du Paradis*. Colomb y est accusé d'avoir entraîné la déstabilisation d'un monde équilibré, vivant en harmonie avec la nature, en transmettant les maux d'une Europe « malsaine » et « découragée », déforestation et érosion, pollution et extermination. Estimant que ce fut le plus profond bouleversement « depuis l'ère paléozoïque il y a deux cents millions d'années », Sale dénonce chez Colomb l'homme sans attaches, solitaire, errant, « agité et déraciné », inapte au home, sweet home, sans cesse en mouvement, dont les

seules valeurs se résument à la trinité « Dieu, Or, Gloire ». Assumant sans complexe le péché d'anachronisme — « après cinq siècles, nous sommes dans une position unique pour juger des conséquences de la découverte » —, ce réquisitoire écologiste révèle une nostalgie du chacun chez soi et une réticence à l'égard des mélanges et des brassages.

L'Amérique du Nord se sent coupable envers ses Indiens, auxquels elle ne sut offrir l'espace de survie culturelle du métissage. « Il y a une seule façon de vivre en Amérique », écrit Sale en conclusion, « c'est de vivre en Américains, comme les Américains originels, parce que c'est ce que réclame la terre d'Amérique. Nous avons essayé pendant cinq siècles de résister à cette vérité élémentaire. Résister davantage, c'est mettre en péril la terre — pire, prendre le risque de sa destruction. » Ces jours-ci, tandis qu'à Tripoli une délégation d'Indiens des Etats-Unis reçoit le prix Kadhafi des droits de l'homme — 250 000 dollars —, à New-York l'inauguration de la statue restaurée de l'Amiral sur le *Colombus Circle* est troublée par une manifestation d'ouvriers licenciés par la municipalité. A une vente aux enchères de Sotheby's, une riche héritière vient d'acheter pour 39 050 dollars trois masques indiens afin de les rendre à leurs « propriétaires légitimes, les nations Hopi et Navajo ». Pour le Conseil national des Eglises, la découverte est « une invasion et une colonisation qui a légalisé l'occupation, le génocide, l'exploitation économique, le racisme institutionnalisé et la décadence morale ».

Le mot « révisionniste » est un faux ami qui, là bas, ne désigne pas les négateurs des chambres à gaz mais caractérise ceux qui révaluent d'un oeil critique la colonisation. « Colomb représente le pire de son époque », résume un porte-parole de cette école, le professeur Jack Weatherford, du Macalester College. Russell Means, responsable du mouvement Native American, donne l'assaut final : « Comparé à Colomb, Hitler ressemble à un délinquant juvénile ». En face, la contre-attaque n'est guère plus nuancée. Le Tout-Washington s'est lancé dans une vive polémique à propos d'une exposition du Musée national d'art américain sur la vision anglaise de la conquête de l'Ouest dans la peinture du XIX^e. Des sénateurs républicains ont accusé la prestigieuse Smithsonian Institution de s'être livrée à une action politique, « historiquement incorrecte, perverse et destructrice ». Dans la foulée, ils se sont scandalisés que la Smithsonian participe au financement d'un documentaire pour le cinquième centenaire conçu par l'écrivain mexicain Carlos Fuentes, « un étranger et un marxiste ». S'ils avaient lu le roman fleuve que vient de publier Fuentes, *Colomb et son œuf*, ils auraient frémi d'horreur.

Satire féroce de la modernité dont le personnage central est un fatus, Christophe Palomar, qui naît évidemment le 12 octobre 1992, à la date anniversaire de la découverte, le livre n'est pas tendre pour le grand voisin du Nord. Ses héros, l'œuf et ses parents, ont du mal à résister au discours séduisant et accusateur du rival japonais : « Venez avec nous, allons à Pacifica, le Nouveau Monde n'est plus ici, il est toujours ailleurs, célébrez le cin-

quième centenaire en laissant derrière vous votre vieux monde de corruption, d'injustice, de stupidité, d'égoïsme, d'arrogance, de mépris et de faim (...), mettez fin à votre fastidieuse fascination fascisante pour le monde atlantique, tournez le dos à ce passé, tournez les yeux vers le futur. Là-bas, nous avons gagné parce que nous nous sommes dit : Derrière le masque de la gloire se cache le visage de la mort. Remarquons à la gloire, à la force, à la domination, sauons l'Occident de lui-même en lui réapprenant à refuser le pouvoir au pouvoir, à ne pas admettre la force, à ouvrir les bras à l'ennemi, à choisir la vie contre la mort. »

Tracant la frontière Nord-Sud des déchirures américaines, le Colomb villipendé des écologistes américains devient ainsi l'allié de la revanche mexicaine. « Nous sommes tous des Colomb qui parlons sur la réalité de notre imagination, et nous gagnons », écrit encore Fuentes. Ce Colomb-là plaira sans nul doute à Rose-Lynne Bosch, qui a osé s'aventurer sur les chasses gardées de Hollywood. Croisée à Paris avant le départ, cette jeune femme de trente-trois ans vit une de ces étonnantes passions posthumes suscitées par l'Amiral. C'est en 1987 qu'elle a succombé, à la seule vue de lettres manuscrites de Colomb, alors que, journaliste au *Point*, elle traînait aux Archives des Indes de Séville pour un reportage sur les chercheurs de trésor. Une séduction identitaire, pour les raisons mêmes qui dérangent les Américains enracinés et patriotes : « Nos origines sont semblables. C'était un autodidacte et un immigré, le joker absolu. Un juif pas très juif qui voulait être un pont entre les religions et qui savait qu'il avait une destinée, pas une vie. Autodidacte moi aussi, je suis de père catalan et de mère italienne. Et j'aime naviguer... »

Inspirée par ce destin, elle s'est lancée dans la rédaction d'un scénario, abandonnant son métier et bataillant farne dans le manoir hollywoodien. Pari gagné : son Colomb aura les traits de Gérard Depardieu sous la caméra de Ridley Scott, le réalisateur d'*Alien* et de *Blade Runner*. Mais Hollywood s'est vengé, mettant en chantier en extrême un concurrent qui s'annonce yankee en diable puisque réalisé par l'équipe de *Superman* et de *Rambo 2*, avec Timothy Dalton, ex-James Bond, dans le rôle principal sur un scénario de Mario Puzo, l'auteur du *Parrain*. « L'homme qui on n'attendait pas », dit de Colomb Rose-Lynne Bosch, qui s'est révélée une femme inattendue, verrouillant son scénario par un contrat de droits d'auteur français et imposant sa participation à la production. 1992 nous promet donc une bataille franco-américaine où les cinéphiles pourront s'amuser à deviner lequel des deux films incarne le Nouveau ou l'Ancien Monde de demain.

Où ira la préférence des Guadeloupéens ? De retour à San-Juan, on a dit adieu à l'île aux deux drapeaux après avoir salué son Capitole, réplique miniature du Capitole de Washington, où travaille Victor Garcia. Et l'on s'en est allé vers une étape américano-française, confetti d'Europe égaré dans ces petites Antilles que Colomb découvrit vite fait en 1493, durant l'aller de son deuxième voyage. Une île que 1992 inquite bougrement...

Prochain article :

La peur du loup

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

Crabes géants. Les récits de voyages se transforment parfois en contes fantastiques. (Théodore de Bry, « Petits voyages », 1598.)



La Bosnie, otage d

YUGOSLAVIE : la poursuite des affrontements et le mitraillage d'un hélicoptère des « casques blancs »

Les Serbes de Slavonie occidentale proclament leur autonomie

De violents combats ont opposé, vendredi après-midi 16 août, des autonomistes serbes aux forces croates dans les environs d'Okucani, dans l'est de la Croatie. Selon un correspondant de Radio Belgrade, les forces de police et la garde nationale croates ont attaqué les « défenseurs » serbes d'Okucani une demi-heure après l'expiration d'un ultimatum lancé par la « défense territoriale de la région autonome de la Slavonie de l'Ouest », ordonnant aux Croates de quitter la ville.

Un homme a été tué et neuf autres ont été blessés, a indiqué l'agence yougoslave Tanjug. Toutes les victimes sont croates. Zagreb, qui donne une tout autre version des événements, a rejeté la responsabilité de la rupture du cessez-le-

feu sur les « terroristes » serbes. Okucani est entouré d'une trentaine de villages occupés en majorité par des Serbes. La localité, à population mixte serbo-croate, était désertée par ses habitants depuis quarante-huit heures. Bien que largement minoritaires dans cette région, les Serbes ont proclamé l'autonomie de la Slavonie de l'Ouest - ce qui constitue l'ouverture d'un nouveau front - et mis sur pied des formations paramilitaires, appelées « défense territoriale ».

Les Serbes de la Krajina (arrière-pays dalmate) et ceux de la Slavonie de l'Est, théâtre au début du mois d'affrontements interethniques meurtriers, avaient déjà, suivant le même scénario, déclaré leur auto-

nomie. La Serbie a, vendredi 16 août, célébré pour la première fois depuis la chute de la monarchie yougoslave, en 1941, l'anniversaire de la mort, il y a soixante-dix ans, du roi Pierre I^{er} de Yougoslavie. La cérémonie, retransmise par la télévision de Belgrade, a été marquée par un incident au cours duquel plusieurs milliers de personnes ont hué les représentants officiels du régime serbe.

Au Kosovo, l'opposition albanaise durcit sa position. Son chef de file, l'écrivain Ibrahim Rugova, s'adressant à la presse, a prédit des troubles dans cette province serbe, à très large majorité albanaise, si les Albanais n'étaient pas inclus dans les négociations sur l'avenir de la

Yougoslavie « à titre de peuple et non pas de minorité ethnique ». Il a annoncé la prochaine organisation d'un référendum, sans fournir d'autres précisions.

Au cours d'une messe célébrée à Pecs, ville du sud de la Hongrie, à la frontière de la Croatie, le pape a lancé un appel à la communauté internationale en faveur des peuples de Yougoslavie. « Encore une fois je vous assure, chers fils de Croatie, que je suis proche de votre légitime aspiration, en renouvelant mon appel à la communauté internationale afin qu'elle vous aide en cette heure difficile de votre histoire. Je suis certain que dans un avenir proche je pourrai venir aussi chez vous », a dit le souverain pontife. - (AFP)

La présidence de la CEE affirme que la mission d'observation européenne s'étend à la Croatie

Pour la première fois depuis l'arrivée en Yougoslavie, début juillet, des contrôleurs européens chargés de veiller à l'application des accords de Brioni (1), une patrouille de « casques blancs » a essuyé, vendredi 16 août, des coups de feu.

LA HAYE

de notre correspondant

Un hélicoptère Alouette III, appartenant à l'armée de l'air néerlandaise mais portant la couleur blanche adoptée par la mission de contrôle européenne, a été mitraillé alors qu'il volait en Croatie, dans la région de Novska, à quatre-vingts kilomètres au sud-ouest de Zagreb. Trois projectiles ont atteint une vitre et la radio de l'appareil. Aucun des quatre occupants - deux pilotes néerlandais et deux observateurs luxembourgeois et italiens - n'a été touché. Au ministère des affaires étrangères, à La Haye, où siège actuellement la présidence de la CEE, on ignorait vendredi soir l'origine des tirs ainsi que les circonstances précises de l'incident.

Soucieux de couper court à toute éventuelle polémique sur la présence en Croatie de la

patrouille européenne, un porte-parole du chef de la diplomatie néerlandaise, M. Hans Van den Broeke, a indiqué que la mission des « casques blancs » n'était pas limitée à la seule Slovaquie : « C'est un malentendu. Selon les accords de Brioni, le mandat des observateurs européens peut être étendu à la Croatie pour contrôler le respect du cessez-le-feu et l'application du moratoire sur la déclaration d'indépendance ». En d'autres termes, selon la présidence néerlandaise de la CEE, les contrôleurs européens peuvent aussi opérer en Croatie à condition de ne pas s'immiscer dans les troubles ethniques entre Croates et Serbes.

M. Van den Broeke a donné l'ordre à l'ambassadeur des Pays-Bas en Yougoslavie d'exprimer à toutes les parties concernées, au nom des Douze, « sa vive préoccupation » quant à cet incident.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Lors des accords de Brioni signés le 7 juillet dernier avec la trinité européenne, les dirigeants serbes, slovaques, croates et fédéraux s'étaient notamment engagés à respecter un cessez-le-feu immédiat, à ramener l'armée fédérale dans les casernes et à accepter un moratoire de trois mois sur les déclarations d'indépendance du 25 juin de la Slovaquie et de la Croatie.

La Bosnie, otage des nationalistes

Dans cette République peuplée de musulmans, de Serbes et de Croates, personne n'exclut un conflit sanglant

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

La menace pèse. Elle hante même les esprits les plus sages, elle s'insinue chaque jour davantage dans une population qui se sent impuissante. Otages des nationalistes serbes et croates, les Bosniaques devront-ils subir une guerre civile aujourd'hui à leur porte ? Personne, à Sarajevo, n'exclut l'éventualité d'un conflit sur le territoire de la République de Bosnie-Herzégovine.

« Mon fils est réserviste, si un jour il doit tirer, est-ce que ce sera sur quelqu'un du peuple de son père - Serbe -, de sa mère - Croate - ou de sa petite amie - musulmane ? » Des milliers de mètres partagent ce type d'interrogation. La Bosnie-Herzégovine (4,3 millions d'habitants) est peuplée à 44 % de musulmans, à 31 % de Serbes et à 17 % de Croates, selon le recensement d'avril dernier. Près d'un tiers des couples sont mixtes. A Sarajevo, pas une rue, pas un immeuble, n'est occupé par des habitants d'une même nationalité. Mais malgré le brassage, malgré plus de quarante années de vie en bonne intelligence, les Bosniaques ont peut-être oublié de se battre entre eux.

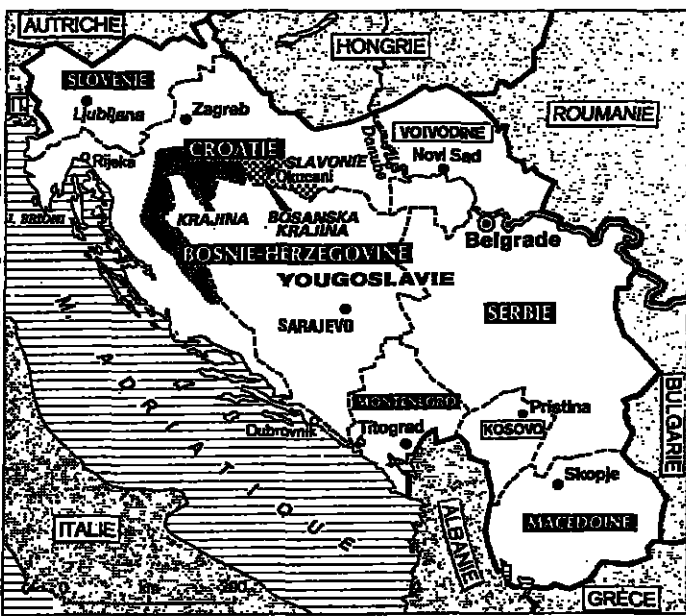
Pendant des siècles « à la croisée de deux civilisations », la Bosnie-Herzégovine est aujourd'hui « à la croisée de deux propagandes ». Avec, d'un côté, la Croatie, qui a proclamé son indépendance, le 25 juin dernier, et combat les « terroristes » serbes sur son territoire ; de l'autre, la Serbie, dont on connaît les velléités expansionnistes ou, plus officiellement, le souci de défendre les intérêts des Serbes qui ne vivent pas sur son territoire.

Deux régions de Bosnie-Herzégovine, peuplées majoritairement de Serbes, suivent le même chemin que la Krajina et la Slavonie, les deux régions de Croatie où les Serbes ont formé leur gouvernement local. La Bosanska Krajina, qui jouxte la Krajina croate, s'est déclarée autonome ; elle a son gouvernement, sa police. L'Herzégovine de l'Est n'a pour l'instant constitué qu'une « communauté de communes », mais les Serbes commencent à s'y organiser, et M. Seselj, le « patron » de l'extrême droite de Serbie, affirme y avoir envoyé des combattants.

Dans ces deux régions, comme dans l'Herzégovine de l'Ouest, peu peuplée, elle, essentiellement de Croates, chacun fourbit ses armes au sens propre du terme : ici, tout homme est armé. Les musulmans le sont beaucoup moins que les autres, mais leur implication est la même car ils se sentent le jouet d'une volonté d'hégémonie de part et d'autre.

Les uns et les autres défendent un principe : l'intégrité des frontières de la République. Les présidents serbe et croate, MM. Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman, ont envisagé, un temps, de procéder à des échanges de territoires basés sur une refonte des frontières de la Bosnie-Herzégovine. L'idée a été reprise à Belgrade par un opposant de M. Milosevic. Et bien qu'elle n'ait pas eu de suites, les Bosniaques ont peur qu'elle revienne à l'ordre du jour. Mais ce qu'ils redoutent avant tout, c'est de voir la Slovaquie et la Croatie quitter la Fédération. Resterait alors ce qu'ils appellent la « Yougoslavie amputée », soit quatre Républiques, dont trois, tôt ou tard, tomberaient dans le giron de la Serbie. Un scénario dont ni les Croates, ni les musulmans de Bosnie-Herzégovine ne veulent entendre parler.

Encore que... A la surprise générale, un parti musulman, le MBO (Organisation musulmane bosnienne), vient d'annoncer qu'il allait signer un accord avec le parti serbe. Ce qui lui a valu de perdre la petite



audience dont il bénéficiait, de l'aveu même de l'un de ses dirigeants, qui justifie cependant le geste : « A priori, c'est de préserver la paix, il faut éviter le risque d'une guerre civile ». Le parti musulman majoritaire, SAD (Parti d'action démocratique), plus populiste, est catégoriquement contre toute alliance avec les Serbes.

Le président de la République de Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, issu de ce parti, vient de piquer un coup de colère : lundi 12 août, le président du Parlement, qui est serbe, est allé à Belgrade convenir avec les présidents de la Serbie et du Monténégro d'un accord entre les trois Républiques. M. Izetbegovic l'a évidemment dénoncé. Pour lui, Croates et Serbes ont des visées sur sa République. Mais, dit-il, « la Croatie se contente d'une partie de la Bosnie-Herzégovine tandis que la Serbie la veut tout entière ». Les adversaires de M. Izetbegovic lui prêtent le désir de créer une République musulmane et

veulent en voir le signe dans les récents voyages du président en Iran, en Turquie et en Libye. Il est vrai qu'un courant - minoritaire - du SAD milite en ce sens, mais M. Izetbegovic dément en faire partie, en affirmant qu'il s'agit d'une « invention » de ses ennemis politiques.

Ses « ennemis » sont, en fait, ses propres collaborateurs. Le grand handicap du pouvoir en Bosnie-Herzégovine est là : collégiale, la présidence est composée de deux représentants musulmans, de deux Croates, deux Serbes et un « Yougoslave ». Le gouvernement aussi est composé, à parts égales, de ministres des trois nationalités. Résultat : les institutions sont régulièrement bloquées, ce qui est le cas actuellement de la présidence, les deux représentants serbes refusant de participer aux prises de décision. Les activités du Parlement risquent également d'être paralysées lors de la prochaine session qui doit débuter le 27 sep-

« Yutel », une information qui dérange...

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Qui, en Yougoslavie, veut être informé sans subir d'une propagande des uns ou des autres, regarde « Yutel ». Ce n'est pas une chaîne de télévision, mais tout juste une émission quotidienne d'informations d'une heure devenue, en quelques semaines, le journal télévisé coqueluche de tous ceux qui rejettent le nationalisme.

Saluée comme étant la seule émission d'information objective, elle a acquis une audience exceptionnelle à travers toute la Fédération... ou presque. Dépendante des télévisions républicaines qui acceptent ou non de la retransmettre, elle n'est pas diffusée par Télé Zagreb. Dérange-t-elle ? En Serbie et en Slovaquie, elle est tolérée, mais pas avant une heure ou deux heures du matin.

Installée à Sarajevo au carrefour des différentes propagandes, « Yutel » a organisé, le 28 juillet, une manifestation pour la paix, à laquelle participaient des dizaines de milliers de personnes. Le succès de la

soirée l'a, depuis, confortée dans son rôle de catalyseur des mouvements de paix nés à travers la Fédération. Des centaines de messages, des bordées de cadeaux, des pétitions - comme des menaces de mort - arrivent chaque jour à la rédaction, qui s'est peu à peu transformée en mouvement d'organisation de manifestations et de caravanes pour la paix.

Dérrière la notoriété se cache une minuscule équipe : trente-deux salariés, pas un sou. Et aujourd'hui, cette « compagnie d'enthousiastes », comme la définit son directeur, Mr. Goran Milic, s'interroge : comment militer pour la paix sans définir une ligne politique ? Et s'il faut en définir une, par quel passe la paix en Yougoslavie ? « Notre mouvement est yougoslave, donc l'armée et les vieux communistes viennent à nos manifestations avec leurs drapeaux », affirme M. Milic, un essai de nous manipuler. Comme dit le présentateur, « parler de démocratie, de paix, c'est facile mais... ».

M.-P. S.

tembre. Car les musulmans et les Croates ont l'intention d'inscrire à l'ordre du jour l'organisation d'un référendum sur la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine, ce dont les Serbes ne veulent pas entendre parler.

« Je ne pense pas qu'un référendum soit la solution », dit le vice-président du Parti socialiste démocratique (SDP, ex-communiste) M. Ivo Komac. « Les résultats sont connus d'avance : les Croates et les musulmans voteront oui, les Serbes boycotteront et ne reconnaitront pas les résultats ».

Le président du parti serbe, le SDS (Parti démocratique serbe), M. Radovan Karadzic, va plus loin : « Si la réponse au référendum est oui, les trois régions où les Serbes sont majoritaires feront sécession ; nous ne voulons pas sortir de la Yougoslavie. Pour nous y obliger, il faudrait qu'ils nous tuent ou qu'ils nous mettent dans un camp de concentration comme ils l'ont fait en 1941 ». Le langage est le même que celui des extrémistes de Serbie, la détermination et la méthode sont identiques.

« Si ça craque ici c'est fini »

Apparemment, seules de nouvelles élections pourraient débloquent une situation viciée par le partage du pouvoir entre nationalistes serbes, croates et musulmans. Lors des élections de novembre 1990, les partis non nationalistes n'avaient obtenu, au total, que 17 % des suffrages. Le « ras-le-bol » de la population, le risque de guerre civile, pourraient-ils provoquer un renversement de tendance ? Pas sûr. Mais l'organisation d'élections semble être la seule issue de secours. Et ceux qui y sont favorables comptent beaucoup sur les tensions sociales qui ne manqueraient pas de se produire à l'automne. Du moins espèrent-ils que le mécontentement général, canalisé autour des revendications à la fois « pacifistes » et sociales, mènera à un changement de gouvernement.

Les « non-nationalistes » en sont persuadés : la crise économique est telle que le peuple descendra dans la rue prochainement... « Un mois après avoir allumé le chauffage », prédit M. Borzic Malic, président de Energoinvest, un énorme consortium, premier exportateur de Yougoslavie, M. Malic est inquiet. Les partenaires étrangers de l'entreprise annulent tous les contrats, refusent sa participation aux appels d'offres internationaux, le carnet de commandes se vide faute d'appuis bancaires.

« Les hommes politiques ont détruit le système bancaire yougoslave, affirmé-il, la politique en Yougoslavie tue l'économie avec une efficacité exceptionnelle : Dieu pardonnez peut-être aux politiciens, le peuple, lui, ne leur pardonnera pas. » « Il y a une chose qui me console, ajoute-t-il, l'échec de l'économie se fait déjà sentir, le peuple affamé finira par comprendre où ses leaders nationalistes l'ont mené. » La crise économique comme planche de salut - Voilà la seule issue qu'envisagent les plus raisonnables. Une solution à double tranchant : les nationalistes pourraient tirer profit du mécontentement en le canalisant contre telle ou telle autre nationalité. A moins, comme dit M. Malic, que « la faim unisse les Serbes, les Croates, et les musulmans ». « Si ce n'est pas le cas, estime un autre, ce sera très, très sanglant ; et si ça craque ici, en Bosnie-Herzégovine, c'est fini. »

MARIE-PIERRE SUBTIL

NI TOTEM, NI TABOU.



FREUD

UNE VIE
PETER GAY

900 p. 248 F

"Magnifique biographie... là où la plupart des psychanalystes interprètent, Peter Gay raconte."

Laurent Lemire, La Croix

"Un travail monumental qu'on lira avec un intérêt et un plaisir constants. La langue est limpide, la lecture aisée."

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

"Cette biographie fait événement parce qu'elle est pour notre époque aussi incontournable que le fut celle de Jones pour les années 60."

Elisabeth Roudinesco, Libération

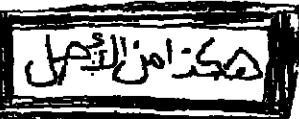
"Une biographie de bonne foi où chacun dispose des moyens de s'initier à la pensée complexe de Freud."

Bruno de Cessole, Le Figaro

"L'un des livres les plus passionnants de cette année. On y découvre un Freud très humain."

Bernard Rapp, Caractères - Antenne 2

HACHETTE



AMÉRIQUES

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : expulsés ou partis volontairement

Vingt-cinq mille Haïtiens ont dû regagner leur pays

En dépit des protestations de Port-au-Prince, les expulsions de ressortissants haïtiens vivant en République dominicaine se sont accélérées. On estime que plus de 25 000 Haïtiens sont repartis vers leur pays, de gré ou de force, depuis que le président Balaguer a signé, le 13 juin dernier, un décret ordonnant la déportation des Haïtiens en situation « illégale ». L'affaire préoccupe vivement les organismes internationaux, mais les efforts pour que des négociations s'engagent entre Saint-Domingue et Port-au-Prince ont jusqu'à présent été infructueux.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

En moins de deux mois, 5 300 Haïtiens ont été expulsés par les autorités dominicaines, après avoir été arrêtés, souvent brutalement, par des policiers militaires. Près de vingt mille autres personnes ont préféré rentrer volontairement en Haïti pour échapper aux rafles. « Nous avons une liste de 134 enfants qui ont été déposés alors qu'ils sont de nationalité dominicaine », affirme le pasteur Edwin Paraison, l'un des porte-parole de la communauté haïtienne.

Selon lui, de nombreuses familles ont été séparées du fait des expulsions : « Des enfants ont été séparés de leurs parents, des maris de leur femme ». Les militaires, qui font la chasse aux clandestins haïtiens, utilisent bien souvent la couleur de la peau comme seul critère. M^{me} Fidèle José et Média Richard, deux Dominicaines noires arrêtées à la fin de la semaine dernière à Villa Altagracia, auraient été expulsées de leur propre pays si elles n'avaient pas fait un véritable scandale.

ARGENTINE : unges sur les relations entre Paris et Buenos-Aires

Les nouvelles cartes d'identité ne seront pas fabriquées en France

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

La décision du président Carlos Menem, le 15 août, d'annuler un important contrat avec la France risque d'assombrir les relations entre Buenos-Aires et Paris. Le contrat, qui avait été signé entre les deux gouvernements en novembre 1990, portait sur la confection d'un nouveau document d'identité argentin et d'un fichier d'état civil entièrement informatisé, avec l'apport technologique des sociétés Bull et Thomson, pour un montant de 1,5 milliard de francs.

« C'est la crédibilité du gouvernement argentin qui est en jeu », estime-t-on dans les milieux diplomatiques occidentaux à Buenos-Aires après la révélation d'un contrat qui avait été signé par le président lui-même. Depuis trois mois, la polémique faisait rage, la presse dénonçant le fait que cet accord n'ait pas été soumis à l'approbation du Congrès, mais aussi l'absence d'appel d'offres et le coût de l'opération.

Malgré l'ampleur des critiques, le gouvernement n'avait pourtant cessé de réaffirmer qu'il respectait ses engagements. Le ministre de l'Intérieur s'était même rendu en toute hâte à Paris au début du

mois. M. Julio Mera Figueroa, ayant démissionné le 9 août, c'est son successeur, M. José Manzano, qui a finalement tranché.

Les Argentins disposent actuellement de plusieurs papiers d'identité que le gouvernement a décidé de remplacer de façon progressive, par un document unique de fabrication française. Il s'agit, selon la Sofremi (société d'exportation d'un nouveau document d'identité argentin et d'un fichier d'état civil entièrement informatisé, avec l'apport technologique des sociétés Bull et Thomson, pour un montant de 1,5 milliard de francs).

« C'est la crédibilité du gouvernement argentin qui est en jeu », estime-t-on dans les milieux diplomatiques occidentaux à Buenos-Aires après la révélation d'un contrat qui avait été signé par le président lui-même. Depuis trois mois, la polémique faisait rage, la presse dénonçant le fait que cet accord n'ait pas été soumis à l'approbation du Congrès, mais aussi l'absence d'appel d'offres et le coût de l'opération.

Malgré l'ampleur des critiques, le gouvernement n'avait pourtant cessé de réaffirmer qu'il respectait ses engagements. Le ministre de l'Intérieur s'était même rendu en toute hâte à Paris au début du

mois. M. Julio Mera Figueroa, ayant démissionné le 9 août, c'est son successeur, M. José Manzano, qui a finalement tranché.

Les Argentins disposent actuellement de plusieurs papiers d'identité que le gouvernement a décidé de remplacer de façon progressive, par un document unique de fabrication française. Il s'agit, selon la Sofremi (société d'exportation d'un nouveau document d'identité argentin et d'un fichier d'état civil entièrement informatisé, avec l'apport technologique des sociétés Bull et Thomson, pour un montant de 1,5 milliard de francs).

« C'est la crédibilité du gouvernement argentin qui est en jeu », estime-t-on dans les milieux diplomatiques occidentaux à Buenos-Aires après la révélation d'un contrat qui avait été signé par le président lui-même. Depuis trois mois, la polémique faisait rage, la presse dénonçant le fait que cet accord n'ait pas été soumis à l'approbation du Congrès, mais aussi l'absence d'appel d'offres et le coût de l'opération.

Malgré l'ampleur des critiques, le gouvernement n'avait pourtant cessé de réaffirmer qu'il respectait ses engagements. Le ministre de l'Intérieur s'était même rendu en toute hâte à Paris au début du

« observer » le processus. Mais le gouvernement dominicain n'a pas réagi officiellement à la proposition du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) d'envoyer une mission pour tenter de résoudre « la situation extrêmement perturbatrice » créée par les expulsions.

En République dominicaine, un certain nombre d'exploitants agricoles s'inquiètent du manque de main-d'œuvre. « Plus de 15 000 quintaux de café risquent de se perdre dans la région de Puerto Plata », a récemment estimé M. Polibio Pena, président de l'Association des producteurs de café de cette zone du nord du pays. Les responsables du Conseil d'État du sucre (CEA) admettent que la récolte a été inférieure aux prévisions en raison du manque de bras haïtiens.

Le recrutement pour la prochaine « zafra » (récolte) doit commencer dès la fin du mois de septembre. Il est probable que les autorités dominicaines seront alors plus pressées de trouver une solution au contentieux qui porte aussi sur la présence à Saint-Domingue d'œuvres d'art, jugées dangereuses par le gouvernement haïtien.

JEAN-MICHEL CAROIT

MEXIQUE : les évêques dans l'arène électorale

L'Eglise, les urnes et le bien commun

Ecartée de la vie politique depuis l'instauration d'un État laïc dans la foulée de la révolution de 1910, l'Eglise mexicaine a fait une entrée remarquée sur la scène électorale en prenant position contre l'abstention et la fraude, au cours de la campagne pour les élections fédérales du dimanche 18 août (le Monde du 17 août).

MEXICO

de notre envoyé spécial

Dans une déclaration audacieuse, les évêques ont décrié que l'abstention, dont le taux est traditionnellement très élevé, constitue un « péché d'égotisme, de paresse et de courtoisie car cela révèle un manque d'intérêt pour le bien commun ». De plus, elle « favorise le triomphe de ceux qui manipulent la majorité » à travers la fraude, largement pratiquée au cours des dernières années pour permettre au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) de se maintenir au pouvoir.

Enhardis par l'absence de réactions hostiles, les évêques ont décidé d'aller plus loin en publiant ces derniers jours

divers documents mettant implicitement en garde les autorités contre la tentation de recourir à la fraude. « Ceux qui organisent la fraude commettent également un péché civico-politique », soutient le porte-parole de la Conférence épiscopale, Mgr Genaro Alamilla, qui invite « tous les catholiques et les autres Mexicains de bonne volonté à surmonter l'apathie provoquée par les tristes expériences électorales du passé ».

« Les temps ont changé », constate la conférence épiscopale, qui ne cache pas sa satisfaction face à l'attitude beaucoup plus ouverte du président de la République, M. Carlos Salinas. Ce dernier a en effet laissé entendre, notamment lors d'une rencontre avec le pape Jean-Paul II le mois dernier à Rome, que le Mexique pourrait rétablir des relations officielles avec le Vatican.

« Nous voulons faire de la politique »

« Peu nous importe que dix millions de Mexicains - les franc-maçons et la gauche - hurlent dans les rues pour dénoncer la reprise des relations si, par ailleurs, nous sommes soixante-dix millions de catho-

ques à le vouloir », n'hésite pas à dire Mgr Alamilla, qui demande « le rétablissement des droits et des libertés de l'Eglise, violés par la Constitution de 1917 ».

« Nous voulons faire de la politique », ajoute-t-il. Il ne s'agit pas de militer dans un parti ni d'aspirer au pouvoir, mais de préparer les Mexicains à exercer leurs droits civiques dans les meilleures conditions possibles. En attendant que les prières soient aux-mêmes autorisés à voter, le porte-parole des évêques a rappelé que les religieux avaient le droit de vote et les a invités à se rendre aux urnes dimanche.

Lequel des trois principaux partis profitera le plus des prises de position de l'Eglise ? Il est probable que le Parti d'action nationale (PAN, droite), qui regroupe les catholiques militants, en sera le principal bénéficiaire. Les autres formations ne veulent pas être en reste, et la plupart des candidats semblent avoir été pris depuis peu d'une véritable fièvre religieuse, rapportant à tout moment qu'ils croient en Dieu et se faisant photographier avec l'évêque de leur circonscription.

BERTRAND DE LA GRANGE

PROCHE-ORIENT

IRAK : après la levée très partielle de l'embargo

Bagdad n'a guère d'autre choix que de se plier aux résolutions du Conseil de sécurité

Dans une première réaction à l'adoption, la veille, de trois nouvelles résolutions par le Conseil de sécurité des Nations unies, l'agence irakienne de presse DINA, vendredi 16 août, a qualifié celles-ci d'« injustes », estimant qu'elles avaient été votées « sous la pression de Washington, Londres et Paris ». Ce commentaire lapidaire est conforme à celui de l'ensemble de la presse de Bagdad qui, déjà depuis plusieurs semaines, traitait de « bêtises » les projets de ces résolutions, qui, notamment, autorisent une reprise partielle et très contrôlée des exportations de pétrole irakien pour financer l'aide à la population du pays. Cette initiative a été qualifiée d'« humiliante » parce qu'elle représente une « pure ingérence dans les affaires » de l'Irak.

Mais Bagdad n'a apparemment pas d'autres choix que de se plier aux exigences de l'ONU et certains indices laissent penser que M. Saddam Hussein serait en

quête d'un dialogue avec ses ennemis. Ainsi, un commentateur politique irakien, M. Sabih Salman, ex-secrétaire de presse du président, a-t-il appelé jeudi Washington à « donner son feu vert » à une normalisation de ses relations avec Bagdad. Dans un article publié par le quotidien *Babylon*, dont le rédacteur en chef est le propre fils du président irakien, le commentateur souligne que ces relations bilatérales « ne peuvent que s'améliorer » et que le pays « fera tout pour que les relations s'améliorent ». Il y a ajouté-t-il en substance, de « l'intérêt » des deux pays, en raison « du poids des Etats-Unis sur la scène internationale et de celui de l'Irak au Proche-Orient ».

« Affaiblir l'Irak mène aux intérêts internationaux dans la région », selon M. Salman.

L'Irak, par le biais de sa délégation auprès de la Ligue arabe au Caire, a par ailleurs lancé un nouvel appel pour un allègement du blocus économique dont il est l'objet, reconnaissant ainsi que la

situation de la population irakienne ne cesse de se dégrader. Paradoxalement, le vote de l'ONU, malgré toutes les entraves qu'il apporte à la souveraineté irakienne, permettra au régime irakien de souffler en démantelant partiellement le mécontentement populaire due aux pénuries. Pour remédier, en partie, à ces difficultés, l'ONU a commencé jeudi à distribuer à Bagdad quelque 90 000 tonnes de produits alimentaires, conformément à un accord signé avec le gouvernement en mai dernier.

Entre-temps, la préoccupation prioritaire de Saddam Hussein semble être d'améliorer la condition des militaires irakiens. Selon le journal *El-Qadisiya*, publié vendredi, il vient de leur accorder des majorations de salaires, des indemnités de logement ainsi que de nouvelles facilités bancaires. (AFP, Reuters, AP.)

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar piétine

Suite de la première page

Il semble bien que Fagdoom Boyer Aboumadi ait toujours en vie, mardi 13 août. De bonne source, on affirme en effet que les policiers ont perquisitionné dans un studio récemment occupé à Paris par cet homme. Mais ce lieu était vide au moment de l'opération policière. Les deux autres Iraniens en fuite, Ali Rad Vakili et Mohammad Azadi, auraient eux de nouveau quitté le territoire français, estimant vendredi soir les enquêteurs de la police judiciaire. Ils se trouveraient à présent tous deux en Suisse.

Commis le 6 août en fin d'après-midi, l'assassinat de Chapour Bakhtiar et de son secrétaire particulier avait seulement été découvert le lendemain par les policiers qui assuraient, en permanence, la protection de son pavillon de Suresnes. De ville en ville, de France en Suisse, la trace des trois hommes a rebondi sans donner de résultats probants.

Tout au long de leur chemin, les deux Iraniens ont semé les indices à la manière du Petit Poucet. Venant de professionnels ayant réussi une opération délicate à supprimer un homme placé sous la surveillance permanente de la police - une telle succession de malheurs est troublante. Si troublante qu'on ne peut écarter l'hypothèse d'indices délibérément placés afin de mieux brouiller les pistes. Si tel est le cas, les trois hommes s'étaient d'abord débarrassés de vêtements tachés de sang et de morceaux de passeports iraniens - des

documents authentiques et portant de vrais visages - qu'une prostituée retrouvée dans le bois de Boulogne.

Le lendemain de l'assassinat, un fonctionnaire helvétique du poste frontière de Vallard-Thozex avait ensuite remarqué que les passeports turcs présentés par les deux hommes comportaient des visas suisses manifestement faux. Le duo était alors retourné à la frontière et remis aux policiers français. A ce moment-là, le mort de Chapour Bakhtiar n'était pas encore connue de la police. Les deux étrangers avaient donc pu tranquillement regagner la France. Leur incroyable fuite se poursuit. Non seulement le drame de Suresnes est alors public, mais les photographies des Iraniens ne seront largement diffusées dans les médias qu'à partir du 10 août. Les deux hommes ne connaissent pas l'Hexagone et un seul d'entre eux parle français, d'une façon très approximative. Avec retard, un chauffeur de taxi répondra à l'appel à témoins en révélant qu'il a conduit le duo d'Annecy à Salanches.

Cela n'empêche pas les deux hommes, qui ont rasé leurs moustaches et sont à présent dotés de passeports turcs, de séjourner dans plusieurs hôtels à Salanches puis à Valence. Dimanche 11 août, un contrôleur de la SNCF leur délivre un billet dans le train Bellegarde-Annecy. Mais sans les reconnaître, faute de regarder les journaux ou la télévision. Le 12 août, un nouvel indice compromettant est retrouvé : un portefeuille appartenant à l'un

d'eux est découvert, apparemment oublié dans une cabine téléphonique. La police judiciaire est encore dans l'attente du témoignage décisif qui lui permettrait d'interpellier les fuyas les uns après les autres. Les Iraniens, Ali Rad Vakili est bientôt repéré à Genève. Il couche durant deux nuits à l'hôtel Windsor, en centre-ville, où il présente le passeport turc, au nom de Musa Kazer, qui avait été assumé par les douaniers helvétiques quelques jours plus tôt. Nouvelle dévotion policière : l'Iranien arrive dans l'établissement, lundi soir 12 août, après le ramassage des fiches d'hôtel, et le lendemain soir, l'ordinateur de la police chargé de vérifier ces documents tombe en panne.

Les vérifications ne sont opérées que le mercredi matin. Quand les inspecteurs helvétiques se présentent à l'hôtel, l'Iranien a quitté les lieux trois heures plus tôt. Il a aujourd'hui très probablement été rejoint par Mohammad Azadi, dont le passeport turc est au nom d'Ali Kaya, considéré des fiches d'hôtel, et le lendemain soir, l'ordinateur de la police chargé de vérifier ces documents tombe en panne.

Après de l'enquête, le retard des policiers français était de trente heures. Il est tombé à trois heures en Suisse, avec le récomposé-que épisode de l'hôtel Windsor. Mais vendredi 16 août au soir, la police genevoise indiquait ne pas posséder d'autres informations sur Ali Rad Vakili depuis son départ de l'hôtel.

ERICH INCIVAN

Le Danemark propose d'accueillir la conférence de paix. Le gouvernement danois a proposé d'accueillir à Copenhague la Conférence sur la paix au Proche-Orient qui devrait, en principe, se

Le sort des otages occidentaux

M. Perez de Cuellar espère une solution dans les deux prochaines semaines

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a exprimé l'espoir, vendredi 16 août, que la crise des otages serait résolue dans les deux prochaines semaines. « Les négociations se poursuivront en coulisse et j'espère voir une solution dans les deux prochaines semaines », a-t-il déclaré à son arrivée à Lisbonne, où il effectue un séjour privé.

Après ses entretiens, en Suisse, avec des représentants israéliens, M. Perez de Cuellar avait déclaré ne pouvoir donner aucune assurance que l'affaire connaîtrait un dénouement rapide. Il avait toutefois dit avoir « beaucoup, beaucoup d'espoir ». Le secrétaire général tente de parvenir à un accord sur la libération par Israël de plusieurs centaines de prisonniers arabes en échange de celle d'otages occidentaux et de soldats israéliens disparus au Liban. « Toutes les parties sont intéressées par une solution », avait-il déclaré en quittant la Suisse. (Reuters.)

LIBAN

Le général Aoun devrait s'exiler après avoir été amnistié

Le général Michel Aoun devrait quitter le Liban dans les quarante-huit heures qui suivront la publication du décret lui accordant une amnistie spéciale, faute de quoi celle-ci serait sans effet. C'est ce qui ressort du projet d'amnistie générale en voie d'adoption, dont le texte a été révélé vendredi 16 août à Beyrouth.

Ce document, qui ne mentionne pas nommément le général Aoun, prévoit en outre des conditions draconiennes empêchant le chef militaire chrétien d'être - réfugié à l'ambassade de France depuis dix mois - de se livrer à toute activité politique après son « banissement ».

Le projet a été approuvé mercredi par le conseil des ministres et doit être examiné dès lundi au Parlement, en commissions, avant de venir en séance plénière (le Monde du 16 août). (AFP.)

Le projet a été approuvé mercredi par le conseil des ministres et doit être examiné dès lundi au Parlement, en commissions, avant de venir en séance plénière (le Monde du 16 août). (AFP.)

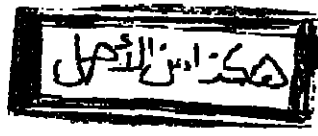
Le projet a été approuvé mercredi par le conseil des ministres et doit être examiné dès lundi au Parlement, en commissions, avant de venir en séance plénière (le Monde du 16 août). (AFP.)

Le projet a été approuvé mercredi par le conseil des ministres et doit être examiné dès lundi au Parlement, en commissions, avant de venir en séance plénière (le Monde du 16 août). (AFP.)

Le projet a été approuvé mercredi par le conseil des ministres et doit être examiné dès lundi au Parlement, en commissions, avant de venir en séance plénière (le Monde du 16 août). (AFP.)

Le projet a été approuvé mercredi par le conseil des ministres et doit être examiné dès lundi au Parlement, en commissions, avant de venir en séance plénière (le Monde du 16 août). (AFP.)

Le projet a été approuvé mercredi par le conseil des ministres et doit être examiné dès lundi au Parlement, en commissions, avant de venir en séance plénière (le Monde du 16 août). (AFP.)



Océan Indien

MADAGASCAR : par crainte de provocations

L'opposition a pris en main le contrôle du cessez-le-feu

Après trois semaines de flottement, le couvre-feu est enfin respecté à Tananarive, imposé par des «Comités de vigilance» civils qui se chargent d'établir des barrières et d'arrêter toute personne sans laissez-passer. Dans les quartiers populaires, des barrières de fortune sont dressées la nuit tombée, autour desquelles se relaient des équipes de jeunes du quartier.

TANANARIVE

de notre envoyé spécial

«On protège nos familles contre les hommes du président», explique, en claquant les dents de froid, Salomon, un étudiant de vingt-deux ans. Il précise que, dans quelques groupes de vigiles, on retrouve des partisans du pouvoir qui s'inquiètent, eux aussi, pour leurs maisons. On prend très au sérieux la menace proférée soudain par les sbires de «l'avaloh» - le palais présidentiel - d'incendier les quartiers populaires. Est-ce une menace ou une rumeur, comme celle de l'empoisonnement de l'eau que la compagnie de distribution a été obligée de démentir pour rassurer les habitants?

Les actes d'intimidation ne se comptent plus : le dernier vice les

blessés de la fusillade du 10 août. Des soldats sont entrés dans l'hôpital Ravaohangy pour confisquer tous les clichés radiologiques, cherchant sans doute à faire disparaître toute trace de blessure par balle, puisque le président a nié que l'armée ait tiré sur la foule.

Les premiers rapports d'autopsie ordonnés par le premier ministre font état d'«éclats métalliques provenant de grenades offensives». «Les médecins légistes ont dû subir des pressions», estime un religieux à qui les perquisitions ont décrit les manifestants fuchés par balles devant le palais. «Mon frère a reçu une balle dans la cuisse», affirmait un chauffeur de taxi alors qu'il sortait de la morgue où il venait de reconnaître le corps de celui qu'il cherchait. Par ailleurs, les blessés ont été assignés à comparaître devant le tribunal pour «atteinte à la sécurité de l'Etat» : leurs blessures attestent de leur culpabilité.

«Ratsiraka : assassin!»

La presse multiplie les commentaires sur l'assassinat du président. Un lecteur suggère d'«abandonner à M. Ratsiraka la pleine propriété de l'avaloh, ce palais de la honte dont les portes se sont refermées sur lui, si celui-ci refuse de partir». Le quotidien d'opposition *Marsaka* affirme dans un éditorial :

«A ce stade, la mégalomanie du président porte un autre nom : paranoïa».

Dans un communiqué publié samedi matin, le cardinal Victor Razafimaharatra en a appelé «à la sagesse et au courage politique de M. le Président pour qu'il se retire». C'est la première fois qu'une autorité ecclésiastique affirme que la démission de M. Ratsiraka pourrait permettre le «retour de la paix sociale».

Isolé dans son palais sous la protection de sa garde personnelle, le président n'a pas encore renoué. Ainsi, selon la radio, cinq des six provinces se sont autoproclamées vendredi «Etats fédéraux», demandant à M. Ratsiraka de présider cette nouvelle fédération. Une tentative de diviser le pays que l'opposition dénonce comme une manœuvre pour déstabiliser le régime exercé par la capitale. La seule à n'avoir pas réclamé le fédéralisme.

Devant cette nouvelle impasse, on est tenté ici de se tourner vers l'armée, plus muette que jamais, mais qui pourrait mettre en place un directeur militaire pour écarter le président actuel. Pendant ce temps, de nouveaux graffitis couvrent les murs de la ville : «Ratsiraka : assassin!».

JEAN HÉLÈNE

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : un nouveau pas vers la normalisation

Pretoria et le Haut-Commissariat pour les réfugiés ont paraphé l'accord sur le rapatriement des exilés

Il aura fallu près d'un an et demi de négociations très serrées avant que le gouvernement sud-africain et le Haut-Commissariat pour les réfugiés auprès des Nations unies (HCR) se mettent enfin d'accord pour permettre le retour au pays de plusieurs milliers d'exilés sud-africains. L'accord, paraphé à Genève, vendredi 16 août, devrait être signé dans les prochains jours, à une date et dans un lieu qui n'ont pas encore été précisés. Le texte prévoit une amnistie générale pour tous les délits politiques, celle-ci devant entrer en vigueur le jour de la signature.

«Cet accord marque le commencement de la fin d'une tragédie humaine longue de trente ans. Pour l'Afrique du Sud, c'est une gigantesque pas en avant vers la construction d'une société où les droits de l'homme seront garantis pour tous», s'est aussitôt félicité M. Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés. «Cet accord est une nouvelle confirmation de la détermination de l'Afrique du Sud à poursuivre sa politique, entamée début 1990, à plus soixante-dix ans, de réconciliation avec l'Afrique du Sud à Genève, M. A. Leslie Manley.

Ce n'est pas de bonne grâce, en effet, que Pretoria aura finalement accepté de réouvrir les

portes à ces exclus du système d'apartheid, dont le nombre est estimé à près de quarante mille par le Congrès national africain (ANC). Le mouvement nationaliste avait fait du retour des exilés une des conditions à sa participation aux négociations pour élaborer une nouvelle Constitution. L'accord, donc, sinon tout à fait ouvert, du moins largement défriché.

Chacun, en Afrique du Sud, du côté gouvernemental comme dans les rangs de l'ANC ou du mouvement Inkatha, semble désormais pressé d'avancer en ce sens. Le projet d'accord de paix, destiné à mettre fin aux violences inter-ethniques, annoncé au milieu de la semaine dernière (*Le Monde* du 17 août), constitue un des derniers signes en date de cette volonté commune.

L'accord paraphé à Genève, qui prévoit l'amnistie pour tous les délits politiques commis avant le 8 octobre 1990, en Afrique du Sud ou à l'étranger, exclut les crimes de droit commun. Le HCR, dont la présence a été systématiquement refusée par le régime de Pretoria depuis trente ans, devrait commencer à installer ses bureaux, à Johannesburg et dans quatre autres villes, d'ici une quinzaine de jours. L'organisation des Nations unies, qui sera char-

gée de gérer le retour des exilés, peut, à juste titre, considérer l'accord de Genève comme une victoire historique.

Sur le plan financier, le HCR espère obtenir entre 35 millions et 40 millions de dollars pour venir en aide aux rapatriés, assurant leur transport et leur installation. Plusieurs gouvernements occidentaux avaient déjà promis leur soutien pour cette opération.

Cet événement constitue, de toute évidence, un pas de plus vers la réintégration complète de l'Afrique du Sud au sein de la communauté internationale et de ses institutions.

CATHERINE SIMON

o ETHIOPIE : nouveau transfert vers Israël de Juifs éthiopiens. - Le gouvernement éthiopien a accepté, vendredi 16 août, de laisser émigrer vers Israël 2 600 Juifs d'Ethiopie (falachas), qui n'avaient pu partir avec leurs 14 000 autres coreligionnaires, en mai dernier. Apparemment soucieux de poursuivre leurs efforts de normalisation, les autorités d'Addis-Abeba ont également ordonné la libération de soixante-seize responsables du Parti des travailleurs (PTE, parti unique) et autorisé la compagnie aérienne nationale à reprendre ses vols vers Asmara, capitale de l'Erythrée. - (AFP, Reuters).

ASIE

TÉMOIGNAGE

Retour en Chine

par Maria-Antonietta Macciocchi

Ancien député communiste de Naples, exclu du PCI, Maria-Antonietta Macciocchi avait publié en 1971 *De la Chine* (Editions de Seuil), un ouvrage enthousiaste - et contesté - sur le pays de Mao. Vingt ans après, elle vient de séjourner dans plusieurs villes chinoises et raconte ses impressions.

5 JUIN 1991 - vingt années après, guidée par le hasard, je retourne à Pékin. Anniversaire de Tiananmen. L'aube est grise et lourde de nuages enfis de pluie quand je me fais conduire en taxi - maintenant les taxis stationnent face aux hôtels - au Peking International (fronts étages, mille deux cents employés), à la place Tiananmen, immense espace tragique, carré vide, désert, surveillé de près par la police. Je dépose sur le pavé un petit bouquet de tulipes blanches. Je l'ai fabriqué moi-même, avec quelques fleurs chinoises en sole étincelante. Mon geste est froid, voulu, pensé. La silence est total dans cet espace mathématique qui avait été créé pour les funérailles du régime, et demeuré celui de la révolte sanglante d'un million de Chinois. (1). Les policiers m'ignorent.

Le lendemain soir, le bouquet est encore là. La place est pleine de gens qui se promènent avec leurs enfants. Ou bien s'agit-il d'autre chose ? La police fait signe aux voitures de circuler. Je rentre : les très belles filles chinoises, deux fois à chaque ascenseur, maquillées, habillées de soie, style Kuomintang, jupe fendue jusqu'au genou, me souhaitent *good morning*. L'anglais est la seule langue parlée, langue véhiculaire pour toute réunion, politique ou d'affaires. Le français a disparu. Le matin, avec le petit déjeuner, on vous apporte le journal *USA Today*, et un quotidien de Hong-kong : à Shanghai il y a l'*International Herald Tribune* en chinois.

De mon hôtel, je regarde la ville d'où s'élève le bruit de mille voitures. Je ne reconnais plus rien de mon rêve chinois, du «franciscanisme», de la pureté totale. Le grand capital japonais, l'américain, celui de Hongkong et de Taiwan font commerce au développement industriel de la Chine, aux affaires, au tourisme international. Ils ont bâti des gratte-ciel cyclopéens, murs en verre et en acier, regroupés dans le centre de la ville.

Je vais regarder, rêveuse, le romantique Peace Hotel sur le Bund, où l'hébergement en 1970 - bâti par les Anglais, style Belle Epoque - seule cliente, entourée de

méfiante - pour me convaincre que je suis vraiment à Shanghai. Il m'arrive aussi de douter que je suis à Pékin, et non à Hongkong ou à New-York. La ville est méconnaissable. Il y a vingt ans, il n'y avait que des gardes rouges endimanchés marchant et criant leurs slogans aux visiteurs qui descendaient des avions. La route était bordée d'arbres et de petites maisons adorables. Tout a été rasé et la seule forêt qu'on traverse est celle des gratte-ciel brillant comme des diamants dans la nuit. Pourquoi m'intéresser-je au nouveau paysage de tours et de marbres ? Parce qu'il s'agit de pierres, choses concrètes et non pas de mots trompeurs du romantisme ou de l'égalitarisme d'antan.

Chirurgie esthétique

Dans les boîtes de nuit - la plus déchaînée est à Shanghai, la Beida - de jeunes filles en robe ultracourte entretiennent joyeusement de riches commerçants au son du jazz. Les plus ravissantes, en robe du soir, sortent de mon hôtel, à l'heure du dîner... La moitié du ciel s'est-elle changée ses constellations ? La contamination occidentale, son sale argent, ne donnent-ils plus de frissons, de dégoût ? On me dit que trois cents femmes à Shanghai se sont soumises à la chirurgie esthétique pour ressembler aux femmes de notre Occident. Les dollars règnent, souverains. Je visite, incrédule, la première Bourse, qui a été ouverte dans la ville la plus puissante du commerce chinois. La belle banquière manager adjointe me précise que, «avant la fin de l'année», à côté de la société et des actions chinoises, les actionnaires américains et leurs banques seront représentés dans cette Bourse. Elle est ardente dans son dévouement pour la liberté, la démocratie, le respect des droits de l'homme. On a essayé de les détruire, m'explique-t-elle avec courage, mais on n'y arrivera pas.

Parfois, je me demande en voyant cette autre Chine du capitalisme rampant quel autre de nos puissants pays aurait pu renverser totalement, en si peu de temps, son image. La Chine est-elle un pachyderme qui peut courir avec l'agilité d'un fievre ? De toute façon, l'histoire court plus vite que nous, et nous n'arriverons jamais à la rattraper. Nous sommes plus lourds, tout compte fait.

Ici, personne ne semble me connaître comme auteur d'un livre sur la Chine. Et pourtant, à l'automne 1989, après la tuerie de Tiananmen, ce livre est encore

défini par le *Débat*, la revue de l'intelligent Pierre Nora, comme «le livre emblématique de la maïeutique triomphante». Pour les Chinois, il n'est qu'un objet inexistante. Suis-je revenue en Chine pour un règlement de comptes ? Pas du tout. Les faits me paraissent comiques face à la furie française.

A 3 heures du matin, à Shenyang, je ouvre mon livre sur la Chine, que j'ai caché au fond de ma valise, l'esprit critique réveillé. Que cette Chine fût rêvée ou concrète, légendaire ou de fausse-semblant, elle ouvrait, à l'époque, la richesse des valeurs éthiques face à une jeunesse frustrée par le communisme, 1968, la «normalisation» de Prague, etc. La conviction chinoise qui voulait tirer sur le PCC lui-même et sur tous les partis communistes occidentaux, mais surtout sur la Russie soviétique, nous apparaissait comme le premier signe du déclin de l'empire soviétique. L'homme nouveau devait vite pour nous le dissident, héros de notre époque. Depuis, l'empire soviétique s'est effondré, la puissance russe demande à l'Occident de la sauver de la famine, et enfin le mur est tombé, l'Est s'est libéré, Havel est devenu président de la Tchécoslovaquie.

Je lis jusqu'à l'aube et je ne trouve dans mes pages d'il y a vingt ans que des faits, des images, des conversations, des vérités élémentaires simplement conformes à ce que je voyais, et parfois parfaitement banales.

Dans la nuit de Shenyang, je

retrouve aussi les excès de la fibre chinoise, de l'ascèse et de la folie.

Que sont devenus les gardes rouges ? Souvent, la curiosité m'a prise de demander si je pouvais retrouver mes guides ou interprètes chinois dévoués. Je n'ai pas osé montrer leurs photos.

Le garde rouge devenu bijoutier

Mais un jour, je me suis rendue avec des italiennes chez la plus grande bijoutière privée de Pékin. Il m'a dit quelques mots en français. Je lui ai demandé ce qu'il faisait pendant la révolution culturelle. Il a mis la main autour de son avant-bras pour me signaler en riant un brassard imaginaire. Il m'a raconté qu'il avait été garde rouge à treize ans, que son père le battait pour cela, mais qu'il s'était enrôlé au mouvement malgré sa famille, en raison de sa fascination pour Mao (toujours présente). Il me parla tout en surveillant ses diamants, perles et jades, lapidaires, en s'interrompant pour servir des clients. J'ai appris que beaucoup de ses copains ont quitté la politique et sont passés au commerce, aux agences de voyages, à la direction de l'industrie, à la vente d'antiquités, à l'administration de la justice comme avocats et magistrats. Il restaure les vases en porcelaine et les statues sauvegardées de la destruction des gardes rouges, c'est-à-dire de sa destruction. D'autres de ses anciens

camarades sont rentrés dans la bureaucratie d'Etat, diplomates importants et même membres du Parti chinois, qui les a réhabilités. Dépolitisation fiévreuse partout, activité de marchands, ils n'ont plus «la politique au poste de commande». De son trois-casse, il sort un petit crayon : «Pour le pays, pour le peuple, pour moi», 20 à 30 % du commerce et de l'industrie sont entre les mains du privé, totalement soustraits au contrôle du gouvernement.

Pour le lecteur qui a eu la patience de me suivre jusqu'ici, je dois expliquer à quel titre je suis retournée à Pékin. Je suis allée avec le groupe USPI (Unione Stampa Periodici Italiani) qui a inauguré, avec un succès public fabuleux, la grande exposition de revues scientifiques et littéraires italiennes à Pékin ainsi que de magnifiques gravures de la *Divine Comédie*. L'année prochaine, ce sera la tour de Rome d'accueillir l'exposition des gravures et des revues chinoises.

S'enrichir ou fuir

Je suis allée au Musée de Shenyang avec les experts italiens appelés pour restaurer la mappemonde de Matteo Ricci, composée de huit panneaux cartographiques et non pas de six, comme le mappemonde qui est au Vatican ou à Pékin. J'y ai eu avec émotion la signature de Matteo Ricci et sous son sceau de jésuite : «Je suis un Européen qui vient de pays très lointains». Faut-il rappeler que Jean-Paul II a rendu récemment un magnifique hommage à Matteo Ricci ? Malgré les persécutions - vingt-huit évêques et monseigneurs sont dans des camps de travail - dans les églises à Shenyang ou à Shanghai (église de Saint-Ignace), on célèbre plusieurs masses le dimanche. La perte d'idéal, la course effrénée vers la société de consommation, entraînent parfois un regain d'attachement pour une religion qui prêche l'égalité sociale, la justice et même le pardon.

Je suis allée à Beida à la rencontre des étudiants : l'université est toujours sous contrôle policier. De 12 000 étudiants, on est descendu maintenant entre 8 000 et 9 000 (3 000 et plus sont dans les camps ou morts ou disparus depuis juin 1989). Je leur parle à la cantine où on n'entend aucun bruit, sauf celui de la télévision, allumée mais que personne ne regarde. Ils se plaignent de l'absence d'idéaux, de valeurs, de droits. Une seule issue : s'enrichir. Autre issue : s'en aller, fuir à

l'étranger, se marier avec une étrangère. Un jeune professeur au chômage me parle de Mao : «Mao n'était pas corrompu, il n'aimait pas l'argent, c'était un idéaliste, une espèce de Don Quichotte. Voilà la raison de son portrait à Tiananmen... Il y avait pendant la révolution culturelle, malgré ses sauvageries, un esprit de pureté». De son cablot, il sort le cinquième tome des *Discours* de Mao et me dit en riant : «Nous nous servons de Mao pour attaquer les dirigeants actuels, détestés et corrompus. Mais ici la résignation gagne du terrain. Même les étudiants qui se sont réfugiés en France sont déçus. Le 4 juin a signé un coup d'arrêt trop violent : il y a eu trop de morts parmi nous, nous n'avons plus de force, tout en croyant aux droits de l'homme. L'immobilisme est pareil à notre Grande Muraille».

En reprenant son symbole, je lui demande s'il ne pense pas que la Muraille de Chine pourrait tomber comme le Mur de Berlin. «Non, c'est autre chose», Orqueilleuse réponse : «Vous voyez, la Muraille de Chine est le seul monument de l'homme qu'on peut voir de la Lune». Fierté pour leur identité chinoise qui est la plus puissante de l'univers, pour leur civilisation de cinq mille ans, la plus ancienne civilisation vivante de notre planète.

Comment résumer mes impressions ? Mécontentement diffus pour l'étouffement de la liberté, contradictions sociales accrues entre nouveaux riches et pauvres. Une gérontocratie de huit personnalités, dont la mort de l'un, sans penser aux suites de la mort de Deng Xiaoping, peut compromettre la fragile équilibre de l'équipe actuelle. Huit cents millions de paysans, qui ont atteint un niveau économique jamais connu, grâce au marché libre de leurs produits, qui semble être la base d'une stabilité, même précaire.

En Chine, le communisme est peut-être mort, comme dans les pays de l'Est. «Parler de communisme en Chine n'a plus de sens», m'ont dit plusieurs fois des étudiants. Mais on attend toujours la déclaration de son décès, encore soigneusement caché par l'appareil. Le dernier visage auquel je songe est celui du jeune peintre qui, en évoquant le massacre de Tiananmen, m'a livré cette réflexion : «Quand Picasso a peint Guernica, il a inventé en même temps un nouveau style. Un nouveau style de liberté, de droits. La longue marche de la Chine vers la démocratie continue».

(1) Francis Deron, *Cinquante jours de Pékin. Chronique d'une révolution assassinée*. C. Bourgois, 1989.

AFRIQUE

ALGÉRIE

Le Front islamique du salut persiste dans son refus de participer à une réunion du gouvernement et des partis politiques

ALGER

de notre correspondant

Si certains avaient encore l'espoir de voir le Front islamique du salut (FIS) participer à la deuxième rencontre entre les partis politiques et le gouvernement, prévue le 22 août, M. Abdelkader Hachani, personnalité qui semble émerge rapidement au sein des dirigeants encore en liberté du principal parti islamique algérien, a coupé court à toutes les spéculations. Le FIS ne se rendra pas au Palais des Nations. « Je ne vous cacherais pas, a-t-il dit, que les dernières dispositions prises par les autorités n'encouragent en rien une prise de position favorable à une telle participation ».

Ce refus n'est pas une surprise. Le FIS avait déjà posé comme conditions à sa participation au forum du 30 juillet dernier, la levée de l'état de siège et la libération des huit membres de la plus haute instance du mouvement - parmi lesquels MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, incarcérés dans l'attente d'être déférés devant les tribunaux

militaires. Ces conditions n'avaient pas été honorées et le FIS fut le grand absent d'une réunion médiatisée à l'extrême, mais ayant perdu une bonne part de sa crédibilité du fait, précisément, de cette politique de la chaise vide. Le contact n'a pas cependant été rompu entre le cabinet de M. Sid-Ahmed Ghazali et le parti islamiste. De nombreuses tentatives auraient été faites pour amener le FIS à prendre part à la deuxième rencontre, un FIS qui, selon certaines sources, aurait d'abord hésité, pesant le pour et le contre.

Réflexe d'assiégé

Mais l'on a assisté à un raidissement des militaires qui ont rappelé par des messages très clairs qu'ils n'entendaient pas baisser la garde et comptaient aller jusqu'au bout du processus engagé le 5 juin dernier. L'autorité chargée de l'état de siège a schématiquement repoussé l'argumentation du collectif des huit avocats de la défense des islamistes, contestant la compétence des tribunaux militaires à juger leurs clients.

« La rigueur des lois de l'Etat algérien s'exercera par toutes les voies de droit, en dépit des tentatives de perturbation émanant de parties au procès ou de menaces provenant d'officiers et groupes occultes », soulignait notamment un communiqué. Les militaires ajoutaient schématiquement que « l'information judiciaire en cours près le tribunal de Bida contre Abassi Madani et consorts (...) se poursuivra sans relâche jusqu'à son terme normal, dans le respect des lois en vigueur ». Enfin, les deux journaux du FIS, *El Moujaïd* (en arabe) et *El Fortane* (en français), ont été suspendus.

Devant ces rappels à l'ordre, le Front islamique du salut, a ignoré les arguments de ses modérés pour emprunter la seule voie susceptible à ses yeux d'apaiser les critiques de la base : le refus. Une décision qui ne doit guère étonner le premier ministre, même s'il a eu la satisfaction d'apprendre qu'un autre parti de l'opposition, le Front des forces socialistes (FFS) de M. Hocine Ali Ahmed, absent lui aussi en juillet, participerait au forum du 22 août. (Interim.)

TUNISIE

Un Français d'origine tunisienne incarcéré depuis une semaine

M. Majid Sghaier, un médecin de Toulouse, âgé de trente-quatre ans, est détenu à Tunis depuis une semaine, après avoir été interpellé en arrivant de France pour son voyage de noces.

Le ministre français des affaires étrangères, a confirmé vendredi 16 août l'arrestation et l'incarcération de M. Sghaier, d'origine tunisienne, mais naturalisé français depuis septembre 1990. Le dossier de M. Sghaier a été confié à l'avocat du consulat général de France à Tunis. « Pour le moment, a-t-on déclaré encore au Quai d'Orsay, il n'y a pas eu de droit de visite, mais nous comptons bien que le consul puisse l'exercer conformément aux usages ». M. Sghaier avait quitté la Tunisie en 1981, alors que, militant islamiste, il était recherché par les autorités tunisiennes à la suite de manifestations étudiantes. Il avait été condamné à quatre ans de prison par contumace, mais il estimait avoir bénéficié de l'amnistie générale des délits politiques, prononcée en Tunisie à l'occasion de l'accession au pouvoir du président Ben Ali, en 1987, et il pensait pouvoir y retourner sans craintes pour présenter son épouse à sa famille. Les autorités tunisiennes ont fait savoir, mercredi soir, que l'arrestation avait été décidée « en exécution » de la condamnation par contumace, laissant entendre que l'amnistie ne s'appliquait pas dans un tel cas. (AFP.)

MAROC

Une quarantaine d'opposants ont été graciés

Une quarantaine de prisonniers, condamnés pour des « crimes touchant à la sécurité de l'Etat », ont bénéficié de la grâce royale, a indiqué, vendredi 16 août, le ministère de l'information (*le Monde* du 17 août). Parmi les graciés figurent plusieurs militants de l'organisation marxiste-léniniste clandestine *la al Imam*.

« Il ne reste actuellement en détention qu'Abraham Serfaty, condamné à perpétuité pour actes terroristes, pose de bombes et complicité, et trois de ses complices », a précisé le ministère. Selon l'agence officielle MAP, M. Serfaty et « ses trois acolytes » n'ont pu bénéficier de l'amnistie, car ils ont « cru bon de se prononcer contre la monarchie du Sahara ».

Cette version des faits, laissant entendre que les prisonniers graciés auraient fait allégeance, par écrit, au souverain chérifien, est vivement contestée dans certains milieux marocains. Selon l'Association de défense des droits de l'homme (ASDHOM), « les détenus politiques contactés ont certifié qu'ils n'ont signé aucun document de demande de grâce, encore moins un texte de soutien à la politique du gouvernement ».

Dans la liste des prisonniers graciés figurent notamment MM. Hassan Aharat et Noureddine Joubari - « dont l'état de santé reste très préoccupant », affirme l'ASDHOM - le poète Ali Idriksi Kaitouni - dont le recueil de poèmes *Etincelles*, jugé « offen-

sant » pour le roi, lui avait valu une condamnation à quinze ans de prison - ainsi que MM. Abderrahmane Nouda et Driss Benzekri, et MM. Saadia Kabil et Nezha Benoussi. Démentant les affirmations du pouvoir, l'association indique que, « à ce jour, sept cent quatre-vingt huit détenus politiques restent otages du gouvernement ». On ignore toujours si la grâce s'appliquera aux « morts vivants » du bagne de Tazmamart.

Par ailleurs, deux cent soixante-neuf personnes originaires du Sahara occidental, arrêtées pour collusion présumée avec le Front Polisario, ont également été libérées sur ordre du roi, a indiqué, vendredi, l'agence MAP. Ces mesures interviennent à quelques semaines de la réunion, à Genève, du Comité des droits de l'homme des Nations unies sur le respect, par le Maroc, de la Convention internationale sur les droits civils et politiques. C. S.

□ CÔTE-D'IVOIRE : l'armée va se retirer du campus universitaire d'Abidjan. - Le gouvernement a décidé, mercredi 14 août, de retirer l'armée du campus de l'université d'Abidjan et a fixé au 9 septembre la reprise des cours. Les poursuites engagées contre des militants étudiants vont être suspendues, les autorités promettant, par ailleurs, de rétablir la « liberté de réunion à caractère non-académique sur le campus ». (AFP.)

POLITIQUE

La Nouvelle-Calédonie inédite

Suite de la première page

Certains fonctionnaires croisent les doigts en espérant que les dirigeants des provinces canaques, novices en affaires, ne se feront pas abuser.

L'Etat, certes, ne réprime plus. Mais il continue à froisser avec ses flatteries. M^{me} Marie-Claude Tjibaou (1), la veuve du dirigeant canaque assassiné, est sortie de ses gonds lorsqu'elle a appris que le ministre de la culture envisageait de lui décerner la Légion d'honneur. « On la réserve aux bons Français. Surtout une bonne Française », dit-elle. Un brin embarrassé, le haut-commissariat de Nouméa a jugé plus sage d'enterrer le projet. Et que dire - autre vieille histoire - de ces incongruités du « développement » ? Tandis que sortent de terre, flamboyants, les bungalows du Club Méditerranée de Hienghène, on s'aperçoit que rien n'est prévu pour que les tribus locales approvisionnent les gentils cuisiniers en fruits, légumes et poissons. Plus tard, on discutera à nouveau sur « l'économie d'usage » du Caillou.

Un scénario nouveau

Le visiteur n'y échappera pas : la chronique locale lui rapportera malicieusement les bonheurs chanceliers et autres étonnantes réconciliations entre notables nouméens. Si M. Jacques Lafleur, président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), entretient des rapports électriques avec les groupes Front-coast et Ballaun, rivaux en affaires, il a enterré la hache de guerre avec M. Didier Leroux, patron des patrons, dont l'indépendance d'esprit avait fait de lui une époque. Pour sûr, le feuillet des lunes de miel et des disgrâces connaît de prochains rebondissements. On en fera ses gorges chaudes tout autour de la place des Cocotiers.

Ainsi va la Nouvelle-Calédonie éternelle, avec ses tragi-comédies vives et revues jusqu'à plus soif. D'où vient, alors, ce sentiment qu'un scénario franchement inédit pourrait pourtant, cette fois, être à l'affiche ? Est-ce le fait de voir de plus en plus de Canaques dans les restaurants de Nouméa ou flâner le long de la corniche de Fausse Vata, espaces à la lisière desquels ils ne se hasardent guère jusqu'à présent ? Est-ce le constat, fait par certains enseignants, que les élèves canaques, jadis effacés, pointent davantage des index curieux en classe ? Nul doute, se dit-il, que les Canaques se sentent plus de simples figurants, et c'est bien là une nouveauté. Ils s'installent, acteurs de la plus en plus décomplexée, au cœur de la scène. Mieux : ils ne reçoivent plus nécessairement un texte écrit par d'autres.

Il n'est guère de meilleur exemple de cette lente mais irrésistible ascension que l'avènement de la Société minière du Sud Pacifique (SMSP), la compagnie que Jacques Lafleur a vendue en avril 1990 à la province Nord, contrôlée par le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS). En moins d'un an, la SMSP s'est imposée comme un opérateur dynamique dans le jeu économique calédonien au point de tenir la dragée haute aux poids lourds locaux.

Tout en absorbant une autre petite société minière, elle faisait rêver le groupe Ballaun dans des négociations sur des commissions

à verser pour du minerai exporté vers le Japon. Mais surtout, elle a tenu tête à M. Jacques Lafleur : une première fois lorsqu'elle a refusé la direction provisoire de la société - animée par le propre fils du député RPCR - la seconde fois à propos de facturation controversée de l'utilisation d'un hélicoptère. M. Lafleur prit ce double camouflet pour de l'ingratitude.

Car le président du RPCR cherche à se poser davantage en tuteur bienveillant qu'en adversaire retors des indépendantistes, notamment ceux de l'Union calédonienne (UC) composante majoritaire du FLNKS) jugés plus modérés. Paternel, il s'applique à leur « expliquer » les choses, quitte à s'irriter ostensiblement quand des fonctionnaires d'Etat commettent l'imprudence de jouer, eux aussi, aux conseils bien intentionnés.

Hamé par le souvenir de Jean-Marie Tjibaou, M. Lafleur se considère comme le seul dépositaire, surtout depuis la démission de M. Michel Rocard, de l'héritage des accords de Matignon. L'homme fort du Caillou - il l'est

plus ne manquent pas de ce renforcement méthodique d'une féodalité qui pèsera très lourd dans les futurs équilibres du territoire.

Le RPCR est conscient que la prochaine partie de bras de fer se jouera dans le Grand Nouméa, vitrine alléchante vers laquelle convergent Canaques de brousse et des Iles Loyauté, mais aussi Polynésiens de l'archipel de Wallis-et-Futuna, judes allées politiques et aujourd'hui source de toutes les iniquités. Au haut-commissariat, on parle des quartiers populaires du chef-lieu en évoquant le syndrome du Chaudron de La Réunion (2).

La percée du syndicat Union des syndicats des travailleurs kanaks et exploités (USTKE) - rival de l'Union calédonienne au sein de la nébuleuse indépendantiste - ne fait qu'illustrer, quel mécaniquement, cette nouvelle donne sociale dans le Sud. Non dépourvue d'arrière-pensées politiques, l'USTKE est incontestablement appelée à jouer un rôle central ces prochaines années.

La brousse et les Iles Loyauté ne sont pas pour autant absentes des préoccupations des signataires des accords de Matignon. Alors qu'une fraction de la direction indépendantiste se notabilise - M. Lapold Jorédié, président de la province Nord, guine la députation pour 1993 - certaines canaques continuent de fermenter en tribu.

Les accords de Matignon...

Le dimanche 26 juin 1988, à 4 heures du matin, sous l'égide de M. Michel Rocard, premier ministre, un accord est conclu, à l'Hotel Matignon, entre une délégation du RPCR conduite par M. Jacques Lafleur et celle du FLNKS, dirigée par Jean-Marie Tjibaou. Le 15 juin, les deux hommes avaient été reçus par le premier ministre, qui les avait invités à engager des pourparlers sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Au terme de négociations ouvertes le 23 juin, les deux parties acceptaient, dans une déclaration commune, la reprise en main par l'Etat, pendant un an, de l'administration du territoire, ce qui équivalait à une mise entre parenthèses du statut Pons, lequel donnait à un conseil exécutif l'autorité administrative. Deux annexes à cette déclaration prévoyaient qu'un projet de loi sur les futures institutions du territoire serait soumis à référendum [ce référen-

dum a eu lieu le 6 novembre 1988] et qu'un scrutin d'autodétermination serait organisé en 1998.

... et celui de la rue Ondinet

Le samedi 20 août, à 5 heures du matin, les délégations du RPCR et du FLNKS, conduites, respectivement, par M. Dick Ukaivé et par Jean-Marie Tjibaou, signent au ministère des DOM-TOM, rue Ondinet, un protocole d'accord sur l'avant-projet de loi référendaire, fixant le statut de la Nouvelle-Calédonie pour dix ans, jusqu'à l'organisation du scrutin d'autodétermination. Les signataires sont convenus de la composition du corps électoral qui sera appelé à voter en 1998, des mesures d'accompagnement social, économique et culturel et de l'amnistie des militants canaques incarcérés.

A Thio, la coopérative FLNKS a été cambriolée par une bande de jeunes désœuvrés, anciens activistes démobilisés, qui représentent gâtés aux graffitis ultras. Dans le même temps, la gendarmerie enquête sur une crispation de ses rapports avec certaines chefferies, surtout dans les Iles Loyauté, qui réclament, à la fois contre l'administration et les élus politiques canaques, une restitution de leurs prérogatives coutumières. Ces indices épars et très localisés de mauvaise humeur ne suffisent pas à forger une coalition, encore moins une alternative. Ils nuancent simplement un tableau qui serait naïf de vouloir trop idéologiser.

Les futurs équilibres

Bien sûr, cela n'empêche nullement l'appareil du RPCR et ses relais économiques de resserrer de plus en plus les boulons dans le bestiaire européen de la province Sud. Sait-on jamais ce que l'avenir réserve ? Rachet en cascade par le groupe Le Pen et lui-même avaient chargé leurs avocats de préparer d'éventuelles poursuites auprès des tribunaux administratifs afin de neutraliser les velléités répressives d'un maire (...) qui commet un abus de pouvoir manifeste.

□ M. Collinet (Front national) propose contre l'installation d'une école de théologie islamique dans le Maréchal. - M. Michel Collinet, conseiller régional de Bourgogne, membre du bureau politique du Front national, a protesté, vendredi 16 août, contre le projet d'installation d'une école de théologie islamique à Saint-Léger-de-Fougeret, dans la Nièvre. « Après l'assassinat de Cha-

pour Bokhtar, après la décision des « Jours d'Allah » de condamner à mort les femmes ne portant pas le tchador, le gouvernement français va-t-il autoriser cette installation », a demandé M. Collinet, qui s'est affirmé résolu à s'opposer à ce nouvel acte d'inconscience par tous les moyens légaux.

□ Disparition de plaques commémorant l'appel du 18 juin en Haute-Saône. - Les gendarmes de Gray (Haute-Saône) ont reçu des plaintes d'une dizaine de maires des environs à la suite de la disparition de plaques commémorant l'appel du 18 juin 1940 scellées aux monuments aux morts. Pour les élus locaux, ce qui, au départ, pouvait passer pour une mauvaise plaisanterie ou un acte de vandalisme infligé à une action « politique », préméditée : les plaques, identiques, ont toutes été apposées en 1990 à l'occasion du cinquantième de l'appel lancé par le général de Gaulle. (Corresp.)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Breuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDIPUB 206 128 F
Fax : 46-62-90-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 38-15 - Taper LEMONDE
ou 38-15 - Taper LAM

Imprimerie
du Monde
12, r. M. Gambourg
94512 IVRY

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.788

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE MURERIE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : (1) 49-90-30-10
Tél. : 206.211 F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Vale normale-CEB
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EN BREF

□ M. Bayrou est hospitalisé pour plusieurs jours à la suite d'un accident. - M. François Bayrou, député (UDC) des Pyrénées-Atlantiques, secrétaire général de l'UDF, a été hospitalisé dans la soirée du 15 août à Pau, puis transféré vendredi 16 août au service de traumatologie du CHR Pellegrin, à Bordeaux, à la suite d'un accident ayant provoqué une double fracture au niveau du rachis cervical et lésion d'une vertèbre. M. Bayrou, âgé de quarante ans, se trouvait chez des amis près de Pau. Il a fait une mauvaise chute qui l'a laissé sans connaissance et paralysé pendant quelques minutes. Une intervention chirurgicale ne sera pas nécessaire, mais le député des Pyrénées-Atlantiques devra rester hospitalisé pendant plusieurs jours, avant une convalescence de plusieurs semaines, suivie du port d'une minerve pendant deux mois.

□ Le Front national entend maintenir son rassemblement dans le Gard. - La fédération du Gard du Front national a annoncé, vendredi

16 août, à Nîmes, qu'elle maintient son rassemblement, le 1^{er} septembre, en présence de M. Jean-Marie Le Pen, à Méjanès-les-Alpes, malgré un arrêté du maire de cette commune, M. Jean Roux (divers droite), interdisant « pour des raisons de sécurité et de maintien de l'ordre » (*le Monde* du 16 août). M. Lorrain de Saint-Affrique, secrétaire fédéral du parti d'extrême droite, a indiqué que M. Le Pen et lui-même avaient chargé leurs avocats de préparer d'éventuelles poursuites auprès des tribunaux administratifs afin de neutraliser les velléités répressives d'un maire (...) qui commet un abus de pouvoir manifeste.

□ M. Collinet (Front national) propose contre l'installation d'une école de théologie islamique dans le Maréchal. - M. Michel Collinet, conseiller régional de Bourgogne, membre du bureau politique du Front national, a protesté, vendredi 16 août, contre le projet d'installation d'une école de théologie islamique à Saint-Léger-de-Fougeret, dans la Nièvre. « Après l'assassinat de Cha-

Les Albanais en France :
la fin du rêve

SCIENCES

Les eaux polaires traquées sous l'équateur

L'« Atalante » entame sa deuxième campagne océanographique

Le navire français océanographique l'Atalante a entamé au large de Dakar, mercredi 14 août, sa deuxième mission d'exploration scientifique. Organisée par un laboratoire mène CNRS-IFREMER dans le cadre du Programme international d'observation et de modélisation de l'océan (WOCE), la campagne Romanche-1 étudiera, jusqu'au 4 septembre, le cheminement des eaux polaires sous l'Atlantique équatoriale.

Lancé en décembre 1990; (le Monde du 30 octobre 1990), l'Atalante, dernier-né de la flotte de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), effectuait un mois plus tard sa première campagne, Eumédée-2 (1). En plein milieu de l'Atlantique, il se penche aujourd'hui sur les eaux polaires. Trois semaines durant, une vingtaine de chercheurs et de techniciens vont y étudier la circulation des eaux profondes en provenance de l'Arctique et de l'Antarctique par 15 degrés de longitude ouest, au niveau de la zone de fracture équatoriale de la dorsale médio-

atlantique. Dans l'Atlantique, les eaux d'origine arctique se situent entre 2 kilomètres et 4 kilomètres de profondeur, celles d'origine antarctique entre 4 kilomètres et le fond marin. Lorsqu'elles parviennent à l'équateur, ces masses d'eau froide se retrouvent libres de se propager vers l'Est. Mais elles se heurtent alors à la dorsale médio-atlantique, une chaîne de montagnes d'origine volcanique qui culmine vers 2 500 mètres du nord au sud de l'Atlantique. Pour franchir la dorsale et progresser vers l'Est, les eaux les plus profondes n'ont plus qu'une solution : s'enfoncer dans la zone de fracture équatoriale Romanche (du nom du navire français qui la découvrit au début du siècle), dont les 7 800 mètres constituent l'un des points les plus profonds de l'Atlantique.

Topographie des fonds

Lieu de passage obligé des eaux polaires, le site choisi pour la campagne Romanche-1 ne doit donc rien au hasard. « Les eaux polaires se mélangent au niveau de l'équateur avec les eaux environnantes, il se produit dans cette région un réchauffement des eaux les plus

froides, qui retournent alors vers leur source aux latitudes polaires », précise M. Hervé Mercier, responsable IFREMER de la mission à bord de l'Atalante. La progression des eaux équatoriales constitue ainsi un élément-clé pour étudier l'équilibre climatique de la planète, l'un des buts fondamentaux du programme international WOCE (World Ocean Circulation Experiment).

Organisée par le laboratoire de physique des océans de Brest (unité mixte CNRS-IFREMER) en collaboration avec plusieurs équipes de recherche (2), la campagne Romanche-1 fera largement appel à l'équipement scientifique de l'Atalante. A commencer par le sondeur multifaisceaux norvégien EM-12, véritable batterie de sonars capable de dessiner en temps réel, informatique à l'appui, la topographie des fonds sur une largeur égale à trois fois la profondeur d'eau (soit 18 000 mètres pour une profondeur de 6 000 mètres).

A côté de ce travail de cartographie marine, d'une précision sans précédent dans cette région du monde, les chercheurs mesureront différents paramètres (température, salinité, teneur en sels minéraux, en oxygène dissous et en gaz Fréon) en trente-deux points de la

verticale, afin de déterminer l'origine et la progression des eaux observées. En fonction des résultats obtenus, les responsables de Romanche-1 sélectionneront ensuite huit sites de mouillage destinés à placer des courantomètres. Déployés en 1992 par un navire de l'IFREMER (campagne Romanche-2) et laissés sur place pendant deux ans, ces derniers permettront de mesurer précisément le flux d'eau froide entrant dans le bassin est de l'Atlantique.

CATHERINE VINCENT

(1) La campagne Eumédée-2, effectuée au large de la Mauritanie et des îles Canaries dans le cadre du programme international d'études de flux océaniques, visait à préciser, sur trois sites, le flux de particules allant de la surface au fond de la mer.

(2) Outre l'unité mixte CNRS-IFREMER de Brest, la campagne Romanche-1 réunit des chercheurs et techniciens de l'ORSTOM (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération), des universités de Brest et de Strasbourg, du laboratoire d'océanographie dynamique et de climatologie de l'université Paris-VI, du Centre d'études océaniques (CEN) de Sète et du Groupe de recherche en géodésie spatiale (GRGS) de Toulouse.

MÉDECINE

Pour protester contre l'attitude des Etats-Unis à l'égard des séropositifs

La conférence internationale sur le sida n'aura pas lieu à Boston

La huitième conférence internationale sur le sida, en mai prochain, n'aura pas lieu, comme prévu, à Boston. Elle se tiendra dans un autre pays que les Etats-Unis, qui devrait être fixé d'ici un mois, a annoncé, vendredi 16 août, le président du Harvard Aids Institute chargé de son organisation, le docteur Max Essex. Cette décision fait suite au maintien, par les autorités américaines, des mesures de restriction appliquées aux étrangers séropositifs à l'entrée des Etats-Unis.

« Il est essentiel d'assurer un accès facile aux scientifiques et aux citoyens du monde entier à la conférence internationale sur le sida, a expliqué le docteur Max Essex. Malheureusement, il est actuellement impossible d'apporter l'assurance que la politique américaine de l'immigration autorisera les individus contaminés par le virus HIV, professionnels de santé et autres participants indispensables, à assister à la conférence de 1992. » Même dans l'éventualité d'une nouvelle orientation de la politique américaine, rien ne permet de dire que celle-ci ne

serait pas modifiée ou révisée par la suite, note-t-il.

Le président américain George Bush a regretté la décision de l'université de Harvard mais a défendu la politique américaine. « Nous dépensons quatre milliards de dollars par an pour la recherche [sur le sida], a-t-il déclaré, vendredi 16 août, à Kennebunkport (Maine). Notre politique est bonne et juste. Le 23 janvier dernier, le secrétaire américain à la santé, le docteur Louis Sullivan, avait proposé qu'à compter du 1^{er} juin 1991 la liste des maladies infectieuses limitant l'entrée sur le territoire américain soit réduite à la seule tuberculose. Ce projet, décrié par les groupes de pression les plus conservateurs du pays, n'avait pas été mis en œuvre.

Le docteur Max Essex a confié la présidence de la prochaine conférence au docteur Jonathan Mann, professeur d'épidémiologie à l'école de santé publique de Harvard et ancien directeur du programme mondial de lutte contre le sida de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

M. L.

Les Albanais en France : la fin du rêve

Suite de la première page

« Tout cela a demandé du travail, bien sûr, explique Marie-France Chaffaut, la directrice du centre communal d'action social, mais nous avons été épaulés par des familles de Sainte-Menehould qui ont accepté de devenir les « correspondants » des Albanais. Ces familles d'accueil étaient à leurs côtés pour les aider, notamment lors de leurs démarches administratives. »

Aujourd'hui, cette période d'apprentissage est terminée. Les mesures mises en place lors de leur arrivée ont pris fin, et il leur faut désormais se débrouiller seuls. La transition est rude : désemparés par l'administration française, bien des Albanais ont pris l'habitude de se reposer sur les services sociaux. « L'assistante sociale est malade, explique Robert Gantier, une famille albanaise anglophone a l'idée de se passer quelques semaines de son aide. Mais vous n'êtes pas les seuls à être privés d'aide : cette dame s'occupe de vingt-cinq Albanais et de quatre mille Français ! Nous ferons le maximum pour vous aider, mais il faut que vous compreniez que vous n'êtes plus des privilégiés. Maintenant, vous êtes comme tous les Français. Pour le travail, c'est la même chose : vous n'avez pas tous trouvé d'emploi, mais oubliez que qu'il y a des Albanais qui n'ont pas de diplôme, il y a près de cinq cents chômeurs. »

Parti pour dire la vérité

Beaucoup n'imaginaient sans doute pas la France ainsi. Isolés depuis cinquante ans au cœur du dernier pays stalinien d'Europe, la plupart s'étaient fait de la France une image d'Épinal. Un curieux mélange de respect des droits de l'homme et de confort pour tous diffusés par la télévision italienne. Combien savaient que la France compte deux millions six cent mille chômeurs ? Combien connaissaient l'existence de ces banlieues où nombre d'entre eux habitent aujourd'hui ? « Ils sont arrivés très brutalement, sans idées

précises sur ce qu'ils allaient trouver ici, explique-t-on au ministère des affaires sociales. La plupart d'entre eux croyaient arriver dans un paradis qui allait leur offrir un travail et un logement sur-le-champ. »

Malgré les efforts d'accueil, de formation et de scolarisation des autorités françaises, beaucoup ont été déçus. Perdus, aussi. « Tout, ici, était différent de ce qu'ils avaient connu, explique Nicole Pierre, dite Méry, l'assistante qui s'est occupée des enfants albanais de Sainte-Menehould. Les magasins, les voitures, l'abondance : tout les surprenait. Mon mari a une ferme de cent quarante hectares qui compte deux cents animaux. Ils avaient du mal à croire qu'il ne s'agissait pas d'une ferme d'État. Ils étaient tous émerveillés par l'électroménager, choqués lorsqu'ils voyaient des femmes se promener en short. Le changement a été très brutal : l'adaptation demande forcément du temps. »

Certains vont pourtant vite, parfois très vite. Ce sont ceux qui parlent d'émigration du système policier albanais, de leurs amis emprisonnés, de l'absence de liberté. Ceux qui disent avoir eu maille à partir, avant leur départ, avec la Securimi, la police politique albanaise. Dans les mairies, les services d'accueil, les administrations, on les appelle volontiers les « vrais » réfugiés politiques. La plupart sont des intellectuels : étudiants, journalistes ou typographes. « Ce sont les seuls à suivre de près l'évolution politique de l'Albanie, note un animateur. Au moment des élections, ils en parlaient beaucoup, ils lisaient les journaux, on les sentait frustrés de ne pouvoir en savoir plus. Les autres s'intéressaient à peine au processus en cours. »

Malentendu et déception

Alors que la plupart de ses camarades se réjouissent avant tout de l'abandon découverte en France, Gene parle d'émigration de la tranquillité de ses nuits. « Ici, dit-il, la Securimi ne vient jamais vous réveiller pendant votre sommeil. » Accueilli comme singulier dans une imprimerie de Châlons-sur-Marne en compagnie de sa femme, Gene, qui a vite appris à parler français, mentionne spontanément une seule déception : la taille des bâtiments de l'association France Terre d'asile, à Paris. « On pensait que ce serait aussi

grand que l'Opéra de la Bastille, raconte-t-il dans un sourire. En fait, c'est tout petit ! »

Ces réfugiés se sont vite débrouillés. La plupart d'entre eux parlent français, et certains ont même quitté le dispositif national d'accueil avant son terme, le 28 février dernier. Agron Bodinac, qui a encore en poche sa carte de reporter-photographe de l'Agence télégraphique albanaise, n'a pas attendu que les services sociaux lui proposent un stage d'orientation professionnelle. Au mois de janvier, alors qu'il pouvait travailler librement, il a obtenu un minimum d'insertion (RMI). Agron a décidé de tenter sa chance dans une usine non loin de Sainte-Menehould.

Pendant trois mois, cet ancien reporter-photographe a travaillé de nuit, en 2x8, sur une chaîne de fabrication de tubes de plastique. Ce travail lui a permis de mettre une partie de son salaire de côté afin de s'acheter au plus vite un appareil-photo. « Je ne suis pas venu pour trouver un confort matériel, explique-t-il. A Tirana, j'habitais une grande maison et j'avais des conditions de vie plutôt satisfaisantes. Cela ne m'empêchait pas, à la fin, d'étouffer. Maintenant que je suis ici, je voudrais faire quelque chose pour mon pays. Si je ne leur sers rien, ce n'est pas la peine de partir. »

La vie, pourtant, n'est pas facile. Son travail en usine a pris fin au mois de mai, et les emplois qui lui ont été proposés, toujours sur des chaînes de montage avec des horaires de nuit, se trouvent à Châlons-sur-Marne. Agron Bodinac n'a pas de voiture, et les foyers de la ville sont complets. Il lui faut donc chercher à nouveau et continuer à économiser afin de trouver un jour sa chance à Paris.

« Il me faut reprendre ma vie au début, note-t-il, retrouver ici tout ce que j'ai perdu en quittant l'Albanie : un logement, une formation, un travail, des amis. Je recommence une nouvelle vie. C'est dur, mais je l'ai choisi. »

Pour d'autres, le voyage est plus rude. Tentés par un Occident de rêve, beaucoup se sont engouffrés dans les ambassades sur un coup de tête. La déception est à la mesure de ce malentendu : la France leur a offert les libertés attachées au statut de réfugié politique, mais leurs conditions de vie ont finalement peu changé. Certains ont même découvert la pauvreté des sans-emplois de la capitale. « Je rêvais d'une grande maison avec dix pièces, et je dors dans une salle avec cinquante-deux personnes ! lance Haxhi Dazi, qui habite provisoirement dans un foyer de l'Armée du salut de Paris au mois de mars. Le foyer ouvre le soir, à 8 heures et il faut partir le matin à 7 heures. Que faire avant et après ? »

« Ici, le travail est dur »

Haxhi, qui était tourneur en Albanie, a obtenu au début du mois de décembre, au Perreux-sur-Marne, un stage d'apprentissage du français qui pourrait être suivi d'une formation « préqualifiante » au printemps, mais les débouchés ne sont pas assurés. La langue, les conditions de vie, les habitudes de travail : tout se conjugue pour rendre les choses difficiles. Les métiers eux-mêmes n'ont souvent

L'insertion en Périgord

PÉRIGUEUX

de notre correspondant

Au début de l'été 90 une cinquantaine d'Albanais étaient arrivés en Dordogne à l'initiative de M. Roland Dumas. Aidés financièrement par l'État, plusieurs associations de la région de Périgueux avaient pris en charge ces candidats à l'exil. Rapidement les éducateurs sollicités pour cette opération avaient éprouvé quelques difficultés à « encadrer » ces nouveaux venus. Certains d'entre eux s'étonnaient qu'on ne leur fournisse pas de billet pour assister aux matches de football. Il y avait également au des incidents avec d'autres réfugiés, d'origine vietnamienne. Et l'office départemental d'ILM de la Dordogne, inquiet de la montée de ses factures téléphoniques, s'était aperçu qu'un locataire albanais avait réussi à brancher un interphone d'ascenseur sur l'international.

Progressivement les choses sont rentrées dans l'ordre.

DOMINIQUE RICHARD

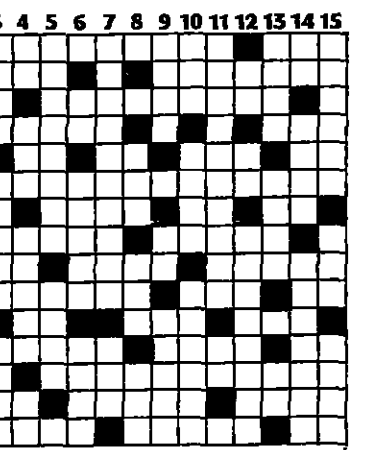
MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5587
HORIZONTALEMENT

1. Peut raser les murs. Carré, c'est un domaine réservé. - II. Utile en cas d'embaras. Pas gracieux pour le tire. - III. Une bûche. De belles paroles. - IV. Quand elle est maligne, il y a du charbon. Releve les épaules. - V. Préposition. Règles. - VI. Maître à l'endroit le plus large. Peut être mis à l'index. - VII. Certains sont de vrais parasites. - VIII. Touffu. Objet de ressentiment. Langue ancienne. En prison. - IX. Boîte pour ranger les verres. Fit un travail d'arboriculteur. Il faut bien jouer pour le crew. - X. Complément en liquids. Un beau parler. Terminaison savante. - XI. Possessif. Appareil. Sans changement. Supplément. - XII. Quand elles sont naines, ne sont pas lumineuses. Mets en culottes. Préposition. - XIII. Francon. Qui était dans la portée de Watson. - XIV. Qui a beaucoup circulé. Ancien royaume. Etat d'Afrique. - XV. Privé de chef. Grimpe facilement. Pronom.

VERTICALEMENT

1. Qui peuvent faire un grand trou. - 2. Prendre la moitié. Une couleur qui change avec les parties. - 3. Sont toujours plats. Sécrétion visqueuse. Vient de Belgique. - 4. Agrément d'autrefois. Supprime. Descend du Caucase. Unit. - 5. Comme une cité ancienne. Coule en Afrique. - 6. Pronom. Dieu, pour les malades. Patrie de philosophes. - 7. Avec un accent grave. Place de charnu. - 8. Servis dans un pub. Fête. Un petit grain. - 9. Dieu. De l'eau douce. Matière pour bouclier. - 10. Plat. Dans les Alpes-Maritimes. Peut marquer le début d'une nouvelle période. - 11. Faire



assuter. Conjonction. - 12. Deux cantons dans l'œu. Note. Comme celui qui vient de prendre un coup de rouge. - 13. Mit en balance. Appartient au passé. Devant végétarienne. - 14. Peut courir dans les prés. Vieux jours. On n'en sort pas toujours facilement. - 15. Qui ont dû s'éloigner. Outragent une reine. Nous évite d'avoir des ampoules.

Solution du problème n° 5586

Horizontalement

I. Pansement. - II. Obéir. Ci. - III. Mercières. - IV. Pif. Guéri. - V. Il. Pe. - VI. Slatomur. - VII. Tétine. Er. - VIII. Est. Smala. - IX. Is. Nua. - X. Ols. Or. - XI. Pralinage.

Verticalement

1. Pompiettes. - 2. Abelles. Or. - 3. Nerf. Attilis. - 4. Sic. Pil. Sel. - 5. Ergeons. - 6. Eu. Memnon. - 7. Ecérne. Aurs. - 8. Nier. Uélé. - 9. Sierra. Ré.

GUY BROUTY

CULTURE

François Rouan dans le labyrinthe

Si l'atelier de l'artiste n'est que luxe, calme et volupté, sa peinture témoigne, selon lui, d'une expérience singulière, paradoxale, dangereuse

CHEZ LES PEINTRES

Chez François Rouan, l'atelier est dans la maison et la maison dans l'atelier. D'un bâtiment industriel en briques long et étroit, il a fait une enfouie de pièces claires où la peinture étend partout son empire. Aux murs, ses œuvres et quelques dessins et aquarelles de Balthus, Léger et Miro. Aux angles et sur les meubles, des maquettes-héaumes africaines. La bibliothèque d'histoire de l'art, très nombreuse et variée, est à l'étage, mais elle étend des dépendances dans le salon. L'atelier est au rez-de-chaussée, et deux pièces au-dessus de lui contiennent peintures et dessins de Rouan, qui les range là, afin de les étudier plus froidement que dans l'endroit même où il les a exécutés.



François Rouan

« Pour la seule fois de ma vie, Balthus m'a donné une véritable leçon de peinture »

Apparence : Apparence de calme du moins car, tout au long de la visite, François Rouan justifie avec ardeur, sinon avec violence, la singularité de sa position et de sa peinture. Il prévient en préambule : « En comparaison de ce que j'ai fait, j'étais un enfant. » A ce point, il évoque son enfance à Montpellier, troublée par la guerre et obsédée par la Résistance.

atelier une dizaine de fois. Balthus travaillait à la seconde version de ses Jours de cartes, qui appartenait à Pierre Matisse, auquel il l'a redonné pour le reprendre. D'abord, il a fait copier une bande de toile pour agrandir le tableau. Pendant trois ans, j'ai vu ce tableau changer sans rien comprendre à ce qui s'y passait.

Un jour, Balthus m'a téléphoné pour que je vienne voir la toile, qu'il jugeait achevée. Au premier plan, devant la table, il avait peint une chaise, une chaise beaucoup trop petite par rapport aux figures. Ne sachant que dire, je lui ai fait remarquer cette disproportion. Alors, pour la seule fois de ma vie, il m'a donné une véritable leçon de peinture : il fallait que la chaise soit trop petite et il fallait surtout les trois petits triangles d'ombre portée qu'il avait peints sous la table. Il avait gardé le tableau des années pour finir par rajouter trois ombres à peine visibles dans un grand tableau ! J'étais médusé...

Ainsi, il a été l'un des rares à rendre visite à Mondrian dans son atelier à Paris, mais il ne le dit pas. Il préfère parler de Piero della Francesca, alors que sa peinture accomplie une réflexion sur l'histoire de la peinture jusqu'à maintenant. Que Rouan ne conçoive pas son art de façon très égoïste, il le laisse dire sans approuver.

incroyable. C'est vague, comme pour indiquer qu'il convient de renoncer à analyser la mécanique de la création.

« Je ne comprends d'ailleurs pas mieux pourquoi est entré dans ma peinture tout un matériel bizarre, les cubes, les empreintes de mains. Une thématique étrange remonte en moi et refait surface. Je n'en sais guère plus là-dessus. »

Autant il hésite à détailler sa technique, autant il défend avec véhémence ses principes esthétiques, à commencer par la notion même de tableau. « Tableau et non pas toile : je tiens au mot, qui est devenu anachronique. Le tableau a une spécificité propre : il se tient en dehors de la pure représentation, où triomphent désormais les images médicales, les scanners, tous les procédés actuels de précision, reproduction et transmission. Le tableau s'établit ainsi contre la dissipation généralisée et la mise à plat des images. Comme le texte de l'écrivain, il doit être un objet de méditation. En lui, la résistance et la délectation s'allient - étrange délectation du reste. Le tableau se regarde à distance, à son autonomie et prend son sens de la sorte, de façon autonome. »

Cet éloge de l'indépendance suscite l'évocation sans nostalgie du climat intellectuel des années 60. « J'étais déjà indéfendable. Par exemple, j'ai appartenu à un groupuscule maoïste, bien avant que Tel Quel ne découvre le maoïsme. Mais ce groupuscule, je l'ai quitté en février 1968. Mauvais moment, non ? En mai 68, je suis resté à distance. J'en ai vu d'autres découvrir leur vérité rue Gay-Lussac, et devenir alors des docteurs. Pour moi, cette voie était déjà sans grand intérêt... Quant à ce qui s'est écrit alors sur la peinture, je ne peux plus en relire une ligne aujourd'hui. Il y avait là le même désir hégémonique de maîtrise, la volonté de quadriller la surface, de contenir la peinture. Que les mêmes hommes, aujourd'hui, enseignent n'est qu'un juste dénouement : hommes de pouvoir ils étaient, hommes de pouvoir ils sont. »

La voix se fait plus dure à mesure que le jugement se précise. « Je ne les considère pas comme mes contemporains au sens plein du terme. Dubuffet est un contemporain. Tout m'indique de Kiefer, de son romantisme, de sa culture allemande - mais c'est un contemporain auquel je veux m'opposer parce qu'il en veut la peine. Buren, lui, n'est pas un contemporain. Est-ce pour se tenir à distance de ce monde de l'art français qu'il condamne si fermement que Rouan a choisi de s'établir à une heure de Paris où il va rarement ? C'était en rentrant de Rome, il me fallait un endroit, des amis m'ont indiqué ce village. J'y vis seul durant la semaine et, de la sorte, je peins autour, que je veux, de dix heures du matin à dix heures du soir. C'est ce qui me fait. »

PHILIPPE DAGEN

Rouan

François Rouan est né le 8 juin 1943 à Montpellier. Elève de Roger Chastel aux Beaux-Arts à partir de 1961, il exécute en 1965 ses premiers « tressages » de papiers et de toiles peintes. De 1971 à 1977, il séjourne en Italie, à la Villa Médicis, où il rencontre Balthus qui en est alors le directeur, et à Sienne. Depuis 1978, il vit et travaille à Laverina, près de Chantilly.

Depuis sa première exposition personnelle chez Lucien Durand en 1971, François Rouan a exposé à plusieurs reprises à New-York dans la galerie Pierre-Matisse et à Paris chez Daniel Templeton en 1987 et 1991. Une rétrospective lui a été consacrée aux Galeries contemporaines du Centre Georges-Pompidou pendant l'hiver 1983-84.

La semaine prochaine : Jean-Pierre Pincemin

« Les institutions culturelles françaises aiment les artistes morts ou en culottes courtes »

De ce principe loin des modes, affirmé avec ce qu'il faut de provocation - « Je suis indéfendable », ainsi-t-il à dire - Rouan fait un critère absolu du jugement de ses contemporains. Il n'est à ses yeux que deux types d'artistes et d'œuvres : ceux qui procèdent « par exposition » et ceux qui procèdent « par tableau ». « La situation française est désastreuse. L'ancien système des Beaux-Arts a été recylé et reconstitué par des artistes qui aspirent au pouvoir - le pouvoir dans les écoles, le pouvoir dans les musées, le pouvoir partout. Je ne parle pas d'artistes sociaux, Buren, Boltanski et Buraglio, qui sont exemplaires de cette catégorie, ont besoin de l'exposition pour déployer leur talent. Une de leurs pièces, considérée séparément, n'a aucune autonomie mais obéit à un seul dessein : l'exposition publique conçue comme démonstration de maîtrise. Le danger, le labyrinthe, ils n'en veulent pas... »

« Du reste, c'est ainsi que les institutions culturelles françaises aiment les artistes : morts, comme Dubuffet que l'on enterre en grande pompe aujourd'hui, ou en culottes courtes, comme ceux que j'ai cités, qui dépendent des musées, et donc du système des Beaux-Arts... Je refuse d'entrer dans ce système. Je ne veux pas de cette méthode, par et pour l'exposition. Voilà pourquoi la nation même de tableau est de nos jours un enjeu culturel et idéologique, une affaire de liberté et de résistance. »

CINÉMA

La mort du réalisateur Luigi Zampa

Un certain « néo-réalisme »

Le cinéaste italien Luigi Zampa est mort jeudi 15 août à Rome à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Né à Rome le 2 janvier 1905, Luigi Zampa se consacre au début des années 30 à la littérature et au théâtre, puis entre au Centre expérimental de cinématographie, la nouvelle école de cinéma créée en 1935. Il en sort diplômé et, à partir de 1938, écrit des scénarios, en particulier pour Mario Soldati et Mario Camerini. Il passe à la réalisation en 1940 mais ne se fait vraiment connaître qu'en 1946 avec *Vivre en paix*. Cette chronique d'un petit village des Apennins découvrant la réalité de la guerre en 1944 se rattache au grand mouvement du néo-réalisme. C'est un succès mondial.

Zampa tourne un drame sur les années de guerre, *Cœurs sans frontières*, avec Gina Lollobrigida et Raf Vallone, et une comédie semi-fantastique, *Pour l'amour du ciel*, avec Jean Gabin.

Son talent s'éparpille désormais, et on retiendra surtout les œuvres dans lesquelles il s'est attaqué avec audace à une certaine violence polémique ou à une certaine violence polémique du début du siècle à l'italienne, en passant par le fascisme : *les Couppables* (1952), *les Années faciles* (1953), *la Belle Romane* (d'après Moravia, 1954), *Nous sommes tous coupables* (1959), *les Années rugissantes* (1962). Du néo-réalisme, Zampa avait gardé la volonté de vérité sociale, mais son esprit satirique ne le portait pas vers l'optimisme, et il avait fini par glisser vers la farce. Sa dernière comédie, *les Monstres* (1979) ne lui rendit pas en France - où ses films tournés après 1967 n'avaient pas été distribués - la notoriété qu'il avait perdue.

JACQUES SICLIER

Cartes postales de l'horreur

Le récit désinvolte d'un épisode particulièrement tragique des crimes nazis

LE CRI DU PAPILLON

de Karel Kachynka

Immense et terrible sujet que celui auquel s'est attaqué le cinéaste tchécoslovaque Karel Kachynka : il raconte le voyage sans retour d'un clown français « invité » par les nazis à Terezin, où ces derniers parquaient les enfants juifs avant de les envoyer dans les camps d'extermination. Il touche ainsi à la mémoire à jamais douloureuse du génocide. Il affronte d'autres thèmes : la place des artistes dans une réalité tragique, les mécanismes de propagande - le miroir antioche doit donner un spectacle aux enfants devant des envoyés de la Croix-Rouge qui en renvoient sont convaincus que le Reich unie bien ses petits déportés.

aux enfants, politesse des geôliers envers « leurs » artistes et répression féroce des prisonniers, double sens du spectacle que le clown mettra en scène avec les gamins, disproportion des enjeux (qui n'est pas admis dans la troupe monte dans le train de la mort).

Mais le malaise vient aussi de la manière dont cette histoire est filmée. Le mélange de désinvolture et d'habileté avec lesquelles Kachynka manie sa caméra, sans jamais paraître s'être demandé comment aborder un tel sujet, est profondément dérangeant. De la menace du génocide ravalé au rang de simple ressort dramatique à l'idylle de roman bourgeois imposée au héros (avec une monitrice jouée par Brigitte Fossey), en passant par l'utilisation racoleuse des mignons petits enfants, le film emprunte les ornements les plus écoulés là où elles sont les moins admissibles. Il y a pourtant bien longtemps déjà que d'excellents esprits ont dit que la mise en scène était affaire de morale...

JEAN-MICHEL FRODON

Les cigales de Hollywood

LA CHANTEUSE ET LE MILLIONAIRE

de Jerry Rees

Les plus jolies actrices de Hollywood ne veulent pas se servir uniquement de leurs appes. Après Michelle Pfeiffer dans *Susie* et les *Baker Boys*, c'est au tour de Kim Basinger de marcher sur les traces de Marilyn ou de la Rita Hayworth de *Gilda* : elle chante, ou plutôt elle fait monter la température avec sa voix. Effet garanti sur Alec Baldwin, milliardaire play-boy amarrant sa vie de garçon avant d'épouser la fille d'un tycoon de Hollywood. Quand il découvre Kim Basinger sur une scène de Las Vegas, il se transforme illuc en Loup de Tex Avery face au torride Cheppon rouge.

Nel Simon, grand fabricant de succès à Broadway, a tiré au petit point sur un canevas convenu cette variation-prétexte à numéros d'actrice, vaguement inspirée du carnet mondain des

années 40-50. En ce temps-là, un magnat de la chaussure épousa quatre fois la même starlette. Donc, à l'écran, mariage forcé (par le bandit Bugsy Siegel), mariage torride, puis convenable, puis d'amour. La vie sentimentale des héros suit son chemin, prévisible quoique mouvementé, commenté par les copains narquois.

De *Just married* en divorces, l'affaire ne manque ni de répliques bien ciselées, ni de belles automobiles d'époque, et mademoiselle Basinger est décidément charmante. Mais la réalisation est si molle que le film ne décolle jamais. Par exemple, lorsque le fiancé promet à son beau-père putatif d'épouser enfin son héritière sous peine d'offrir 500 000 dollars à l'orphelinat voisin, un bon fabricant de comédies américaines d'antan - pas même Lubitsch, juste Norman Taurog - aurait enfilé avec un plan d'orchestre orphelinat subitement enrichi. Il faut un quart d'heure à Jerry Rees pour arriver au même résultat.

J.-M. F.

SPECTACLES

SAMEDI 17 - DIMANCHE 18 AOUT

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

SAMEDI

Aspects du cinéma français : années soixante : le Farceur (1960), de Philippe de Broca, 15 h ; Les Baisers (1963), de Bernard T. Michel, Bertrand Tavernier, Jean-François Haudouy, Claude Berry, Charles Bérch, 17 h ; Rock and Movie : New Wave French Connection (1978), de Gilbert Nimand, 19 h ; la Bouda (1987, v.o. s.t.f.), de Luis Valdez, 21 h.

DIMANCHE

Aspects du cinéma français : années soixante : Les Choses de la vie (1969), de Claude Sautet, 15 h ; Delphine (1969), d'Eric Le Hung, 17 h ; Rock and Movie : Joe c'est aussi l'Amérique (1971, v.o. s.t.f.), de John G. Avildsen, 19 h ; Gamine Shelter (1971, v.o. s.t.f.), de David et Albert Mayes, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : News from home (1977), de Chantal Akerman, 18 h ; Milestones (1975, v.o. s.t.f.), de Robert Kramer, 20 h.

DIMANCHE

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : la Cecilia (1976), de Jean-Louis Comolli, 18 h ; Olivier (1976), 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)

SAMEDI

Les abonnés programment la séance du spectacle : Faut pas s'en faire (1989), de Jean-Pierre Jeunet ; Pierrot le Fou (1965), de Jean-Luc Godard, 14 h 30 ; Encyclopédie du cinéma français : les années 20 (1978), de Claude-Jean Philippe, 18 h 30 ; Atmosphère (1986), de Yann Piquet et Philippe Dorison ; Hôtel du Nord (1935), de Marcel Carné, 18 h 30 ; Atmosphère (1986), de Yann Piquet et Philippe Dorison ; Kalcichy (1971), de Jean Marbœuf, Y a-t-il un Français dans la salle ? (1982), de Jean-Pierre Mocky, 20 h 30.

DIMANCHE

Les abonnés programment la séance du spectacle : Bande-annonce : Une femme est une femme (1961), de Jean-Luc Godard, Cléo de 5 à 7 (1962), d'Agathe Verda, 14 h 30 ; Bande-annonce : La Belle Equipe (1936), de Julien Duvivier, la Bandera (1935), de Julien Duvivier, 16 h 30 ; Les Accidents de la circulation (1988), d'Henri de Turanne et Jean-Noël Delamarre, Périch (1988), de Jack Gasciorowski, Traffic (1971), de Jacques Tati, 18 h 30 ; Rue de Gergovie (1982), de Serge Huot, Porte des Ultras (1987), de René Clair, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; Les Montparnasse, 14 (43-22-52-57) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40).

L'AFFAIRE WALLRAFF (A. v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

ALICE (A. v.o.) : Reflet Logos, 5 (43-54-42-34) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-16).

AN ANGEL AT MY TABLE (info-zélandais, v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6 (45-33-97-77).

L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL (Fr.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

L'APPROCHE FINALE (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

AUX YEUX DU MONDE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (français, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).

BOOM BOOM (Esp., v.o.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Ranelagh, 19 (42-88-64-44).

PARIS EN VISITES

LUNDI 19 AOUT

« La maison de Nicolas Flamel (1407) et autres visages logés parisiens », 10 h 30, métro Pont-Neuf, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris autotour).

« Les franc-maçons célèbres du Paris-Louvre », 14 h 30, métro Edgar-Quinet (V. de Langlade).

« Le Palais de justice, histoire et fonctionnement », 11 heures, 14 h 15 et 16 h 30, métro Châteauneuf, sortie marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les salons de l'Hôtel de Ville (la visite peut être annulée, téléphoner le matin au 45-74-13-31, carte d'identité), 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Louvre (M. Romani).

« L'île Saint-Louis, quartier de la noblesse de robe au dix-septième siècle », 14 h 30, métro Pont-Marie (M.C. Lesnier).

« Les appartements royaux du Louvre et la vie quotidienne de la cour », 14 h 30, 15 h 30, 16 h 30, métro Châteauneuf, sortie marché aux fleurs (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Versailles : les bosquets du parc du château », 14 h 30, cour d'honneur du château, statue de Louis XIV (Office de tourisme).

« Mathématiques sacrées à la Sainte-Chapelle. La véritable des initiées », 14 h 30, sortie métro Cité St. Julien.

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Voies », 14 h 30, sortie métro

CHEB (Fr.-Alg.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A. v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

CHEROKEE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE CID (A. v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 6 (45-74-93-40) ; Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-93-40).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Utopia, 5 (43-28-84-65).

DOUBLE IMPACT (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (43-22-52-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-36-30-40).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).

FATAL GAMES (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-38-14) ; v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LA FRACTURE DU MYOCARDE (Fr.) : Lucarne, 6 (45-44-57-34).

LES FRÈRES KRAYS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC

LA BANDE À PICCOLO. Film américain de Bob Hathcock, Paul Brizzi, Gaston Brizzi, Clive Pallant, Mentas Marone, Rodric, Vincent Woodcock, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (43-22-52-57) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LE CRI DU PAPILLON. Film anglais-franco-italien de Karel Kachyna, v.o. : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Balais, 6 (45-81-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-86).

LA CHANTEUSE ET LE MILLIARDAIRE. Film américain de Jerry Ross, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80) ; Gaumont Champe-Elysées, 8 (43-59-04-57) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-65) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler, 19 (45-22-46-01

ÉCONOMIE

Après Tokyo, les scandales financiers ébranlent New-York

Les têtes tombent à Wall Street

Le « roi » démissionne. Le patron de Salomon Brothers, l'une des principales banques d'affaires de Wall Street, M. John Gutfreund, doit annoncer dimanche son départ, certains de ses collaborateurs ayant commis, il y a quelques mois, de graves irrégularités sur le marché des fonds d'Etat. Il y a deux jours, les dirigeants de la First American Bankshares, l'une des principales banques de Washington, impliqués dans l'affaire de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), avaient déjà été poussés à la démission par la Réserve fédérale (le Monde du 15 août).

Comme à Tokyo donc, où la série en cours de scandales financiers provoque une hécatombe parmi les dirigeants des grandes maisons de titres (le ministre de l'économie, M. Hashimoto, lui-même, pourrait être conduit à la démission au cours de la semaine à venir), l'establishment new-yorkais - dont M. Gutfreund est un éminent représentant - est à son tour frappé. Sa décision est courageuse, mais sans doute normale outre-Atlantique. Imagine-t-on le président d'une banque française annonçant sa démission parce que l'un de ses cadres aurait commis quelque infraction ou qu'il aurait engagé des sommes importantes sur quelque aventure du cinéma ? Aux Etats-Unis comme au Japon, le « chairman » est responsable devant son conseil des faits et méfaits de ses collaborateurs. Il ne peut invoquer l'ignorance. L'intérêt de la firme prévaut sur celui du dirigeant. Comme il l'affirme, M. Gutfreund quitte la présidence de Salomon pour sauver l'affaire. Il ne saurait cependant être question de faire preuve de naïveté. Les démissions en série, au Japon comme aux Etats-Unis, sont parfois de « vrais-faux » départs. Comme le rappelle avec ironie l'hebdomadaire britannique *The Economist* (daté du 17 août), le patron de Nomura Securities, la principale maison de titres mondiale, a déjà démissionné deux fois. Il est toujours employé par la puissante institution. Même s'il quitte Salomon, M. Gutfreund ne devrait pas rencontrer de difficultés pour retrouver du travail. Et on ne sait pas si les fraudes révélées n'ont pas été couvertes, en toute connaissance de cause, par le patron de Salomon, un homme réputé pour tenir son affaire bien en main. Les temps sont durs à Wall Street. Il peut parfois être tentant de prendre quelques risques supplémentaires, quitte à oublier, un temps, les règles et l'éthique des affaires.

ERIK IZRAELWICZ

Baisse des prix de 0,2 % en juillet

L'inflation se ralentit en Grande-Bretagne

L'indice britannique des prix à la consommation a enregistré une baisse de 0,2 % en juillet, a annoncé vendredi 16 août l'Office central des statistiques. Cet excellent résultat ramène la hausse des prix en rythme annuel à 5,5 % en juillet contre 5,8 % en juin, alors qu'elle avait atteint jusqu'à 10,9 % à l'automne dernier. Le gouvernement s'est fixé un objectif de hausse des prix limitée à 4 % pour l'ensemble de 1991. Le ralentissement de la hausse des prix devrait permettre la poursuite de la politique d'assouplissement du crédit. Le taux de base de la Banque d'Angleterre est déjà passé de 15 % à 11 % depuis octobre 1990.

Les dirigeants de Salomon Brothers démissionnent

Deux des trois principaux dirigeants de la maison de titres new-yorkaise Salomon Brothers, MM. Gutfreund et Strauss, ont annoncé, vendredi 16 août, leur intention de démissionner, dimanche 18, à l'occasion d'une réunion exceptionnelle du conseil d'administration de leur société. Bien qu'informés dès avril d'irrégularités commises par des collaborateurs de la firme sur le marché des fonds d'Etat, ils n'en ont averti les autorités qu'il y a quelques jours (le Monde du 16 août).

WASHINGTON

correspondance

Les dirigeants de Salomon Brothers (SB), une des trois plus importantes institutions financières autorisées par le gouvernement à opérer sur le marché des bons du Trésor, ont annoncé leur démission. M. John Gutfreund, une des personnalités les plus marquantes de Wall Street, souvent appelé « le roi » en raison de son autorité, chairman de la célèbre maison de titres, ainsi que M. Thomas Strauss, président de la société, ont expliqué leur décision par le souci de protéger leurs neuf mille

employés ainsi que leurs clients. « Nous ne pouvons accepter que notre regrettable erreur de n'avoir pas agi rapidement, quand nous avons appris en avril un achat non autorisé, pénalise notre institution », ont-ils déclaré.

Les dirigeants de SB s'efforcent de limiter les dégâts causés par la révélation que trois courtiers de la société avaient, à plusieurs reprises, acheté des bons du Trésor au-delà de la limite de 35 % imposée par la réglementation à chaque société habilitée à intervenir sur le marché des bons du Trésor. En outre, les courtiers avaient procédé à des achats pour le compte de clients qui ne leur en avaient pas donné mandat.

Une faute majeure

Mais la faute majeure des dirigeants de Salomon Brothers est de n'avoir pas fait connaître aux autorités fédérales les achats faits par leurs subordonnés dont ils avaient pris connaissance dès avril. Cette défaillance porte un coup sévère à la bonne réputation de SB. Elle entame le climat de confiance nécessaire au bon fonctionnement d'un marché important (119 milliards de dollars par jour) où les nouvelles émissions de bons du Trésor sont vendues pour financer l'énorme dette

nationale (2,2 trillions de dollars). Les opérations de ce marché reposent essentiellement sur la bonne foi et l'honneur de ceux qui y participent. En quelque sorte, les dirigeants de SB ont failli à leur obligation fondamentale. De ce fait, l'enquête pourrait aboutir non seulement à des sanctions financières mais aussi à faire perdre à Salomon Brothers son statut de principal opérateur sur ce marché.

D'autre part, SB est actuellement l'objet de diverses enquêtes du ministère des finances, de la Réserve fédérale, de la commission de surveillance de la Bourse et du ministère de la Justice concernant d'éventuelles violations des règlements du marché mais aussi des infractions à la loi antitrust. Craignant que le scandale ne prenne une trop grande ampleur, plusieurs clients ont laissé prévoir qu'ils pourraient réexaminer leurs relations avec Salomon Brothers, dont les actions à Wall Street ont brutalement baissé.

M. Warren Buffett, l'un des principaux actionnaires individuels de Salomon Brothers, un homme d'affaires connu à Wall Street, devrait être nommé, à titre provisoire, chairman et CEO (PDG) de la maison de titres.

HENRI PIERRE

REPÈRES

CONJONCTURE

Limitation du déficit commercial aux Etats-Unis...

Les Etats-Unis ont enregistré en juin leur plus faible déficit commercial depuis juin 1983, a annoncé vendredi 16 août le département du commerce. En données corrigées des variations saisonnières, le déficit s'est élevé à 4,02 milliards de dollars (24 milliards de francs), contre 4,79 milliards (chiffre révisé) en mai. Ce résultat porte le solde commercial du premier semestre, calculé en rythme annuel, à 60,5 milliards de dollars. En 1987, les échanges commerciaux des Etats-Unis avaient enregistré un manque à gagner de 152 milliards, qui a commencé à se résorber depuis.

La diminution du déficit en juin s'explique principalement par la contraction simultanée des importations et des exportations, conséquence de l'affaiblissement

de l'activité économique. Les Etats-Unis ont accru leur déficit avec le Japon (à 3,2 milliards), mais maintenu un solde excédentaire avec les pays de la CEE (+ 1,7 milliard).

...Et redressement de la production industrielle

Pour le quatrième mois consécutif, la production industrielle a augmenté en juillet aux Etats-Unis, confirmant les espoirs de reprise de l'activité, a annoncé vendredi 16 août la Réserve fédérale. L'augmentation de 0,5 % enregistrée en juillet fait suite à une hausse (révisée) de 0,6 % en juin et de 0,7 % en mai.

En dehors de la production automobile, qui a fait un bond de 10 % en juillet, l'indice s'est inscrit en hausse de 0,4 %. La production industrielle avait baissé de manière continue entre octobre 1990 et mars 1991.

L'aviation civile américaine met hors service un système équipant les Boeing 767

La direction de l'aviation civile américaine (FAA) a ordonné, vendredi 16 août, aux compagnies américaines de mettre hors service le système d'inversion de poussée équippant les moteurs de certains Boeing 767. Cette décision intervient trois mois après l'accident d'un 767 de Lunda Air suite à son décollage de Bangkok. Si l'enquête n'a pas prouvé la responsabilité du système d'inversion de poussée dans cette catastrophe, qui a fait 223 victimes le 16 mai, des « problèmes techniques dans leur système de contrôle » semblent avoir été possibles.

Selon un porte-parole de la FAA, 168 des 382 appareils en service dans le monde sont concernés par cette mesure. Celle-ci immobiliserait les appareils mais en modifierait l'exploitation, les systèmes d'inversion de poussée permettant d'utiliser des pistes plus courtes. En France, ne volant que deux ou trois Boeing 767 seulement, les compagnies de la DGAC étudient la question de savoir si ces appareils sont concernés.

Les problèmes liés à l'augmentation du trafic

«L'absence de choix gouvernementaux dans les transports mène à l'asphyxie» estime la Fédération des associations d'usagers

«Bouchons de 15 kilomètres sur l'autoroute A 10...»

«20 kilomètres au pas au tunnel de Fourvières...» «La rocade de Bordeaux est saturée...» : la France retrouve ses embouteillages routiers traditionnels de l'été et, pour M. Jean Sivadrière, secrétaire général de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), ce retour à la normale confirme que le ralentissement des déplacements constaté en France depuis le déclenchement de la guerre du Golfe n'était qu'une parenthèse. Selon lui, l'explosion de la mobilité depuis 1986 conduit à des thromboses qui se généraliseront si le gouvernement persiste à favoriser l'automobile.

Selon la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT), la mobilité des personnes n'est pas près de décroître. « L'augmentation du pouvoir d'achat, le fractionnement des déplacements en congés, l'éclatement des familles, la multiplication des déplacements professionnels et des déplacements domicile-travail laissent à penser que les voyages se multiplieront », estime M. Jean Sivadrière, son secrétaire général. Dans le domaine des marchandises, la tendance est identique en raison de la spécialisation des centres de production, de la pratique des flux tendus, de la réduction des stocks et de l'ouverture des frontières. « Ne s'attend-on pas à une croissance de 50 % du trafic des marchandises, toutes catégories confondues, dans les dix prochaines années ? »

Face à cette inflation des trafics, la FNAUT juge que les réponses des pouvoirs publics ne sont pas appropriées en ce domaine et, malgré de sérieux efforts dans le domaine du métro (METEOR) et du RER (Eole), elle estime qu'il n'existe pas de politique régionale digne de ce nom et que l'on continue de dépenser deux fois plus pour la route que pour les transports en commun.

Le constat est le même pour les villes de province : hormis quelques réussites à Grenoble ou à Nantes, la pénurie est le lot des transports publics. L'Etat n'aide pas les villes à arbitrer entre le tramway, le bus ou le métro léger VAL.

« En conséquence, explique M. Sivadrière, les élus locaux sont fascinés par les tunnels, les rocade, les bretelles et les parkings. Comme ils continuent à croire à quelques fausses vérités, par exemple : les infrastructures décongestionnent, et comme l'Etat persiste à ne faire aucun choix entre l'autoroute, le

TGV et le canal, à ne pas harmoniser les schémas directeurs autoroutiers et le TGV, on développe le réseau autoroutier à tout va, on parle de trois rocade pour Lyon alors que la première n'est pas achevée. Gap se voit la Chamonix du Sud, grâce à l'autoroute, etc. A poursuivre dans cette direction, l'asphyxie est certaine, aussi bien en zone urbaine qu'en zone campagne. Un ministre parlait de faire rouler les camions en convois sur l'autoroute du Nord pour remédier à l'engorgement... »

L'exemple allemand

Les usagers des transports affirment que la politique menée en faveur des infrastructures lourdes favorise le développement des grands centres urbains et accélère la désertification de l'espace rural. Ils dénoncent les atteintes portées à l'environnement par les autoroutes qui pénètrent, par exemple, le parc des volcans d'Auvergne. Ils regrettent que ce soit la population la plus modeste qui pâtisse le plus des nuisances - sonores notamment - des nouvelles infrastructures parce qu'elle ne peut choisir le lieu de son habitat.

« Il nous semble qu'il faudrait repenser la politique des transports », affirme M. Sivadrière. D'abord jouer à fond la carte du transport collectif en ville ; ensuite parler pour les déplacements interurbains sur le chemin de fer et pas seulement le TGV. Le secrétaire général de la FNAUT propose qu'enfin les poids lourds paient mieux les infrastructures qu'ils ne financent, selon lui, que pour moitié. Il propose que les forces de l'ordre surveillent convenablement les charges maximum des véhicules et le temps de conduite des conducteurs.

Il pense, d'autre part, que des ressources nouvelles de financement - par exemple quelques centimes prélevés sur le litre de carburant - pourraient donner aux transports collectifs le coup de pouce indispensable. « Nos propositions sont réalistes, conclut-il. Elles s'inspirent de l'exemple des autres pays européens qui nous distancient sérieusement dans ce domaine. Les Suisses utilisent trois fois plus les transports urbains que les Français et ils refusent les poids lourds étrangers chez eux. Puisque le premier ministre ne tarit pas d'éloges sur l'Allemagne, rappelons-lui que, dans ce pays, le tramway est un mode de déplacement essentiel et qu'on y subventionne la « route routière », ces trains sur lesquels on met les camions pour limiter leurs nuisances. Chaque fois qu'un camion est transporté pendant 500 kilomètres sur un wagon, la collectivité économise 1 000 francs. N'est-ce pas une bonne politique ? »

ALAIN FAUJAS

Mettant fin à quatre décennies de socialisme

Le gouvernement de M. Rao souhaite libéraliser l'économie indienne

Tout au long du mois de juillet, le nouveau premier ministre indien, M. P. V. Narasimha Rao, a présenté des mesures en faveur d'une profonde libéralisation de l'économie. Les observateurs étrangers s'interrogent sur sa capacité à faire appliquer son programme de réformes.

NEW-DELHI

correspondance

Ouverture aux investissements étrangers, suppression de nombreux secteurs de l'obligation d'obtenir des licences pour lancer un projet industriel, libéralisation du commerce extérieur, forte dévaluation de la monnaie pour encourager les exportations, mesures impopulaires pour réduire le déficit budgétaire : c'est une véritable révolution économique que M. Ramasimha Rao a proposée pour sortir l'Inde d'un socialisme poussiéreux et xénophobe, qui a eu pour effet d'étouffer le développement dans un carcan de règlements au milieu desquels les fonctionnaires indiens eux-mêmes ont du mal à se retrouver.

Le véritable artisan des réformes, le ministre des finances, M. Manmohan Singh, a expliqué que le pays plonge dans sa plus profonde crise économique depuis l'indépendance, n'avait pas le choix. Les réserves de changes en juillet ne représentaient plus que deux semaines d'importations. New-Delhi en était réduit à vendre de l'or pour faire face à ses créanciers étrangers

(le Monde du 10 juillet), avec une dette extérieure de l'ordre de 72 milliards de dollars et un déficit budgétaire atteignant près de 8,5 % du produit intérieur brut.

La tâche est d'autant plus ardue et les objectifs difficiles à atteindre que le gouvernement du Congrès ne dispose pas de la majorité absolue au Parlement, et qu'il a déjà dû reculer sur un des points les plus impopulaires de son budget. En effet, afin de réduire le déficit budgétaire, il prévoyait de supprimer les subventions accordées aux agriculteurs pour l'achat d'engrais, ce qui se serait traduit par une hausse de 40 % de leurs prix. Devant l'opposition de gauche et des émeutes qui ont fait plusieurs morts dans le Sud, la subvention a été rétablie pour les paysans les plus pauvres et l'augmentation du prix des engrais ramenée à 30 % pour les autres.

Haro sur la bureaucratie

Dans le domaine du commerce extérieur, les traits saillants des réformes déjà décidées sont la suppression des licences d'importation pour les biens d'équipement et les matières premières d'ici trois ans, ainsi que celle des subventions à l'exportation. Ce qui devrait mettre fin à de longues attentes et à une paperasserie inutile et source de corruption.

Simultanément, des encouragements à l'exportation ont été annoncés. Les exportateurs sont désormais autorisés à conserver 30 % de leurs gains nets en devises au lieu de 5 % à 10 % jusqu'à pré-

sent, sous la forme de documents librement négociables. L'évolution de ceux-ci déterminera le prix du dollar, l'objectif étant de faire de la roupie une monnaie convertible d'ici trois ans.

La mesure la plus spectaculaire de la nouvelle politique industrielle du gouvernement Rao est l'abolition des licences dans un grand nombre de secteurs. Jusqu'à présent, elles étaient obligatoires pour construire une usine et déterminer sa capacité de production. Quelques secteurs clés restent toutefois soumis à cette obligation, tels que charbon, pétrole, sucre, produits chimiques dangereux, médicaments, ainsi que l'industrie automobile, les réfrigérateurs, l'alcool et les cigarettes.

La décision de porter à 51 % et dans certains cas jusqu'à 100 % la part des investissements étrangers autorisés dans le capital des entreprises indiennes est aussi une grande nouveauté. Certains secteurs sensibles devront rester sous contrôle national. Mais les industries désormais ouvertes aux capitaux étrangers incluent la métallurgie, l'électronique, les télécommunications, les transports, les machines industrielles et agricoles, l'hôtellerie et le secteur agroalimentaire.

Enfin, le secteur public devrait être réduit aux industries d'intérêt national comme l'armement, le nucléaire, le charbon et les chemins de fer. Les entreprises publiques « malades » vont être « examinées » et seront éventuellement fermées.

Il y a dix-huit ans, cédant à la pression de la gauche, le gouvernement de M. Indira Gandhi avait contraint les compagnies étrangères à réduire à 40 % leur participation

dans leurs filiales indiennes, et interdit à celles qui refusaient de se développer et de diversifier leur production. De nombreuses compagnies, notamment IBM, avaient préféré quitter le pays.

Cette législation, connue sous le nom de FERA (Foreign Exchange Regulation Act), avait contribué à mettre quasiment fin aux nouveaux investissements étrangers dans ce pays de 850 millions d'habitants. Ils représentent actuellement seulement quelque 425 millions de dollars, loin derrière l'Indonésie, la Malaisie ou la Chine.

Des mesures «révolutionnaires»

L'Inde ne peut plus se permettre de rester isolée. Elle doit s'adapter à un monde en changement afin de reprendre la place qui lui revient à l'approche du vingtième siècle, a expliqué le gouvernement, reconnaissant sans le dire l'échec du socialisme à la Nehru, qui avait surtout servi, au travers de ses règlements, de ses règles et de ses interdictions, à gonfler l'administration et à encourager la corruption.

Ce train de mesures «révolutionnaires», «courageuses» et «historiques», comme le dit la presse indienne, a été très bien accueilli par la plupart des milieux d'affaires, à commencer par la Bourse, qui a continué sa montée déjà provoquée par le retour au pouvoir du Congrès. Mais il reste à voir comment, une fois la loi de finances adoptée par le Parlement, les décrets d'application seront libellés et appliqués. Pour l'instant, l'été aidant, les représentants des compa-

gnies étrangères ne se bousculent pas encore à New-Delhi. Ils ne cachent pas qu'ils préfèrent attendre un peu plus, afin de voir quelle sera la détermination du gouvernement à faire appliquer ses décisions.

En fait, les réformes ont suscité autant d'incrédulité que d'intérêt. On craint, par exemple, de voir des armées de fonctionnaires, chargés jusqu'à présent de délivrer des licences, faire tout ce qu'ils pourront contre un «ordre nouveau» qui signifie la fin de leur raison de vivre. Mais, en même temps, on sait que le gouvernement a tout intérêt à faire pression en faveur des réformes. Dans un premier temps, parce que le pays a un urgent besoin d'argent étranger, il faut donner confiance aux investisseurs. Et, à plus long terme, comme l'a expliqué le premier ministre, rattraper le retard dans la course vers le vingt et unième siècle.

Même si l'environnement indien reste difficile, le pays offre pour les investisseurs étrangers des perspectives alléchantes dans certains domaines, ceux notamment des télécommunications, des transports et de la métallurgie. Pour l'instant, il n'est pas dans les intentions du gouvernement de favoriser les industries de biens de consommation, au contraire. Mais les étrangers savent qu'ils ont intérêt à être prêts à intervenir sur le vaste marché potentiel que constitue une classe moyenne évaluée entre cent et deux cents millions de personnes.

MARIE DESCHAMPS

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 12 AU 16 AOUT

PARIS

Un étrange vent de hausse

INDICE CAC 40

+ 2,05 %

Pour la première fois depuis la fin de la guerre du Golfe, les investisseurs ont été surpris par une hausse de l'indice CAC 40 de 2,05 %.

Après une semaine de hausse, les investisseurs ont été surpris par une hausse de l'indice CAC 40 de 2,05 %.

Des trois séances de cette semaine écoulée par le long week-end de l'Assommoir, la première fut peut-être l'exception. Et encore. Sans se poser de question, comme tous les lundis, le marché prit légèrement du recul (- 0,18 %). Pour mieux sauter sans doute. Ce qui fut mardi, à la surprise générale quand même, avec un joli bond de 1,60 %, qui allait permettre à l'indice CAC 40 de repasser,

pour la première fois depuis le 20 juin, la barre des 1 800 points. Ce saut ne fut pas le dernier. Mercredi, à la veille du premier des deux plus longs week-ends boursiers de l'année, le mouvement de hausse se poursuivit. Au ralenti certes, mais son ampleur fut suffisante (+ 0,63 %) pour que le mercure du thermomètre s'installât confortablement dans sa nouvelle zone d'altitude. Bref, entre les 9 et 14 août, le fameux «CAC» a grimpé de 2,05 %. Du rarement vu au mois d'août, surtout dans un laps de temps aussi court. Qui plus est, c'est la plus forte hausse enregistrée sous les «Gris» depuis le 31 mai dernier.

Un absent le syndrome du 15 août

«Vous avez dit bizarre?», plaisantait en souriant un gérant de portefeuille, un des rares à être resté solide au poste. Pour le moins, la quasi-certitude d'une hausse des taux d'intérêt allemands, devenue effective jeudi, aurait dû inciter les investisseurs à observer un extantisme prudent. Car dans tous les cas de figure, c'est un mauvais coup pour l'économie française. Très embarrassés, les analystes et autres «traders» avouaient n'y pas comprendre grand-chose. Les investisseurs se sont-ils fait une raison, face à un événement

devenu inévitable, en jouant le fait accompli, voire une moindre sévérité de la Bundesbank dans le durcissement de sa politique monétaire? Quelques-uns l'assuraient dans les tranches.

Effectivement, M. Helmut Schlesinger, le nouveau patron de la Bundesbank n'a pas eu la main trop lourde, de sorte qu'avec un taux d'inflation moins élevé de ce côté du Rhin que de l'autre, la Banque de France ne devrait pas avoir à toucher au loyer de l'argent pour défendre le franc en apparence à l'abri des remous. En revanche, tout espoir d'une baisse des taux français est exclu. Les boursiers se consolent-ils de ce statu quo? Une chose est au moins certaine : le fameux syndrome du 15 août n'a pas exercé ses effets sur le marché.

À l'évidence, les investisseurs ont choisi un scénario rose. Malgré la certitude acquise par les experts de la Banque de France qu'aucune franchise reprise de l'expansion mondiale ne se produira avant 1992, l'espoir revient lentement sur les chances d'une amélioration de la situation économique de l'automne. Plusieurs raisons sont invoquées : très contestées, voire d'une dizaine de jours, les chances d'un redémarrage en Grande-Bretagne se confirment. Outre-Atlantique, les nouveaux ratés de la reprise (baisse des ventes de voitures, hausse des demandes

d'allocation-chômage) rendent très probable, grâce à une inflation contenue, un nouvel assouplissement des conditions de crédit. Enfin, émergeant quelques spécialistes, on ne relèverait d'un quart de point le Lombard (taux de base des avances sur titres). M. Helmut Schlesinger a voulu éviter de mettre l'économie allemande en péril.

Conclusion : la France pourrait bientôt commencer à tirer partie d'un environnement moins menaçant. Encouragés par ce sentiment et, le facteur technique aidant, les investisseurs n'ont pas répugné à reprendre des positions, surtout vu la faiblesse de nombreux cours (Paris figure parmi les places financières actuellement les moins chères). Ajoutons que ce retour à un optimisme raisonné a été également favorisé par la promesse de Peugeot d'améliorer ses résultats pour la deuxième semaine. Avec le lancement de la 106 à l'autonomie, M. Jacques Calvet a des chances de gagner son pari. Inutile de le préciser : l'action du Lion de Sochaux fut ces derniers jours très entourée et s'offrit un petit galop (+ 6,1 %), contribuant à nourrir le mouvement général de reprise du marché. Alors, cet inhabituel vent de hausse justifie-t-il une belle fin d'été Rue Vivienne?

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Attentisme

INDICE DOW JONES

- 0,94 %

Encore une semaine pour rien, ou presque, à Wall Street. Après quelques hésitations, les valeurs américaines ont légèrement baissé (- 0,94 %) faisant repasser l'indice Dow Jones au-dessous de la barre des 3 000 points, pourtant franchie pour la cinquième fois de l'histoire le 12 août.

Les affaires n'ont cependant pas manqué avec 915,72 millions de titres échangés au total, soit 17,4 % de plus que huit jours auparavant. Mais une sorte de méfiance s'installe sur le marché. Les inquiétudes concernant les résultats des entreprises ne se sont pas atténuées. Et les dernières statistiques économiques, pour juillet notamment, ont renforcé l'idée que la reprise ne serait pas aussi vigoureuse, et de loin, pour permettre à celles-ci de franchir le mauvais cap sans trop de casse. Des statistiques, au demeurant, toujours assez mitigées, avec du bon côté l'augmentation des ventes au détail (+ 0,5 %), une faible inflation (+ 0,2 %), la hausse de la production industrielle (+ 0,5 %) et du taux de capacités industrielles (de 79,5 % à 79,7 %), de l'autre, la nouvelle chute des ventes de voitures pour la première décade du mois d'août (- 9,6 %), l'augmentation des demandes d'allocation-chômage et un déficit commercial, dont la baisse est très contestée. Bref, la confusion s'accroît sur la vigueur du redémarrage économique. Phénomène «boule de neige».

devant les hésitations du Dow à se maintenir au-dessus de 3 000 points, les investisseurs hésitent à s'engager.

Dans ces conditions, «le potentiel de hausse de Wall Street est quelque peu limité», souligne M. Steven Goldman, analyste chez Weeden and Co. Pour ne rien arranger, le scandale qui secoue la firme de courtage Salomon Brothers, ces «fameux maîtres du monde», coupables de tricheries sur le marché des fonds d'Etat, jette un ombre de suspicion sur une profession quelque peu mal en point.

Indice Dow Jones du 16 août : 2.968,02 (c. 2.996,20).

	Cours 9 août	Cours 16 août
Alcoa	68 3/8	67 1/2
ATT	39 5/8	39 1/8
Boeing	46 3/8	46 1/4
Chase Man. Bank	19 1/4	19 1/4
De Post de Memphis	48 1/8	47 1/2
Eastman Kodak	40 5/8	40 1/2
Exxon	57 1/2	57 1/2
Ford	31	30 7/8
General Electric	73 5/8	72
General Motors	38 1/8	37 1/2
Goodyear	38 3/4	38 3/4
IBM	98 7/8	96 1/2
ITT	59 3/4	58 5/8
Mobil Oil	66 1/4	66 1/8
Pfizer	63 3/4	64 1/2
Schlumberger	68 7/8	67 1/2
Texasco	63 1/4	61 7/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	142 3/4	138 1/8
Union Carbide	71 7/8	71 3/8
United Tech.	45 3/4	45 7/8
Westinghouse	22 3/4	22 1/2
Xerox Corp.	55 1/8	55

TOKYO

Baisse d'été

INDICE NIKKEI

- 2,6 %

Quatre séances sur cinq en repli, l'indice Nikkei au-dessous de la barre des 23 000 points et, au total, - 2,6 % de baisse : la semaine du 15 août a pour la deuxième fois de suite été de mauvaise qualité. Ce qui n'a pas eu l'air de chagriner beaucoup les investisseurs japonais. «C'est la traditionnelle semaine de vacances des investisseurs japonais», ont déclaré les honorables investisseurs japonais. Excuse à la japonaise ou réalité? En tout cas, l'activité, tout en demeurant assez faible même pour cette période de l'année, a tout de même un peu augmenté avec 204,6 millions de titres traités en moyenne quotidiennement contre 171,1 millions la semaine précédente.

Deux menaces pèsent sur le marché. La première concerne les résultats semestriels des entreprises, dont beaucoup s'attendent que la majorité d'entre eux soient

en baisse. La seconde se rapporte au marché lui-même. La semaine prochaine, les investisseurs travailleront à terme pour devoir reconstruire leurs couvertures. Avec les chutes de cours récentes, beaucoup vont devoir remettre la main au porte-monnaie. Il y a de fortes chances que l'argent nécessaire sera procuré par des ventes de titres. Dans ces conditions, les rares investisseurs présents sont, pour la plupart, restés l'arme au pied.

Indices du 16 août : Nikkei 22.814,37 (c. 23.434,62); Topix, 1.755,94 (c. 1.804,81).

	Cours 9 août	Cours 16 août
Akai	1 110	1 060
Bridgestone	1 050	1 020
Canon	1 530	1 450
Fuji Bank	1 600	1 580
Honda Motor	1 450	1 420
Matsushita Electric	1 640	1 600
Mitsubishi Heavy	704	665
Sony Corp.	6 850	5 750
Toyota Motor	1 610	1 540

FRANCFORT

Trois de hausse + 1,29 %

Troisième semaine de hausse à Francfort, mais une hausse ponctuelle par de l'irrégularité et, qui malgré sa relative ampleur (+ 1,29 %), reste à confirmer.

La bourse allemande a en effet accueilli avec tiédeur la décision de la Bundesbank de relever ses taux directeurs, non pas qu'elle ne l'approuve pas. Mais le quart de point appliqué sur le Lombard (taux de base des avances sur titres) lui a semblé trop faible pour parvenir à ralentir le dérapage inflationniste. Sur le parquet, beaucoup attendent avec curiosité l'indice des prix à la consommation, publiable à la fin de la semaine prochaine. L'activité est restée très modérée avec 23,24 milliards de DM de transactions (- 0,7 %) sur les huit places.

Indices du 16 août : DAX, 1.653,33 (c. 1.632,21); Commerzbank, 1.932,90 (c. 1.913,40).

	Cours 9 août	Cours 16 août
ABG	197	198
BASF	237,50	242,60
Bayer	274,50	278,10
Commerzbank	261	261,50
Deutschebank	455	462
Hochtief	238,50	243,90
Karstadt	288,50	288
Mannesmann	269,50	270
Siemens	667,10	664,50
Volkswagen	371,50	372

LONDRES

Records en série + 2 %

La forme pleinement retrouvée, le London Stock échange a cette semaine pulvérisé ses records pour s'adjuger un gain final de 2 %. Après avoir paru complètement utopiques, les perspectives de reprise économique se sont confirmées. Les dernières statistiques publiées en témoignent avec, en juin, la hausse la plus forte que prévoyait la production industrielle (+ 3 %), mais aussi de la production manufacturière (+ 0,2 %) et des ventes au détail (+ 1,5 %). S'ajoutent à cela le retour à 5,5 % en juillet du taux d'inflation et des résultats d'entreprises moins mauvais qu'attendus. Il n'en a pas fallu davantage pour inciter les investisseurs à prendre des positions.

Indices «FT» du 16 août : 100 valeurs, 2.621 (c. 2.570,6); 30 valeurs, 2.041,9 (c. 2.005,5); Fonds d'Etat, 85,35 (c. 84,68); mines d'or, 179,4 (c. 179,3).

	Cours 9 août	Cours 16 août
Bowater	6,56	6,65
BP	3,36	3,32
Charter	4,95	5,10
Courtauld	4,45	4,64
De Beers	16,37	17
Glaxo	12,85	13,43
GUS	16,00	16,80
ICI	13,33	13,25
Rovers	8,36	8,57
Shell	5,15	5,26
Unilever	7,55	7,57
Vickers	1,90	2,05

Dans une étude consacrée à la situation financière des PME

La Banque de France soutient l'idée d'allègements fiscaux spécifiques aux petites et moyennes entreprises

Encore trop endettées. La Banque de France qui a analysé la situation financière des petites et moyennes entreprises de l'Hexagone a rendu son verdict au début de cette semaine. Les PME, qui emploient deux salariés français sur trois, n'ont pas les assises financières suffisamment solides pour intégrer le grand marché unique de 1993 dans la sérénité, constate l'institut d'émission. Ses experts proposent, outre l'accroissement des enveloppes de prêts bonifiés, l'allègement des prélèvements fiscaux et l'amélioration de la déductibilité des dividendes pour encourager les concours d'actionnaires.

Jamais les PME n'auront été à ce point assaillies. En publiant, mardi 12 août, les travaux de la centrale des bilans sur la situation financière des PME, la Banque de France est venue apporter sa contribution à un édifice de plus en plus fourni d'études spécialisées. Celle-ci tombe au moment opportun. Un plan gouvernemental axé sur les PME et actuellement en chantier sera dévoilé à la rentrée, probablement le 16 septembre. De premières mesures visant à renforcer la solidité financière des entreprises de moins de 500 salariés ont été annoncées.

Le relèvement du plafond des dépôts sur les comptes pour le développement industriel, les Codeli (le Monde du 20 juin), d'ores et déjà été présenté comme une action essentielle visant à accroître les enveloppes de crédits bonifiés à la disposition des petites et moyennes entreprises. Le diagnostic livré par l'institut d'émission justifie cette attention particulière. Mais les experts de la Ban-

que laissent entendre que la seule procédure d'extension des enveloppes de prêts bonifiés ne suffit pas. Tout d'abord, soulignent-ils, en dépit d'une amélioration sensible dans la seconde moitié des années 80, l'autonomie financière des petites et moyennes entreprises françaises - c'est-à-dire leur capacité à financer leur développement sur leurs ressources internes - reste limitée. De 1983 à 1989, le taux d'endettement des PME est passé de 54 % à 45 % dans l'industrie, de 78 % à 66 % dans le commerce et enfin de 47 % à 41 % dans le secteur bâtiment, génie civil et agricole. Cette évolution favorable s'est néanmoins révélée insuffisante pour permettre aux PME de rattraper leur retard sur certaines de leurs concurrentes étrangères, estiment les auteurs de l'étude. Les capitaux propres représentaient en moyenne 30,6 % du total du bilan des PME françaises en 1988 contre 36,4 % en Belgique et 43,3 % en Espagne.

Ce poids excessif de l'endettement a des raisons connues. Les PME françaises ont plus que d'autres tendance à y recourir du fait de la faiblesse des concours apportés par leurs

actionnaires. Ces derniers ne jouent pas tout le temps leur rôle. Et cette singularité les vulnérabilise d'autant. Elle ne leur a pas permis d'alléger le poids de leurs charges financières, comme les grandes entreprises s'y sont consacrées tout au long des années 80. Pour remédier à ce handicap, les auteurs de l'étude préconisent un certain nombre d'actions, parmi lesquelles l'extension des prêts bonifiés sur ressources Codeli, dont le principe a déjà été adopté. Embellissant les petites entreprises, ils recommandent surtout aux pouvoirs publics d'alléger les prélèvements fiscaux sur les PME. On sait qu'à l'heure actuelle, l'introduction d'une certaine progressivité dans l'impôt sur les sociétés au bénéfice des petites entreprises fait, au sein du gouvernement, l'objet de débats (le Monde du 13 août). La Banque de France suggère, enfin, d'encourager les concours des actionnaires par des dispositifs d'incitation fiscale (en assouplissant, par exemple, le régime de déductibilité des dividendes alloués aux actions et parts représentatives d'apports en numéraire).

Philippe négocié avec Sony un droit de licence pour la cassette numérique. Le groupe néerlandais Philips et le géant japonais Matsushita, inventeurs du système d'enregistrement sur cassette dit DCC (Digital Compact Cassette), sont en pourparlers avec Sony, qui a manifesté son intérêt pour acquérir une licence de production de ce produit. La production de DCC par les trois plus grandes entreprises mondiales dans le secteur signifierait une percée pour la standardisation de ce système au niveau mondial.

Sony avait lancé il y a quelque

temps un «Minidisc» - genre de petit disque compact - avec capacité d'enregistrement. Selon le porte-parole, Philips ne songe pas pour l'instant à demander un droit de licence pour ce système, par ailleurs concurrent du DCC, à Sony. Se référant notamment aux oppositions manifestées antérieurement contre l'introduction du système d'enregistrement DAT (qualité de son équivalente à celle d'un disque compact), le porte-parole estime qu'en l'absence du soutien de l'industrie du disque, la vente des appareils pour Minidisc sera rendue difficile.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)				
	02-8-91	12-8-91	13-8-91	14-8-91
RM	1 688 036	1 165 783	1 995 659	-
Comptant	3 972 181	3 659 118	3 903 734	-
R. et obl.	53 041	33 269	58 154	-
Actions	-	-	-	-
Total	5 715 258	4 858 170	5 957 547	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

Françaises	115,2	115,0	116,4	-	-
Etrangères	119,7	119,3	119,0	-	-

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	12-8-91	13-8-91	14-8-91	15-8-91	16-8-91
Général	469,8	470,8	475,0	-	-

(base 100, 31 décembre 1987)

CAC 40	1 780,38	1 808,84	1 820,31	-	-
--------	----------	----------	----------	---	---

(base 1 000, 31 décembre 1987)

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU PM (7)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Aux. Entr.	443 393	531 642 329
Alcatel Alsth.	573 077	329 030 563
ELF-Aquitaine	903 157	327 349 639
Michelin R.	2 296 738	255 427 168
Peugeot SA	390 143	233 130 023
SAFARI	33 652	230 428 421
LMVH	98 064	178 107 777
Total cat. R.	226 672	176 590 105
Perod Ricard	148 731	174 937 288
Sté Gds. «A»	260 342	170 840 383
Eaux (Gds.)	69 201	164 037 173
Lyon. Dumez.	309 979	162 902 719
Air liquide	211 706	144 414 070
BSN	156 085	139 401 687

(7) Du vendredi 9 août 1991 au mercredi 14 août 1991 inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
SFIM	+10,2	CSEE	-11,6
Fines Liki	+10,0	Legis Industries	-6,2
De Dietrich C.	+7,9	Cedim	-4,9
Sonac-Rog.	+7,3	Hachette	-4,7
Am. Entrap.	+6,8	Mécatron	-4,2
BRAC	+6,5	Cat (C-Fa. In.)	-3,5
Peugeot SA	+5,8	Navig. Mite.	-3,4
Sagat	+5,7	BIS	-3,3
Immob. Pédic	+5,4	De R. Pas-Cal.	-3,1
Michelin R.	+5,4	De R. Pas-Cal.	-3,1
Thomson CCF	+5,3	SEI	-2,8
CTR (P. R.)	+4,8	SEI	-2,7
Ingenion	+4,6	SEI	-2,7
CR&I national	+4,5	Métrologie Inter.	-2,7

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	S-9-91	14-9-91
Or fin (999,9 sur barre)	67 400	68 000
Or fin (999,9)	67 700	68 300
Or fin (999,9)	68 000	68 600
Or fin (999,9)	68 300	68 900
Or fin (999,9)	68 600	69 200
Or fin (999,9)	68 900	69 500
Or fin (999,9)	69 200	69 800
Or fin (999,9)	69 500	70 100
Or fin (999,9)	69 800	70 400
Or fin (999,9)	70 100	70 700
Or fin (999,9)	70 400	71 000
Or fin (999,9)	70 700	71 300
Or fin (999,9)	71 000	71 600
Or fin (999,9)	71 300	71 900
Or fin (999,9)	71 600	72 200
Or fin (999,9)	71 900	72 500
Or fin (999,9)	72 200	72 800
Or fin (999,9)	72 500	73 100
Or fin (999,9)	72 800	73 400
Or fin (999,9)	73 100	73 700
Or fin (999,9)	73 400	74 000
Or fin (999,9)	73 700	74 300
Or fin (999,9)	74 000	74 600
Or fin (999,9)	74 300	74 900
Or fin (999,9)	74 600	75 200
Or fin (999,9)	74 900	75 500
Or fin (999,9)	75 200	75 800
Or fin (999,9)	75 500	76 100
Or fin (999,9)	75 800	76 400
Or fin (999,9)	76 100	76 700
Or fin (999,9)	76 400	77 000
Or fin (999,9)	76 700	77 300
Or fin (999,9)	77 000	77 600
Or fin (999,9)	77 300	77 900
Or fin (999,9)	77 600	78 200
Or fin (999,9)	77 900	78 500
Or fin (999,9)	78 200	78 800
Or fin (999,9)	78 500	79 100
Or fin (999,9)	78 800	79 400
Or fin (999,9)	79 100	79 700
Or fin (999,9)	79 400	80 000
Or fin (999,9)	79 700	80 300
Or fin (999,9)	80 000	80 600
Or fin (999,9)	80 300	80 900
Or fin (999,9)	80 600	81 200
Or fin (999,9)	80 900	81 500
Or fin (999,9)	81 200	81 800
Or fin (999,9)	81 500	82 100
Or fin (999,9)	81 800	82 400
Or fin (999,9)	82 100	82 700
Or fin (999,9)	82 400	83 000
Or fin (999,9)	82 700	83 300
Or fin (999,9)	83 000	83 600
Or fin (999,9)	83 300	83 900
Or fin (999,9)	83 600	84 200
Or fin (999,9)	83 900	84 500
Or fin (999,9)	84 200	84 800
Or fin (999,9)	84 500	85 100
Or fin (999,9)	84 800	85 400
Or fin (999,9)	85 100	85 700
Or fin (999,9)	85 400	86 000
Or fin (999,9)	85 700	86 300
Or fin (999,9)	86 000	86 600
Or fin (999,9)	86 300	86 900
Or fin (999,9)	86 600	87 200
Or fin (999,9)	86 900	87 500
Or fin (999,9)	87 200	87 800
Or fin (999,9)	87 500	88 100
Or fin (999,9)	87 800	88 400
Or fin (999,9)	88 100	88 700
Or fin (999,9)	88 400	89 000
Or fin (999,9)	88 700	89 300
Or fin (999,9)	89 000	89 600
Or fin (999,9)	89 300	89 900
Or fin (999,9)	89 600	90 200
Or fin (999,9)	89 900	90 500
Or fin (999,9)	90 200	90 800
Or fin (999,9)	90 500	91 100
Or fin (999,9)	90 800	91 400
Or fin (999,9)	91 100	91 700
Or fin (999,9)	91 400	92 000
Or fin (999,9)	91 700	92 300
Or fin (999,9)	92 000	92 600
Or fin (999,9)	92 300	92 900
Or fin (999,9)	92 600	93 200
Or fin (999,9)	92 900	93 500
Or fin (999,9)	93 200	93 800
Or fin (999,9)	93 500	94 100
Or fin (999,9)	93 800	94 400
Or fin (999,9)	94 100	94 700
Or fin (999,9)	94 400	95 000
Or fin (999,9)	94 700	95 300
Or fin (999,9)	95 000	95 600
Or fin (999,9)	95 300	95 900
Or fin (999,9)	95 600	96 200
Or fin (999,9)	95 900	96 500
Or fin (999,9)	96 200	96 800
Or fin (999,9)	96 500	97 100
Or fin (999,9)	96 800	97 400
Or fin (999,9)	97 100	97 700
Or fin (999,9)	97 400	98 000
Or fin (999,9)	97 700	98 300
Or fin (999,9)	98 000	98 600
Or fin (999,9)	98 300	98 900
Or fin (999,9)	98 600	99 200
Or fin (999,9)	98 900	99 500
Or fin (999,9)	99 200	99 800
Or fin (999,9)	99 500	100 100
Or fin (999,9)	99 800	100 400
Or fin (999,9)	100 100	100 700
Or fin (999,9)	100 400	101 000
Or fin (999,9)	100 700	101 300
Or fin (999,9)	101 000	101 600
Or fin (999,9)	101 300	101 900
Or fin (999,9)	101 600	102 200
Or fin (999,9)	101 900	102 500
Or fin (999,9)	102 200	102 800
Or fin (999,9)	102 500	103 100
Or fin (999,9)	102 800	103 400
Or fin (999,9)	103 100	103 700
Or fin (999,9)	103 400	104 000
Or fin (999,9)	103 700	104 300
Or fin (999,9)	104 000	104 600
Or fin (999,9)	104 300	104 900
Or fin (999,9)	104 600	105 200
Or fin (999,9)	104 900	105 500
Or fin (999,9)	105 200	105 800
Or fin (999,9)	105 500	106 100
Or fin (999,9)	105 800	106 400
Or fin (999,9)	106 100	106 700
Or fin (999,9)	106 400	107 000
Or fin (999,9)	106 700	107 300
Or fin (999,9)	107 000	107 600
Or fin (999,9)	107 300	107 900
Or fin (999,9)	107 600	108 200
Or fin (999,9)	107 900	108 500
Or fin (999,9)	108 200	108 800
Or fin (999,9)	108 500	109 100
Or fin (999,9)	108 800	109 400
Or fin (999,9)	109 100	109 700
Or fin (999,9)	109 400	110 000
Or fin (999,9)	109 700	110 300
Or fin (999,9)	110 000	110 600
Or fin (999,9)	110 300	110 900
Or fin (999,9)	110 600	111 200
Or fin (999,9)	110 900	111 500
Or fin (999,9)	111 200	111 800
Or fin (999,9)	111 500	112 100
Or fin (999,9)	111 800	112 400
Or fin (999,9)	112 100	112 700
Or fin (999,9)	112 400	113 000
Or fin (999,9)	112 700	113 300
Or fin (999,9)	113 000	113 600
Or fin (999,9)	113 300	113 900
Or fin (999,9)	113 600	114 200
Or fin (999,9)	113 900	114 500
Or fin (999,9)	114 200	114 800
Or fin (999,9)	114 500	115 100
Or fin (999,9)	114 800	115 400
Or fin (999,9)	115 100	115 700
Or fin (999,9)	115 400	116 000
Or fin (999,9)	115 700	116 300
Or fin (999,9)	116 000	116 600
Or fin (999,9)	116 300	116 900
Or fin (999,9)	116 600	117 200
Or fin (999,9)	116 900	117 500
Or fin (999,9)	117 200	117 800
Or fin (999,9)	117 500	118 100
Or fin (999,9)	117 800	118 400
Or fin (999,9)	118 100	118 700
Or fin (999,9)	118 400	119 000
Or fin (999,9)	118 700	119 300
Or fin (999,9)	119 000	119 600
Or fin (999,9)	119 300	119 900
Or fin (999,9)	119 600	120 200
Or fin (999,9)	119 900	120 500
Or fin (999,9)	120 200	120 800
Or fin (999,9)	120 500	121 100
Or fin (999,9)	120 800	121 400
Or fin (999,9)	121 100	121 700
Or fin (999,9)	121 400	122 000
Or fin (999,9)	121 700	122 300
Or fin (999,9)	122 000	122 600
Or fin (999,9)	122 300	122 900
Or fin (999,9)	122 600	123 200
Or fin (999,9)	122 900	123 500
Or fin (999,9)	123 200	123 800
Or fin (999,9)	123 500	124 100
Or fin (999,9)	123 800	124 400
Or fin (999,9)	124 100	124 700
Or fin (999,9)	124 400	125 000
Or fin (999,9)	124 700	125 300
Or fin (999,9)	125 000	125 600
Or fin (999,9)	125 300	125 900
Or fin (999,9)	125 600	126 200
Or fin (999,9)	125 900	126 500
Or fin (999,9)	126 200	126 800
Or fin (999,9)	126 500	127 100
Or fin (999,9)	126 800	127 400
Or fin (999,9)	127 100	127 700
Or fin (999,9)	127 400	128 000
Or fin (999,9)	127 700	128 300
Or fin (999,9)	128 000	128 600
Or fin (999,9)	128 300	128 900
Or fin (999,9)	128 600	129 200
Or fin (999,9)	128 900	129 500
Or fin (999,9)	129 200	129 800
Or fin (999,9)	129 500	130 100
Or fin (999,9)	129 800	130 400
Or fin (999,9)	130 100	130 700
Or fin (999,9)	130 400	131 000
Or fin (999,9)	130 700	131 300
Or fin (999,9)	131 000	131 600
Or fin (999,9)	131 300	131 900
Or fin (999,9)	131 600	132 200
Or fin (999,9)	131 900	132 500
Or fin (999,9)	132 200	132 800
Or fin (999,9)	132 500	133 100
Or fin (999,9)	132 800	133 400
Or fin (999,9)	133 100	133 700
Or fin (999,9)	133 400	134 000
Or fin (999,9)	133 700	134 300
Or fin (999,9)	134 000	134 600
Or fin (999,9)	134 300	134 900
Or fin (999,9)	134 600	135 200
Or fin (999,9)	134 900	135 500
Or fin (999,9)	135 200	135 800
Or fin (999,9)	135 500	136 100
Or fin (999,9)	135 800	136 400
Or fin (999,9)	136 100	136 700
Or fin (999,9)	136 400	137 000
Or fin (999,9)	136 700	137 300
Or fin (999,9)	137 000	137 600
Or fin (999,9)	137 300	137 900
Or fin (999,9)	137 600	138 200
Or fin (999,9)	137 900	138 500
Or fin (999,9)	138 200	138 800
Or fin (999,9)	138 500	139 100
Or fin (999,9)	138 800	139 400
Or fin (999,9)	139 100	139 700
Or fin (999,9)	139 400	140 000
Or fin (999,9)	139 700	140 300
Or fin (999,9)	140 000	140 600
Or fin (999,9)	140 300	140 900
Or fin (999,9)	140 600	141 200
Or fin (999,9)	140 900	141 500
Or fin (999,9)	141 200	141 800
Or fin (999,9)	141 500	142 100
Or fin (999,9)	141 800	142 400
Or fin (999,9)	142 100	142 700
Or fin (999,9)	142 400	143 000
Or fin (999,9)	142 700	143 300
Or fin (999,9)	143 000	143 600
Or fin (999,9)	143 300	143 900
Or fin (999,9)	143 600	144 200
Or fin (999,9)	143 900	144 500
Or fin (999,9)	144 200	144 800
Or fin (999,9)	144 500	145 100
Or fin (999,9)	144 800	145 400
Or fin (999,9)	145 100	145 700
Or fin (999,9)	145 400	146 000
Or fin (999,9)	145 700	146 300
Or fin (999,9)	146 000	146 600
Or fin (999,9)	146 300	146 900
Or fin (999,9)	146 600	147 200
Or fin (999,9)	146 900	147 500
Or fin (999,9)	147 200	147 800
Or fin (999,9)	147 500	148 100
Or fin (999,9)	147 800	148 400
Or fin (999,9)	148 100	148 700
Or fin (999,9)	148 400	149 000
Or fin (999,9)	148 700	149 300
Or fin (999,9)	149 000	149 600
Or fin (999,9)	149 300	149 900
Or fin (999,9)	149 600	150 200
Or fin (999,9)	149 900	150 500
Or fin (999,9)	150 200	150 800
Or fin (999,9)	150 500	151 100
Or fin (999,9)	150 800	151 400
Or fin (999,9)	151 100	151 700
Or fin (999,9)	151 400	152 000
Or fin (999,9)	151 700	152 300
Or fin (999,9)	152 000	152 600
Or fin (999,9)	152 300	152 900
Or fin (999,9)	152 600	153 200
Or fin (999,9)	152 900	153 500
Or fin (999,9)	153 200	153 800
Or fin (999,9)	153 500	154 100
Or fin (999,9)	153 800	154 400
Or fin (999,9)	154 100	154 700
Or fin (999,9)	154 400	155 000
Or fin (999,9)	154 700	155 300
Or fin (999,9)	155 000	155 600
Or fin (999,9)	155 300	155 900
Or fin (999,9)	155 600	156 200
Or fin (999,9)	155 900	156 500
Or fin (999,9)	156 200	156 800
Or fin (999,9)	156 500	157 100
Or fin (999,9)	156 800	157 400
Or fin (999,9)	157 100	157 700
Or fin (999,9)	157 400	158 000
Or fin (999,9)	157 700	158 300
Or fin (999,9)	158 000	158 600
Or fin (999,9)	158 300	158 900
Or fin (999,9)	158 600	159 200
Or fin (999,9)	158 900	159 500
Or fin (999,9)	159	

هناك اسلحة

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une rentrée animée sur le marché de l'écu

A l'exception de la Norvège, pays qui s'interdit de lever des fonds en d'autres monnaies que la sienne, les grands emprunteurs du marché de l'écu sont à nouveau presque tous sur les rangs. La liste des candidats annoncés ou espérés comprend en fait davantage de noms que ceux des débiteurs qui ont sollicité ce compartiment durant la première partie de l'année. Elle s'est allongée de signatures nouvelles, comme la dernière née des organisations internationales de développement, celle qui s'occupe spécifiquement des pays de l'Est et qui cherche à faire son entrée sur le marché des capitaux, la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement).

Les montants des opérations prévues sont importants. En faisant la somme des principaux projets qui pourraient se concrétiser bientôt, on parvient aisément à plusieurs milliards d'écus. Certains redoutent que ce ne soit beaucoup trop. Ils craignent un engorgement comparable à celui qui s'est produit en février dernier. Le marché avait alors été si sollicité qu'il avait eu de la peine à absorber les nouvelles émissions qui se suivaient à une cadence soutenue. Mais nombreux sont ceux qui demeurent confiants, renforcés dans leur sentiment tant par l'attitude des banques chargées du montage et du placement des nouvelles transactions que par celle des débiteurs eux-mêmes.

Pour ce qui est des banques, la concurrence qu'elles se livrent pour l'obtention de mandats est, certes, toujours très vive, mais elle tend à s'inscrire dans un cadre plus réaliste qu'il y a quelques mois. Au début de l'année, en plusieurs occasions, elle a été exacerbée par des considérations de prestige. Le compartiment de l'écu était encore en plein développement. Il paraissait si prometteur que toutes les banques, soucieuses de jouer un rôle de premier plan sur l'euro-marché, s'associaient à des opérations. Cela a conduit à des exagérations, les conditions de certains nouveaux emprunts étant fixées à des niveaux assurément

trop faibles. Maintenant que la vague d'enthousiasme initial est retombée et que quelques opérations ont été très difficiles à mener, la situation a bien changé.

De leur côté, les emprunteurs se montrent de plus en plus soucieux de ménager le marché. Les exemples se multiplient à cet égard. La façon dont les principaux débiteurs font part de leurs projets est un élément important. D'une manière générale, ils sont maintenant plus ouverts, ce qui devrait permettre de mieux répartir leurs transactions. En outre, et c'est un facteur décisif, les grandes opérations ne sont plus nécessairement confiées à celles des banques qui proposent des conditions défilant toute concurrence. Un emprunteur qui se présente fréquemment ne trouve pas toujours son compte à retenir l'offre qui paraît immédiatement la plus avantageuse. Dans un environnement incertain, il a beaucoup plus à gagner à proposer une rémunération légèrement supérieure. La différence n'est souvent que de quelques centimes de point de pourcentage et cela suffit, en certains cas, à faire d'une opération une réussite ou un échec. Mais pour guider son jugement et ne pas risquer d'exagérer dans l'autre sens, de surpayer son emprunt, il faut qu'il débiteur ait une connaissance accomplie du marché. A cet égard, les spécialistes ont été fort impressionnés par la dernière émission de 435 millions d'écus de la Communauté économique européenne, qui, ayant vu le jour à des conditions raisonnables, a été plutôt bien accueillie.

Les débiteurs menagent le marché

De même, les spécialistes attachent une grande importance à la façon dont la Banque européenne de reconstruction et de développement prépare son premier emprunt dont le lancement est prévu pour la rentrée. Ce nouvel établissement vent s'endetter sur le marché international pour des montants, certes, importants mais qui demeurent toutefois très en deçà des volumes

levés par d'autres organisations supranationales. Pour les dix-huit mois à venir, il devrait s'agir de 800 millions d'écus, en tout. Deux appels d'offres distincts ont été faits. L'un concerne l'émission d'obligations, telle que l'affaire apparaitra aux investisseurs, l'autre porte sur le mode de rémunération et nécessitera la conclusion d'un contrat d'échange au terme duquel l'emprunteur aura à servir un intérêt non pas à taux fixe mais à taux variable.

Il est encore trop tôt pour juger de l'effet des dernières décisions monétaires allemandes sur l'ensemble du marché et, en particulier, sur le compartiment de l'écu. La plupart des spécialistes avaient tablé, non seulement sur une augmentation d'un point du taux de l'escompte, mais également sur une autre d'un demi-point du taux lombard. Or, ce dernier n'a été relevé que d'un quart de point. Outre-Rhin, la réaction des milieux financiers a été celle d'une déception générale. Une augmentation plus forte les aurait rassurés quant à l'indépendance de la banque centrale de Francfort face aux pressions du pouvoir politique. Le doute est maintenant dans les esprits et on craint que l'influence de Bonn sur la Bundesbank ne soit désormais plus vive que du temps de M. Kohl. Ceux qui s'attendaient à un relèvement d'un demi-point du taux lombard pensaient que cette hausse n'allait pas se répercuter dans le domaine des emprunts à longue échéance. Elle aurait, au contraire, en continuant à modérer l'inflation, pu favoriser un repli des rendements. C'est dans cette perspective que le marché obligataire allemand s'est redressé mercredi, à la veille de l'Assommoir. La Deutsche Bank a mis à profit la situation en lançant pour son propre compte un emprunt de 300 millions de marks pour une durée de cinq ans qui a été bien reçu par les investisseurs. Emis à 101,75% de leur valeur nominale, les titres portaient intérêt au taux de 9% l'an.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le dollar redresse la tête

Les marchés des changes et ceux des taux d'intérêt sont, on le sait, très intimement liés, puisque toute monnaie est assortie d'un rendement, donc d'un taux d'intérêt. Les relations entre ces deux types de marchés sont, on le sait également, extrêmement compliquées, car elles dépendent non seulement d'analyses sur le meilleur allocation des ressources, de l'évolution économique des différents pays, mais aussi d'un ensemble de facteurs psychologiques et des anticipations des opérateurs.

Ces dernières semaines ont été riches de bouleversements en matière de taux d'intérêt. Et pourtant, les marchés des changes sont restés particulièrement calmes. Soit parce que le mouvement croisé entre les taux américains et ceux de l'Allemagne avait été correctement anticipé, soit parce que les cambistes attendent que la situation se stabilise avant de se fixer de nouveaux objectifs.

En regardant de plus près, le dollar s'est, fait inattendu, plutôt raffermi au cours des dernières

semaines. En théorie, des taux plus bas aux Etats-Unis et plus hauts en Allemagne devraient mécaniquement provoquer une baisse de la monnaie américaine. Tel n'est pas le cas pour l'instant. De 1,7188 DM à Francfort en fin de semaine dernière, le billet vert y est remonté à 1,7495 DM vendredi 16 août, passant de 5,8490 francs à Paris le 9 août à 5,99 francs le 16 à New-York.

Un tel mouvement s'explique bien sûr par les espoirs persistants de reprise de l'activité aux Etats-Unis (la production industrielle a augmenté de 0,5 % en juillet), mais aussi par le soulagement après une hausse des taux allemands un peu plus faible que prévu, et l'annonce d'un déficit commercial limité à 4 milliards de dollars en juin. Mais la hausse actuelle du dollar ne paraît pas encore suffisamment solide pour préoccuper les grands argentiers.

Le système monétaire européen a accueilli le durcissement du crédit en Allemagne avec une grande

sérénité. En décidant de relever, elles aussi, les taux directeurs, les Banques centrales belge, néerlandaise et danoise, ont réussi à maintenir le cours de leurs monnaies à un niveau quasiment identique à celui de la semaine précédente. La hausse du taux de l'escompte décidée à Copenhague n'est pas pourtant parvenue à faire débarrasser la couronne danoise de son titre de monnaie la plus faible.

Quant au franc français, sa parité face au mark est figée depuis plusieurs semaines : celui-ci cotait 3,4026 francs vendredi 9 août, 3,4005 francs le 15 en séance. Un cours un peu trop fort pour donner une marge de manœuvre aux autorités françaises ; certes, trop faible pour susciter de sérieuses inquiétudes chez les cambistes.

F. L.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AOUT AU 14 AOUT 1991 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	DM mark	Franc belge	Florin	Line
New-York	1.0000	1.0000	163,776	65,740	97,537	2,7932	51,334	0,6768
Paris	1.0000	1.0000	17,415	66,183	97,577	2,7811	51,443	0,6773
Zurich	1.0000	1.0000	17,415	66,183	97,577	2,7811	51,443	0,6773
Bruxelles	1.0000	1.0000	17,415	66,183	97,577	2,7811	51,443	0,6773
Amsterdam	1.0000	1.0000	17,415	66,183	97,577	2,7811	51,443	0,6773
Milan	1.0000	1.0000	17,415	66,183	97,577	2,7811	51,443	0,6773
Tokyo	1.0000	1.0000	17,415	66,183	97,577	2,7811	51,443	0,6773

A Paris, 100 yens étaient cotés, le mercredi 14 août, 4,3272 F contre 4,3020 F le vendredi 9 août 1991.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Les taux montent en Europe

Le 15 août 1991 ne restera pas aussi longtemps gravé dans les mémoires de l'histoire monétaire que le 15 août 1971, qui avait consacré la fin du taux de change fixe du dollar vis-à-vis de l'or. Cette année, les opérateurs des marchés financiers ne se sont pas pour autant sentis tout à fait en vacances le jour de la fête de l'Assommoir. Tous attendaient, depuis longtemps déjà, la tenue de la réunion de rentrée du conseil de la Bundesbank. L'institut d'émission de Francfort avait choisi de ne pas modifier le coût du crédit avant leur congé d'été. Mais les responsables allemands n'avaient pas caché que, dès la réunion du 15 août, la Bundesbank annoncerait une modification de ses taux directeurs.

En décidant, au terme d'une réunion un peu plus longue, donc sans doute un peu moins consensuelle que prévu, de porter le taux de l'escompte de 6,5 % à 7,5 %, celui du lombard de 9 % à 9,25 %, la Banque centrale allemande a donné plusieurs signaux importants au marché. Ces signaux serviront sans nul doute de ligne de conduite aux opérateurs au cours des prochaines semaines, voire des prochains mois. Tout d'abord, le relèvement important du taux de l'escompte (un point entier) signifie que la Bundesbank prend très au sérieux la question de l'inflation en Allemagne - ce que l'on savait déjà longtemps - et surtout qu'elle le considère comme son problème durable.

Si les responsables monétaires avaient jugé passagère la vive hausse des prix intervenue en juillet, ils auraient préservé un taux de l'escompte un peu plus faible, quitte à trouver d'autres moyens pour serrer la vis du crédit le temps que la bouffée s'estompe. D'ailleurs, au sortir de la réunion de la Bundesbank, le nouveau président de l'institut, M. Helmut Schlesinger, a déclaré que l'action du 15 août visait à ne pas laisser les prix augmenter encore, c'est-à-dire au-delà du 4,4 % en rythme annuel enregistré en juillet.

La hausse limitée du taux lombard peut, pour sa part, être interprétée de deux façons, selon que, de ce côté-ci du Rhin, on voit le verre à moitié vide ou à moitié plein. Les optimistes auront conclu qu'une augmentation de 0,25 point seulement - fait exceptionnel dans l'histoire monétaire allemande - témoigne d'une nouvelle attitude allemande à l'égard de ses partenaires européens. Enfin, disent-ils, la Bundesbank se soucie des politiques monétaires dans les pays voisins et sa poudrière lui recommande de procéder à une hausse des taux la

plus légère possible ! Cette thèse est confortée par la bonne réaction du SME à la réunion du 15 août.

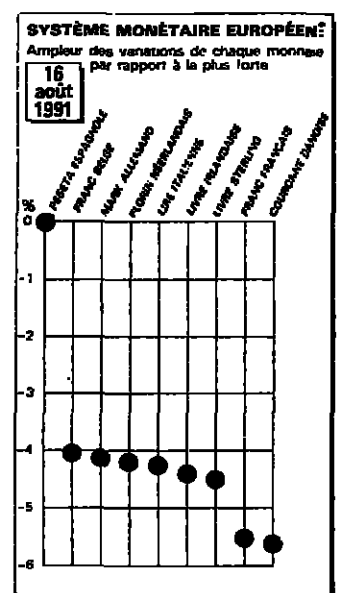
Les pays habituellement rattachés à la zone mark ont immédiatement durci le crédit à la suite de la décision allemande : la Belgique et le Danemark ont relevé leur taux d'escompte de 0,5 point (à 8 % et 9,5 % respectivement), les Pays-Bas de 0,25 point (à 8 %), la Suisse d'un point (à 7 %), et l'Autriche de 0,5 point pour l'escompte (à 7,5 %) et 0,25 point pour le lombard (à 9,25 %). Quant aux autres partenaires, ils pourront selon toute probabilité maintenir leur politique inchangée, voire poursuivre leur action de baisse des taux. Le Portugal, il est vrai loin devant tous les autres, a diminué son taux de l'escompte de 17 % à 16,75 % vendredi.

Les pessimistes soutiennent de leur côté qu'en relevant très peu le lombard, la Bundesbank a surtout cherché à éviter une réaction négative au sein du patronat et dans les syndicats allemands, d'autant que le durcissement du crédit était critiqué par le gouvernement, le ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, notamment. Cette thèse n'exclut donc pas de nouvelles hausses de taux à l'automne, surtout si les négociations salariales se passent mal.

La hausse du lombard

Quoi qu'il en soit, les événements récents auront consacré un nouvel indicateur-vedette pour des marchés financiers toujours en quête d'indications : celui de l'inflation des prix en Allemagne. Après tout, le CPI (consommateur price index) n'est-il pas étroitement surveillé aux Etats-Unis jusqu'à ces derniers mois ? Depuis que la récession américaine est patente, et que la Réserve fédérale a clairement d'autres objectifs en tête, les opérateurs attachent bien peu d'importance au CPI, et celui-ci a été publié cette semaine (une hausse de 0,2 % en juillet) est passé relativement inaperçu. Mais les premières indications de l'inflation allemande en août, connues d'ici une dizaine de jours dans plusieurs grands Lander, sont déjà attendues avec impatience.

Autre conséquence importante de la réunion du 15 août : le taux lombard allemand est désormais supérieur à celui des appels d'offres français. Certes, le taux d'intervention (des appels d'offres) de la France, ramené à 9 % en mars dernier, n'est pas le « jupon haut » de ses taux directeurs (c'est celui des prises en pension à 5-10 jours, actuellement à 10 %), et le lom-



MATIÈRES PREMIÈRES

Timide reprise des céréales

Les campagnes céréalières se suivent et se ressemblent. Les pays de l'hémisphère Nord avaient connu l'an dernier, à l'exception notable de la France, des conditions climatiques idéales et la production mondiale avait atteint un record absolu. La saison en cours, qui s'étend de juillet 1991 à juin 1992, s'est engagée sous des auspices certes un peu moins favorables pour les producteurs de céréales, mais on s'achemine tout de même vers une production mondiale de blé voisine de 560 millions de tonnes, un niveau somme toute assez peu éloigné des 594 millions de tonnes produites au cours de la saison dernière.

Les toutes premières estimations du ministère français de l'Agriculture, publiées cette semaine, confirment d'ailleurs cette tendance : la récolte française devrait atteindre, le premier de la saison, 59,43 millions de tonnes, en hausse de 8 % par rapport à la précédente campagne, une progression due, pour une bonne part, à l'augmentation attendue de la production de maïs. Celle-ci devrait en effet s'établir à 12,32 millions de tonnes, soit 32 % de mieux que la saison précédente, marquée, on s'en souvient, par une sécheresse aggravée.

Sur le grand marché à terme de Chicago, bon baromètre du monde céréalière, les prix ont tendance depuis quelques semaines à se raffermir. Le négoce attendait mardi 13 août la publication d'un important rapport du département de l'Agriculture (USDA) sur la récolte américaine, le premier de la saison qui soit établi à partir d'une multitude de données recueillies direc-

tement sur le terrain par les experts de la puissante administration. Anticipant l'annonce d'une réduction de la récolte à venir, les opérateurs avaient plutôt joué la hausse du marché. Ils n'ont pas été pris à contrepied : le rapport de l'USDA table en effet sur une diminution globale d'environ 10 % de la production céréalière des Etats-Unis cette saison.

Des chiffres qui inquiètent les agriculteurs américains : ils redoutent que la diminution de la production ne soit pas compensée par une hausse suffisante des cours. La production de blé devrait s'établir autour de 85,5 millions de tonnes contre 108 millions de tonnes la saison précédente. Amputée par la sécheresse des mois de juin et juillet, la récolte de maïs devrait elle-même reculer à 188,41 millions de tonnes contre 201,51 millions de tonnes l'an dernier. Le manque d'eau a surtout frappé le Midwest. Ainsi, les rendements sont en chute libre dans les Etats de l'Iowa, l'Illinois, l'Indiana et l'Ohio. Selon le négoce, ces médiocres perspectives pour le maïs devraient avoir pour conséquence une utilisation accrue du blé dans l'alimentation animale.

Des contrats avec l'Iran et l'Irak

Les agriculteurs américains ne devront pas compter sur le commerce international pour compenser leur manque à gagner. Car selon les experts de l'USDA, les stocks américains de céréales, déjà faibles, interdisent d'envisager une multiplication de gros contrats. Les exportations américaines devraient même retomber cette année à leur plus bas niveau depuis le milieu des années 80, époque de la grande crise agricole. La semaine écoulée a néanmoins été marquée par quelques transactions dont l'importance symbolique n'a pas échappé au négoce. Les Etats-Unis ont ainsi vendu directement à l'Iran, pour la première fois depuis 1982, des produits agricoles. Quelque 120 000 tonnes de maïs ont été fournies à des coopératives iraniennes qui, selon M. John Parker, économiste au département de l'Agriculture à Washington, « ont aujourd'hui davantage d'autonomie dans le choix de leurs fournis-

seurs ». Or les besoins de l'Iran, qui ne produit que 50 000 à 60 000 tonnes de maïs par an, sont en constante augmentation en raison du développement de la production de volaille dans le pays.

Autre contrat tout aussi symbolique : celui conclu voici quelques jours entre la France et l'Irak pour la livraison de 75 000 tonnes de blé. Selon le négoce, ce contrat pourrait même être porté à 100 000 voire à 150 000 tonnes. La transaction ne viole pas la résolution 606 du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'embargo, puisque les livraisons de produits de première nécessité et les médicaments en sont exclus. Comme tous les contrats de ce type, il doit simplement être notifié au Comité des Nations unies pour la surveillance des sanctions. Du source proche de l'opération, on précise que le blé français, d'une valeur de 100 millions de francs environ, sera payé comptant. Depuis la fin de la guerre du Golfe, Bagdad avait déjà acheté du blé à l'Australie et à la Turquie, de l'huile de palme à la Malaisie et du riz à la Thaïlande.

PATRICK SERVAIN

PRODUITS	COURS DU 16-8
Café (Arabica) Trois mois	1 340,50 (+4) Livres/tonne
Aluminium (London) Trois mois	1 274 (-26) Dollars/tonne
Nickel (London) Trois mois	8 165 (-110) Dollars/tonne
Sacré (maïs) Octobre	278,50 (-11) Dollars/tonne
Café (London) Septembre	510 () Livres/tonne
Cacao (New-York) Septembre	1 084 (-65) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Septembre	296 (+2,25) Cents/bolses
Maïs (Chicago) Septembre	247,50 (-3,25) Cents/bolses
Soja (Chicago) Août	176,70 (-2,10) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre. * Clos le 16/8. Cours du 14/8.

L'HERMÈS Editeur
Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
CONTRAT
ET RELATIONS
DU TRAVAIL
par Claude ORLIAC
Diffusion MEDILIS SA
9 rue Séguier 75006 PARIS

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Afin de ne pas aggraver l'inflation

L'augmentation de la redevance télévisée en 1992 devrait être de 2,5 %

La redevance télévisée devrait augmenter en 1992 de 2,5 %. La redevance d'un téléviseur noir et blanc serait ainsi de 373 francs (au lieu de 364 francs) et celle d'un téléviseur couleur de 580 francs au lieu de 566 francs. La hausse serait donc identique à celle de 1991 et correspondrait au refus du ministre du budget, M. Michel Charasse, de la voir augmenter sensiblement et alourdir le taux de l'inflation. Cependant aucune décision n'a encore été prise : c'est dans le courant du mois de septembre que Mitterrand, voire l'Elysée, devrait trancher.

Plusieurs voix s'étaient élevées récemment, dont celle du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), à l'occasion des difficultés financières de l'audiovisuel public et des 900 suppressions d'emplois à Antenne 2 et à FR 3, pour réclamer une augmentation substantielle de la redevance. Celle-ci est en effet la plus basse d'Europe - 1,55 franc par jour, selon les syn-

dicats d'Antenne 2 et de FR 3 (le Monde du 15 mai 1991).

Si l'augmentation de la redevance télévisée de 2,5 % était définitivement retenue, il faudrait chercher ailleurs le milliard de francs supplémentaire promis en 1992 par le gouvernement de M. Michel Rocard, puis confirmé par celui de Mme Edith Cresson, au président commun d'Antenne 2 et de FR 3, M. Hervé Bourges (le Monde du 27 juillet). Le ministre du budget estime « techniquement possible » d'exonérer les chaînes publiques des 5,5 % prélevés sur leur redevance, au bénéfice du compte de soutien de l'industrie audiovisuelle. En revanche, afin de ne pas léser ce dernier, Bercy prévoit d'augmenter la taxe perçue sur les recettes publicitaires et sur les abonnements à Canal Plus, et éventuellement de créer une taxe sur les recettes du sponsoring. Une série de mesures qui devraient être mal reçues par les intéressés. Le ministère des finances envisage également de réduire le délai de paiement de la redevance de deux à un mois, et de renforcer la lutte contre la fraude à la redevance. Enfin, Bercy pourrait rembourser aux télévisions publiques l'exonération de redevance de quelque 80 000 foyers. Une goutte d'eau, puisque selon le dernier rapport du sénateur centriste, M. Jean Cluzel, cette exonération bénéficierait à 4 millions de foyers hexagonaux et représenterait à elle seule plus de 2 milliards de francs.

Y.-M. L.

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

18. Un crapeau de trop 2

ÉTRANGER

Les affrontements en Yougoslavie

Les Serbes de Slavonie occidentale proclament leur autonomie 3

La tension entre Saint-Domingue et Port-au-Prince

Plus de vingt-cinq mille Haïtiens ont dû regagner leur pays 4

Le retour en Chine de Maria-Antonietta Macciocchi

..... 5

La situation en Algérie

Le FIS refuse de participer à la deuxième table ronde avec le gouvernement 6

SOCIÉTÉ

La deuxième campagne de l'Atalante

L'exploration des eaux polaires 7

CULTURE

« La Chanteuse et le Milliardaire »

Kim Basinger sur les traces de Marilyn 9

Chez les peintres

François Rouan dans le labyrinthe 9

ÉCONOMIE

Plan de réformes en Inde

Le gouvernement de M. Narasimha Rao tente de libéraliser l'économie 11

Revue des valeurs

..... 12

Crédits, Changes

Grands marchés 13

Services

Abonnements 6

Carnet 8

Météorologie 8

Mots croisés 7

Télévision 8

Spectacles 10

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 17 août 1991 a été tiré à 438 118 exemplaires.

HONGRIE : la première visite du pape

Jean-Paul II met en garde contre le retour à des « modèles anachroniques »

Le pape a entamé, vendredi 16 août, son premier voyage en Hongrie par une étape à Esztergom, siège du primat et ancienne capitale, à 70 kilomètres de Budapest qu'il a rejoint par bateau sur le Danube. Samedi 17 et dimanche 18 août, Jean-Paul II devait se rendre dans des villes de province : Pécs, Marlapocs et Debrecen, centre historique de l'Eglise réformée.

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Entre la Pologne et la Hongrie, il y a plus que les hauteurs des monts Tatra. Après les caméras de Czesław, le pape a dû subir un certain choc en célébrant, vendredi après-midi 16 août, sa première messe en Hongrie, à Esztergom, devant un parterre plutôt maigre de fidèles, âgés et discrets dans leurs applaudissements. Les petits attentions, qui, lors de Budapest, ont été les quais du Danube, attendaient Jean-Paul II ont confirmé cette première impression de malaise. L'importance du dispositif policier mobilisé pour cet événement (vingt mille agents au total) avait aussi de quoi décourager les amateurs de bains de foule.

La glace fut seulement rompue au milieu de la nuit quand, après des entretiens privés avec les autorités du pays, le pape sortit du Parlement et que sous les projecteurs,

« Tu es trop cher pour nous... »

Les critiques n'ont d'ailleurs pas été épargnées à l'Eglise hongroise avant la visite de Jean-Paul II, notamment dans les milieux libéraux. A la veille de son arrivée, Magyar Nemzet, le journal du parti d'opposition Fidesz, a publié un encart de quatre pages remplies de caricatures contre le pape. Une polémique sur le coût de cette visite avait précédé l'arrivée de Jean-Paul II et une manifestation a réuni, le 15 août, quelques dizaines de jeunes dans le centre de Budapest portant des cahiers ainsi rédigés : « Tu es trop cher pour nous, Saint Père ». Au sein de l'Eglise catholique elle-même, la contestation n'est pas absente : les communistes de base Bulor du Parti George Bulor ont publié une lettre dénonçant le conservatisme de Jean-Paul II et les compromissions de la hiérarchie hongroise.

Le pape avait été invité dans ce pays dès 1989, dans un climat de retour à la liberté autrement plus favorable que celui d'aujourd'hui. Malgré cet intérêt moindre, il n'en continue pas moins de croiser son sillon dans cette Europe centrale libérée du communisme et encore tâtonnante pour son avenir. Dès le premier jour, il a invité la population de Hongrie, comme il l'avait fait hier en Pologne, et, en 1990, en Tchécoslovaquie, à ne pas céder au découragement ni aux polémiques, à l'individualisme ni aux mirages de l'Occident.

« Votre pays a conquis sa souveraineté », a-t-il dit vendredi dès son arrivée à l'aéroport de Budapest, après avoir été accueilli en termes chaleureux par le président de la République, M. Árpád Göncz, et l'ensemble du gouvernement. « Mais, c'est-il compréhensible, on voit apparaître à l'horizon d'autres ennemis, d'autres illusions à combattre : les conflits à l'intérieur de votre société, les intérêts égoïstes des individus et des groupes qui s'opposent. »

L'oubli

du cardinal Mindszenty

Dans la foule, Jean-Paul II a pris ses distances avec les minorités conservatrices et nationalistes, nostalgiques de l'ancienne monarchie et du catholicisme tout-puissant d'autrefois. Il a dissuadé les Hongrois de « revenir à des modèles anachroniques, bien que glorieux, du passé. Il est de votre devoir, a-t-il insisté, de construire une toute nouvelle

maison où les générations futures puissent grandir ».

A la basilique d'Esztergom, la plus grande église du pays, le pape a également mis en face de leurs responsabilités les catholiques hongrois, divisés par leurs querelles sur le passé. « Je n'ignore pas les épreuves, a-t-il déclaré dans son homélie, auxquelles a été soumise l'unité du peuple de Dieu dans ce pays. Je sais que certaines blessures subsistent encore. Il est temps maintenant que la charité l'emporte sur ce qui reste de tensions, de réserves, de soupçons. »

Jean-Paul II s'est incliné devant le tombeau du cardinal Mindszenty, ancien primat de Hongrie, figure historique de la résistance au communisme. En mai dernier, le transfert de sa dépouille de Maribor (Autriche) à Esztergom avait donné lieu à des réactions d'humour contre l'actuel primat, le cardinal Pászti, accusé d'avoir été trop complaisant sous le communisme. Dans ses discours, le pape ne devait pas citer une seule fois la journée le cardinal Mindszenty, mais, mesurant l'ampleur de la « gaffe », les services du Vatican se sont empressés de distribuer aux journalistes un bref à l'homme d'Esztergom dans lequel Jean-Paul II rend un hommage appuyé à celui que les Hongrois continuent d'appeler le « cardinal de fer ». En 1971, son exil à Vienne - où il est mort quatre ans plus tard - avait été imposé par le Vatican, alors partisan d'une politique de souplesse à l'égard des régimes de l'Est.

HENRI TINCQ

URSS : annonçant sa démission du PC

M. Alexandre Iakovlev dénonce la menace d'un « coup d'Etat »

M. Alexandre Iakovlev, l'ancien conseiller de M. Gorbatchev contre lequel la commission de contrôle du Parti communiste avait déclenché une procédure d'exclusion (le Monde du 17 août), a pris les devants en annonçant la démission de sa cellule. Il a dénoncé à cette occasion la menace d'un « coup d'Etat » provenant de la direction du parti.

M. Iakovlev, qui affirme avoir appris la nouvelle de sa prochaine exclusion à la radio, se déclare « offensé » par la décision de la commission, dans le communiqué qu'il a publié vendredi 16 août les Izvestia. Cette tentative d'exclusion, poursuit-il, n'est pas une surprise pour moi, vu les accusations sans fondement prononcées contre mon activité politique depuis ces quatre ou cinq dernières années. (...) Dans ces conditions, je considère qu'il est impossible et anormal de servir la cause de la démocratisation interne du PCUS, et je déclare que je quitte ses rangs. (...) C'est ma conscience qui me l'ordonne.

Un appel des communistes de l'armée

« Je voudrais prévenir la société qu'un groupuscule stalinien influent s'est formé au sein du noyau dirigeant du parti, qui se prononce contre le cours politique de 1985 », écrit encore M. Iakovlev, avant d'affirmer que la direction du parti, « en dépit de ses déclara-

tions, élimine l'acte démocratique et prépare une revanche sociale, un coup d'Etat et une prise du pouvoir au sein du parti ».

Cette déclaration de l'ancien membre du Politburo a coïncidé avec la publication le même jour, par le quotidien de l'armée l'Etoile rouge, d'un avertissement sévère du comité du parti des forces armées aux « forces anticomunistes » qui attaquent ouvertement le PCUS.

Ce comité, créé il y a quelques mois et dirigé par le général Mikhaïl Sourkov, affirme : « Les agressions contre l'armée ne cessent pas, ainsi que les tentatives de faire éclater l'armée en unités nationales. (...) On fait croire à la société que l'Etat est en totale sécurité et que les forces armées sont inutiles. Nous vous appelons, communistes des forces armées, à consolider l'unité dans les rangs du parti et à empêcher une scission du PCUS. »

Renouant avec un vocabulaire oublié depuis longtemps, ce texte poursuit : « C'est de nous, les communistes de l'armée, que dépend en grande partie la destinée de notre pays et de ses forces armées. Notre devoir en tant que communistes et citoyens est d'être des patriotes internationalistes et de confirmer par toutes nos actions les idées de Lénine sur la défense de la patrie socialiste ». Les forces armées soviétiques doivent, conclut l'appel, rester « stables et unifiées », continuer à représenter un « soutien solide pour le président et le Soviet suprême » et assurer la population que « l'armée reste le garant de l'indépendance de notre grande puissance ». (AFP, Tass.)

L'arrestation d'un cannibale kazakh

La police ouzbek vient d'arrêter, après deux ans de cavale, un Kazakh de trente-neuf ans qui s'était échappé de l'établissement psychiatrique où il était interné pour le meurtre de sept femmes, dont il avait mangé les restes. L'histoire de Nikoït Djoumagaliyev, qui fait la « une » de journaux moscovites, et dont la capture a été rapportée par le journal les Izvestia, ressemble à celle de l'étudiant japonais Issei Sagawa, arrêté à Paris en 1981. Djoumagaliyev, un récidiviste, raffolait de chair féminine

et était passé maître dans l'art d'accommoder ces plats peu communs. Il invitait même à l'occasion ses compagnons du foyer moscovite où il résidait.

Arrêté en 1980, il avait réussi à tromper la vigilance de ses gardiens à l'occasion d'un transfert d'un hôpital psychiatrique à un autre. Sa cavale, qui a ému les Moscovites, a pris fin, vendredi 16 août, dans les étapes de l'Asie centrale. Nikoït Djoumagaliyev a été capturé à Fergana, dans le sud de l'Ouzbékistan, par une patrouille de police. (AFP, UPI.)

La profondeur

M

L'artisan et

ONAL
AME

IUA